LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE

DE

L'URUGUAY

PAR

ERNEST VAN BRUYSSEL

DÉCOUVERTE ET COLONISATION. — NOTIONS GÉNÉRALES. — DESCRIPTION DU PAYS
AGRICULTURE. — INDUSTRIE. — RELATIONS COMMERCIALES
SITUATION FINANCIÈRE
VOIES DE COMMUNICATION. — AVANTAGES OFFERTS A L'IMMIGRATION EUROPÉENNE

BRUXELLES
LIBRAIRIE EUROPÉENNE C. MUQUARDT
TH. FALK, ÉDITEUR
LIBRAIRE DU ROI ET DU COMTE DE FLANDRE
18-20-22, RUE DES PAROISSIENS
MÊME MAISON A LEIPZIG

1889

AVANT-PROPOS

Le continent américain, si riche et si diversifié dans ses grandes zones, n'était encore, il y a un siècle, qu'un immense champ de bataille. Les descendants des conquérants européens, opprimés par les défenseurs du régime colonial, y revendiquaient, les armes à la main, leurs droits méconnus; les Peaux-Rouges, refoulés dans leurs forêts, y résistaient désespérément aux envahisseurs, marquant de traces sanglantes chacune de leurs étapes; le désordre, l'anarchie, la guerre y dissipaient les ressources de l'activité humaine.

Quatre générations se sont succédé, depuis lors, sur ce continent lointain et leurs travaux persévérants ont suffi non seulement à y ramener la paix, mais à y former dix-huit États indépendants, régulièrement organisés, ayant leurs institutions nationales, leurs lois, leur administration intérieure; habités par 100 millions d'hommes; possédant des relations commerciales représentées annuellement par un mouvement d'échange évalué à 12 milliards de francs, s'étendant à toutes les parties du monde.

On chercherait vainement, ailleurs que dans l'histoire contemporaine, le tableau d'une transformation aussi pro-

fonde, réalisée sur un aussi vaste espace, en si peu d'années. Il est vrai qu'un large courant d'émigration, venant d'outre-mer, a constamment renforcé les éléments, de même origine, déjà groupés sur ce sol nouveau. Il leur apportait un trésor de connaissances acquises, d'expériences déjà faites, qui leur ont été d'un puissant secours. Ce courant, toutefois, n'a fait qu'augmenter les moyens d'action des sociétés plus anciennes auxquelles il allait se joindre. Celles-ci, en le recevant, l'imprégnaient de leur esprit. Aussi, malgré des mélanges constamment renouvelés, deux types, correspondant à la nationalité des premiers colons, prédominent-ils encore en Amérique, dégagés des accessions hétérogènes qui n'ont pu les oblitérer : l'Anglo-Américain au Nord, l'Ibéro-Américain au Sud.

L'Anglo-Américain, actif, énergique, entreprenant, né pour le commerce et l'industrie, indépendant d'allures et d'idées, essentiellement pratique, considère comme l'une des conditions de tout progrès social la franche expansion des individualités. Son idéal politique, c'est le *self government;* sa plus haute conception judiciaire, les coutumes locales, lentement modifiables; son sentiment moral, l'opinion de ses égaux. Lutteur par tempérament, il n'est soldat qu'à l'occasion, si la nécessité l'y oblige. Son patriotisme lui tient lieu, dans ce cas, d'esprit de corps ; sa ténacité et son courage, d'expérience et de discipline. Sans armée permanente, il saurait au besoin — comme il l'a prouvé — réunir rapidement des légions d'hommes qui défendraient vaillamment leur drapeau, pour se débander aussitôt après la victoire.

L'Ibéro-Américain, plus indolent, plus passionné, moins

calculateur, attend tout progrès de l'action publique, de l'initiative de l'État. C'est à celui-ci de préparer les voies, de diriger les efforts communs. C'est lui qui donnera de l'homogénéité aux lois, codifiées avec ordre, et mises à la portée de tous. Il doit administrer, réglementer, récompenser et punir. L'individu, dans la pensée de l'Ibéro-Américain, se confond avec le citoyen. Personnellement, il n'a qu'une chose à défendre, son « point d'honneur », l'inviolabilité du *caballero*. Contrairement à l'Anglo-Américain, il se plaît à manier les armes, à porter l'uniforme, à vivre et à agir en soldat.

L'excès d'individualisme, dans le Nord-Amérique, présente des dangers : il tend à affaiblir, outre mesure, le principe d'autorité; à diviser des forces qu'il y aurait avantage à grouper; à subordonner les intérêts généraux aux intérêts particuliers. De là un manque de cohésion dans l'organisme politique, de nature à occasionner des crises sociales, dont un événement encore récent, la guerre de Sécession, a démontré l'importance.

L'exagération de l'instinct de sociabilité, dans le Sud, allant parfois jusqu'à l'abandon de droits légitimes; les tendances guerrières qui s'y allient, inspirées par un patriotisme trop ardent, ont eu des conséquences non moins graves: l'établissement de dictatures militaires, se succédant les unes aux autres, assez fortes pour enlever à la liberté ses plus précieuses garanties; trop faibles pour se maintenir longtemps au pouvoir.

Ces causes de perturbations tendent néanmoins à s'amoindrir de jour en jour.

L'extension des relations commerciales, les sentiments de

solidarité résultant de celles-ci, contribuent déjà à contrebalancer, dans les régions septentrionales, l'influence dissolvante précédemment indiquée. L'établissement de voies ferrées et de lignes télégraphiques, permettant de comprimer tout mouvement révolutionnaire dès ses premières manifestations, produit des effets non moins salutaires dans le Sud. Il a suffi d'y clôturer les champs pour y pacifier d'immenses territoires. Les vols de bétail, rapidement exécutés par des bandes de hardis cavaliers, ne sont plus possibles là où des barrières traversent en tous sens la plaine. Les *pronunciamientos* deviennent rares, lorsqu'ils exposent à plus de pertes que de profits.

Quoi qu'il en soit, et malgré les imperfections d'une organisation encore incomplète, le continent américain se forme de toutes parts à la civilisation. Ses prairies sont livrées à la charrue et se couvrent d'épis ondoyants; des villages, des villes y sortent de terre et se remplissent, en quelques années, d'une foule bruyante et affairée; on exploite son sous-sol, abondant en minerais; on pose des rails dans ses steppes, que des trains de marchandises parcourent à toute vapeur; ses fleuves, au courant profond, aux rives fuyantes, sont sillonnés par des flottilles de navires de toutes nationalités; partout la vie surabonde, saine, ample, active dans ses manifestations, féconde dans ses œuvres.

Ce développement grandiose, révélant tant de puissance interne, a eu son retentissement en Europe. D'illustres naturalistes, Azara, d'Orbigny, Darwin, Bravard, Bompland, Agassiz, ont étudié ce monde nouveau, si intéressant pour la science; d'infatigables voyageurs, parmi lesquels figure

au premier rang le savant auteur du *Cosmos*, M. de Humboldt, en ont décrit les aspects variés; des historiens, des archéologues ont cherché à reconstituer son passé, si mystérieux; des publicistes habiles ont employé leur talent à analyser ses institutions les comparant entre elles, appréciant leur valeur pratique.

Malgré ces consciencieux travaux, le continent américain est encore très imparfaitement connu. Les renseignements ne font pas défaut, il est vrai, sur les États-Unis du Nord, qui constituent aujourd'hui le territoire d'une puissante nation; l'empire du Brésil, où une réorganisation complète du travail, par suite de l'abolition de l'esclavage, vient de s'opérer pacifiquement sous nos yeux; la République Argentine, vers laquelle se dirigent, en ce moment, tant de milliers d'émigrants; le Chili, enfin, qui a utilisé si habilement ses forces économiques et sociales.

En dehors de ces grandes sections, sur une aire comprenant des milliers de lieues, même les gens instruits ne possèdent encore, toutefois, que des notions vagues, incomplètes, surannées. Ils n'y voient qu'une confusion de communautés turbulentes, campées sur des terres incultes, aux limites indéfinies, et que la civilisation n'a effleurées que pour y implanter des vices, sans en développer les forces productives.

Nous avons visité quelques-unes de ces régions, et nous avons constaté, non seulement qu'on y progresse comme ailleurs, mais que l'assimilation de toute idée pratique, de toute conception heureuse y est effective et rapide.

Il importe donc de rectifier, en ce qui les concerne, des erreurs devenues nuisibles.

Le peu d'importance de certains États d'Amérique n'a pour affirmation que l'ignorance du public européen. Supérieurs en étendue à la plupart des contrées de l'ancien monde, ils représentent, dès ce moment, des marchés importants de production et de consommation; des centres d'immigration pour les travailleurs de toutes nationalités; des foyers, de plus en plus vifs, d'activité intellectuelle.

Nous venons d'exposer, brièvement, les considérations qui nous ont déterminé à publier les informations que nous avons recueillies, durant un voyage récent, dans les divers départements de l'Uruguay. Celles-ci résument, aussi fidèlement qu'il nous a été possible de le faire, une situation matérielle, politique et sociale qu'il appartient désormais au lecteur d'apprécier dans son ensemble.



I

Découverte et colonisation.

Premières impressions. — Étendue du territoire uruguayen. — Sa découverte. — Essais de colonisation. — Revendications portugaises et espagnoles. — Fondation de villes et de villages. — Facilités accordées au commerce. — Les Anglais au Rio de la Plata. — La révolution américaine. — Annexion de l'Uruguay au Brésil. — Ses suites. — Proclamation d'indépendance — Installation de la République orientale de l'Uruguay. — Période de troubles. — État actuel du pays.

Lorsqu'on arrive d'Europe en destination de l'Uruguay, et qu'on a laissé derrière soi les îles rocailleuses de Lobos et de Gorriti, on suit pendant quelque temps une côte sablonneuse, sur laquelle s'élève, de distance en distance, un massif de verdure, ou les blanches murailles de quelque habitation. On se trouve déjà dans l'estuaire de la Plata, mais celui-ci, dans son ampleur, présente encore l'imposant aspect de l'océan. La rencontre, plus fréquente, de navires de tous tonnages indique cependant les approches d'un port.

Quelques tours d'hélice en plus, un long sillage dans les eaux du fleuve, et l'on voit apparaître, dominant une baie semi-circulaire, une belle et grande ville, avec ses rangées de maisons, ses édifices, ses clochers,

ses rues et ses quais. Vers la partie occidentale de la baie, en face de la ville, surgit un mont isolé, large à la base, ressemblant au Vésuve par sa forme, mais dans des proportions plus réduites. A son sommet se dresse une antique forteresse, construite par les Espagnols, et servant actuellement de vigie.

Un matelot, qui faisait partie de l'équipage de Magellan, en 1519, le remarqua de loin, limitant l'horizon.

— *Monte vi eu!* s'écria-t-il, en le signalant à ses compagnons.

Cette exclamation, s'il faut en croire la tradition, aurait donné un nom au district et à la cité. Montévideo, d'abord une obscure bourgade, aujourd'hui l'un des grands entrepôts commerciaux du Rio de la Plata, est la capitale de la République orientale de l'Uruguay.

Le territoire de celle-ci confine au nord et à l'est à l'empire du Brésil; au sud, à l'océan Atlantique et au Rio de la Plata; à l'ouest, à la République Argentine. Sa configuration rappelle celle d'un polygone, entouré d'eau de tous côtés, sauf au centre de ses limites septentrionales.

Il comprend, selon les calculs de M. Reyes, chef du département des ingénieurs, 63,330 milles géographiques, de 60 au degré, soit 186,920 kilomètres carrés, étendue qui équivaut à six fois celle de la Belgique, ou à l'aire occupée par l'Angleterre et le pays de Galles réunis. On prétend même, en se basant sur les renseignements obtenus pour la perception de l'impôt foncier, qu'on peut évaluer sa superficie, sans exagération, à 200,000 kilomètres carrés.

Son histoire, fort récente, offre un intérêt réel. Nous allons en retracer brièvement les principaux épisodes.

La découverte de l'Uruguay est due à un marin illustre, Juan Diaz de Solis, auquel elle coûta la vie. Il arriva sur les côtes du Brésil en 1516, disposant de trois caravelles avec lesquelles il cingla vers le sud, jusqu'à l'embouchure du Rio de la Plata. Remontant le fleuve, il parvint à une île, San-Gabriel, où il laissa deux de ses navires. Reprenant son voyage d'exploration, il rencontra une autre île, plus étendue que la première, à laquelle il donna le nom du pilote attaché à l'expédition, Martin Garcia. Le courant se rétrécissait à cet endroit, et Juan Diaz de Solis résolut de descendre à terre, et d'y planter le drapeau de Castille. Il prit place dans une embarcation, avec neuf de ses compagnons, et mit bientôt le pied sur le rivage uruguayen, non loin du port actuel de Colonia.

La côte, couverte çà et là de groupes d'arbustes, paraissait déserte. Des Indiens Charruas, cachés derrière les buissons, observaient les explorateurs. Se découvrant tout à coup, ils les accablèrent de coups de flèches, sans leur laisser le temps de se mettre en défense. Solis et huit des marins qui l'escortaient tombèrent pour ne plus se relever. Un seul d'entre les Espagnols, le lieutenant Francisco del Puerto, grièvement blessé, était encore en vie, et fut fait prisonnier par les indigènes.

Hernando de Magellan, qui passa par Montévideo en 1519, comme nous l'avons dit ci-dessus, suivit la route inaugurée par Juan Diaz de Solis. Dépassant

l'île de Martin Garcia, il reconnut le cours des rios Uruguay, Guazu et Parana, puis ne trouvant pas le passage vers les Indes orientales qu'il y cherchait, il retourna en mer, abandonnant l'Uruguay et se dirigeant au sud, où ses efforts devaient être plus heureux.

Sébastien Gaboto, en 1527, reprenant les projets de Solis, fit construire un fortin sur la côte orientale de l'Uruguay, près du Rio San-Salvador. Sa garnison, constamment harcelée par les Indiens Charruas et Yaros, fut forcée de l'abandonner en 1530. Une autre tentative de colonisation, faite en 1550, par don Juan Romero, sur les bords de l'arroyo San-Juan, n'eut pas un sort plus favorable.

Dans l'intervalle, les conquérants espagnols s'implantaient au Paraguay et, un peu plus tard, s'établissaient d'une manière permanente sur le sol argentin. Ils renouvelaient de temps en temps leurs excursions dans l'Uruguay, alors connu sous le nom de « Banda Oriental », dont les riches pâturages attiraient les *estancieros*, ou éleveurs de bestiaux. Un centre de population commença à se former, en 1624, à deux lieues de l'embouchure du Rio Négro. La résistance des Indiens, vaillante et obstinée, faiblissait peu à peu. Décimés par les combats, ils reculaient à leur tour, épuisés, déjà voués à l'extinction, devant le flot croissant des envahisseurs.

Bien que la « Banda Oriental » relevât nominalement du gouvernement de Buenos-Ayres, c'était encore une contrée quasi sauvage qui s'offrait aux premiers occupants. Les Portugais, déjà tout-puissants au Brésil, voulurent en avoir leur part, et vinrent se fixer sur la

rive droite du Rio de la Plata, près de l'endroit où Juan Diaz de Solis avait débarqué avec ses hommes.

Ils y firent un commerce des plus actifs avec Buenos-Ayres, facilitant aux Argentins les moyens d'acheter à bas prix, et en franchise de droits, les marchandises qu'on les obligeait auparavant de recevoir du Pérou, à un taux exorbitant.

Devenus plus entreprenants, ils s'emparèrent, en 1723, des hauteurs entourant la baie de Montévideo, y débarquèrent des forces, et y construisirent des ouvrages de défense.

Les autorités espagnoles, menacées d'une diminution considérable de leurs revenus, envoyèrent une expédition, en 1724, pour reprendre possession de la baie. Les Portugais, à son arrivée, se retirèrent sans coup férir. Pour empêcher leur retour, on construisit une batterie armée de dix canons, servie par des soldats espagnols et des auxiliaires indiens. Ce cantonnement, qui reçut plus tard cinquante familles d'immigrants galiciens et canariotes, donna lieu à la fondation de Montévideo en 1726.

L'Uruguay, par sa situation entre les États argentins, soumis aux Espagnols, et le Brésil, dépendant des Portugais, était prédestiné à devenir le théâtre de leurs luttes. Nous croyons inutile d'en rappeler, avec plus de détails, les diverses péripéties au XVIIIe siècle. La colonisation du territoire en litige n'en continuait pas moins, bien qu'avec lenteur. En 1762 et en 1763, deux villes nouvelles, San-Carlos et Maldonado — cette dernière à trente lieues de Montévideo, — se forment sous les auspices de don Pedro

Ceballos; quinze ans plus tard, en 1778, des Asturiens et des Galiciens se fixent à Santa-Lucia; en 1781 s'élève le bourg de Pando; en 1782, sur les rives de l'Uruguay, la cité de Paysandu; en 1793, non loin du littoral de l'Atlantique, la ville de Rocha.

Le commerce, d'autre part, dès le 12 octobre 1778, avait obtenu quelque liberté. Le vice-roi Zaballos, comprenant l'impossibilité de maintenir l'ancienne législation fiscale, battue en brèche par la fraude, avait exempté de droits d'entrée la plupart des marchandises espagnoles, et avait fait appliquer aux produits coloniaux une redevance de 3 à 15 p. c. à leur arrivée en Espagne. Cette mesure, qui constituait un progrès, avait donné quelque activité aux ports de Buenos-Ayres et de Montévideo, d'où l'on exportait déjà vers l'Europe, à la fin du dernier siècle, des cuirs, de la viande salée et des laines.

Les améliorations ainsi réalisées, quoique sensibles, étaient encore lentes — ainsi que nous en avons précédemment fait la remarque — lorsqu'un événement imprévu, qui semblait devoir les retarder, vint leur donner une vive impulsion, préparant une autre ère.

Le 9 juillet 1806, une flotte anglaise, sous les ordres du commodore Popham, parut inopinément devant Montévideo, dans le but de soumettre cette ville à la couronne britannique. Le succès d'une attaque, sur ce point, paraissant douteux, elle se dirigea sur Buenos-Ayres, dont ses troupes de débarquement réussirent à prendre possession, trois semaines plus tard.

Elles ne jouirent pas longtemps de leur victoire. Leurs adversaires, se ralliant autour d'un chef éner-

gique, le capitaine de frégate don Santiago de Liniers, qui arrivait de Montévideo avec un renfort de 1,270 hommes, les assaillirent dans Buenos-Ayres même et, après un sanglant combat, les mirent en pleine déroute et les forcèrent à capituler.

Dans l'intervalle, une autre escadre, placée sous le commandement du contre-amiral Sterling, quittait la rade de Portsmouth, ayant à son bord 5,300 soldats. Une troisième ne tarda pas à la suivre, et le lieutenant général John Whitelocke fut nommé chef de l'expédition, comprenant un total de 11,180 hommes.

En janvier 1807, assiégée par terre et par mer, la ville de Montévideo se rendit aux Anglais. Encouragés par ce succès, ceux-ci passèrent à Buenos-Ayres, espérant y obtenir les mêmes avantages. Ils y rencontrèrent, au lieu d'un triomphe facile, des revers irrémédiables. Acceptant leur défaite, ils sortirent de Montévideo, et abandonnèrent le Rio de la Plata à ses anciens possesseurs.

Ceux-ci, après avoir courageusement défendu leur indépendance, avaient appris à l'apprécier. Méconnaissant l'autorité du vice-roi Cisneros, ils élurent une assemblée de notables, qu'ils chargèrent de la direction des affaires publiques. Quelques Uruguayens s'associèrent aussitôt à ces manifestations audacieuses, qui inauguraient la révolution américaine. L'un d'eux, Don José G. Artigas, abandonnant le régiment Blandengues, auquel il apppartenait, arriva à Buenos-Ayres le 2 février 1811. Le 7 avril de la même année, il reparaissait dans l'Uruguay, avec un corps expéditionnaire, et dispersait quelques jours plus tard une

colonne espagnole, envoyée à sa rencontre. Le 28 mai, il obtint, à Las Piedras, une nouvelle victoire sur l'armée royale, commandée par don José de Posadas.

Après des alternatives de succès et de défaites, les Uruguayens avaient réussi à libérer leur contrée de toute ingérence étrangère, lorsque leur autonomie, si péniblement acquise, leur fut de nouveau enlevée. Les Portugais, qui n'avaient jamais cessé d'aspirer à la possession de la « Banda Oriental », reprenaient leurs projets de conquête. Ils s'y étaient préparés, cette fois très sérieusement. Une armée portugaise, recrutée au Brésil et relativement considérable, passa la frontière et envahit le pays. Celui-ci, malgré les efforts de chefs intrépides, Artigas, Rivera et Latorre, n'offrant pas les ressources nécessaires pour repousser l'ennemi, tomba en son pouvoir. Il y dominait encore au moment où le Brésil, à la voix d'Iperanga, se séparait de la monarchie lusitanienne, et devenait un empire suivant ses propres destinées. La « Banda Oriental » en formait l'une des sections, sous le nom de « Province Cisplatine ».

Cette situation était contraire aux intérêts argentins. La république voisine n'intervint pas cependant, tout d'abord, laissant aux Uruguayens eux-mêmes l'initiative des premières hostilités. Trente-trois de ceux-ci, qui s'étaient réfugiés à Buenos-Ayres, débarquèrent le 19 avril 1825 sur le sol natal, dans l'espoir d'y provoquer une révolte générale. Leur appel fut entendu, et ils virent accourir à eux une foule de compatriotes. Un premier combat, livré aux Brésiliens à San-Salvador, fut favorable aux insurgés.

Ceux-ci, enhardis par le succès, procédèrent à l'élection d'une assemblée constituante, qui se réunit le 25 août à la Florida, et y fit une déclaration d'indépendance, conçue en termes précis et énergiques.

« La Province orientale, y disait-on, réassume la
« plénitude des droits, des libertés et des préroga-
« tives inhérentes aux autres nationalités; se déclare,
« tant de fait que légalement, libre et indépendante
« du roi de Portugal, de l'empereur du Brésil et de
« tout autre souverain, avec plein pouvoir de se
« donner la constitution politique qu'il lui conviendra
« d'adopter. »

Les Brésiliens n'avaient pas encore renoncé à la lutte. Vaincus à Rincon de las Gallinas le 24 septembre, par le général Ribera, ils reviennent en plus grand nombre, à Sarandi, où ils laissent 400 morts sur le champ de bataille. Irrités contre les Argentins, qu'ils accusent de fomenter ces troubles, ils leur déclarent la guerre, et les deux puissances se disposent à un choc décisif.

Il eut lieu le 20 février 1827, dans les champs d'Ituzaingo. La bataille dura six heures, et malgré la vigoureuse résistance de l'armée impériale, celle-ci fut mise en déroute, perdant son chef, le général Abreu, beaucoup d'officiers supérieurs, et 1,200 soldats, qui y périrent les armes à la main. Une quantité de prisonniers, 2 drapeaux, 10 canons, les munitions de guerre et les bagages demeurèrent en possession des vainqueurs.

Les belligérants se rencontrèrent encore à Cama-

cua, le 23 avril de la même année, et à Bacacay, où les Brésiliens éprouvèrent de nouvelles pertes.

Dès lors, la cause de la révolution uruguayenne était gagnée. Un traité de paix, négocié par des plénipotentiaires argentins et brésiliens, consacra définitivement l'indépendance de la République orientale de l'Uruguay. Un gouvernement provisoire y fut installé; des élections y eurent lieu et, le 18 juillet 1830, la constitution du nouvel État fut solennellement promulguée.

Elle consacrait un régime essentiellement libéral, dont elle assurait le maintien par de sérieuses garanties. Malheureusement, à la suite d'une longue période de compression et de troubles, l'esprit public, plus familiarisé avec les abus d'autorité qu'avec l'usage d'une sage liberté, n'était pas préparé à l'appliquer. Le pouvoir était une source de puissance et de richesse : on se le disputa avec acharnement. Après la guerre étrangère, l'Uruguay vit surgir la guerre civile.

La situation n'était pas meilleure dans la République Argentine, terrorisée sous la dictature de don Juan Manuel de Rosas. Durant cette période, Montévideo, assiégé par le général don Manuel Oribe, à la tête de 14,000 hommes, vit son commerce ruiné, et sa prospérité croissante remplacée par la misère.

Aujourd'hui, grâce à la diffusion de l'instruction publique, de plus en plus généralisée, les institutions nationales uruguayennes ne sont plus en désaccord avec les mœurs. L'équilibre s'est rétabli à peu près entre la théorie et la pratique. De sensibles progrès

ont été réalisés, et d'autres sont sur le point de l'être. Le pays, rentré dans l'ordre légal, est pacifié, et une administration plus intelligente, plus soucieuse des intérêts nationaux, y veille au développement de l'agriculture, de l'industrie et du commerce. Les influences que nous signalions ci-dessus comme étant destinées à agir favorablement sur les tendances et les idées de la population locale, ont produit leur effet : les capitalistes et les travailleurs européens, en employant leurs forces combinées à l'exploitation du sol uruguayen, n'ont plus à craindre de les prodiguer vainement. Nous savons déjà qu'il offre un large espace à leur activité : il nous reste à en étudier les conditions d'habitabilité, les productions variées, les richesses naturelles.

II

Notions générales.

Aspect du territoire. — Climat de l'Uruguay. — La Flore locale. — Productions zoologiques — Gisements minéralogiques et leurs conditions d'exploitation.

L'Uruguay diffère essentiellement, par son aspect général, de la République Argentine. On n'y rencontre pas, ainsi que sur l'autre rive de l'immense estuaire du Rio de la Plata, de vastes savanes s'étendant à perte de vue et qui ne peuvent se comparer, par leur niveau uniforme, qu'à la surface de l'océan. Son sol, constamment ondulé, présente, au contraire, une succession de dépressions, d'élévations, non pas abruptes, mais reliées entre elles par de longues courbes, dont les altitudes mêmes — sauf dans quelques endroits où surgit le roc — sont couvertes d'un tapis de verdure. Des *arroyos*, ou courants d'eau, grossissant rapidement en temps de pluie, arrosent ces campagnes aux horizons limités, et y entretiennent la végétation. Celle-ci, sur les bords des rivières et des fleuves, se multiplie, s'épaissit, et forme de longues bandes de forêts, où croissent des arbres de haute futaie, d'un beau port et de forte dimension.

Il n'y existe pas de chaînes de montagnes proprement

dites, mais de nombreuses collines, ou *cuchillas*, prolongeant leurs ramifications du nord au sud, de l'est à l'ouest. Les plus hautes, vers leur point de jonction avec la Sierra de Santa-Técla, sur la frontière du Brésil, n'ont que 1,980 pieds; d'autres, les plus importantes après celles que nous venons de citer, n'atteignent que 1,848 pieds à leur partie culminante, près des massifs de Yaperju et de Haedo.

Tel est le pays, vu à vol d'oiseau, dans ses grandes lignes.

On y jouit d'un climat agréable, sain et qui convient sous tous les rapports aux colons européens. La température y est en moyenne, de 11° en hiver, de 18° au printemps, de 21° en été, de 16° en automne. Le maximum des chaleurs estivales dans l'Uruguay est de 36° au mois de janvier, et le froid le plus intense en hiver est de 3° au-dessus de zéro, en juillet. Les pluies sont fréquentes, car on y compte 60 jours pluvieux en moyenne par an. A Montévideo, les observations météorologiques donnent pour résultat, annuellement, 244 jours sans nuages, 85 jours nuageux et 36 jours de pluie. Celle-ci est plus abondante au printemps et en automne, qu'en été et en hiver.

On n'y connaît ni glace, ni neige; les fleurs, les fruits, les légumes d'Europe réussissent à la perfection sur cette terre privilégiée, et s'y mêlent aux produits tropicaux. Les palmiers, par exemple, sont très nombreux dans certaines localités, remplissant les vallées de leur élégant feuillage.

A San-Luis, à Castellos, à las Canas et à Corte, ils occupent une zone considérable. Leur sève fournit de

l'eau-de-vie, et on utilise leurs fruits et leurs fibres. Ils atteignent parfois, et surtout l'un d'entre eux, le *Yariba*, jusqu'à quarante pieds de hauteur. On les rencontre aussi, en quantités, sur la côte du haut Uruguay, dans les districts de Queguay, d'Arapey et d'Averias.

Les botanistes en ont signalé quatre espèces, qui toutes produisent en automne.

Des cannes à la tige enrubannée, dont quelques-unes ont quinze pieds de haut, diversifient par leurs groupes verdoyants l'apparence pittoresque de quelques districts uruguayens.

Le sol du pays produit une grande variété d'arbres et de plantes qui possèdent des propriétés médicinales, tinctoriales, ou qui sont riches en tannin, résines, aromes et alcalis.

Nous mentionnerons, parmi ces dernières, le *molle* (Schinus), qui fournit une sorte d'encens; le quinquina, le sang-dragon, le *cipo*, le *gigueron*, le *culé*, le sureau, le copal, le *guayacan* (Cesalpinia melanocarpa), l'*Ysica*.

Les écorces du *molle*, de l'*algarrobo* noir et du *guairyu* sont employées au tannage. Leurs feuilles donnent une teinture noire. Le *coronilla* et le *carupè* produisent aussi d'excellentes teintures. Le *batania* donne une belle couleur rouge, applicable aux lainages. L'indigotier sauvage est très répandu dans certaines localités, dans les régions septentrionales voisines du Rio Uruguay.

Parmi la série des plantes médicinales figurent la salsepareille, blanche et foncée, indigène dans le Rio-Négro; la racine d'altea, la réglisse, la *calaguala*,

la rhubarbe, la stragale, la renouée, la maurisque, la capillaire, la chicorée, le plantain, la pariétaire, la sauge, la bourrache, le safran, l'armoise, la sensitive, l'épurge, la sabine, la centaurée, etc.

Le *canelon*, l'*ombu*, la sina-sina, la soude, le *yugo*, l'*abrojo* (espèce de chardon) fournissent des cendres alcalines.

Le règne animal est largement représenté sur cette terre aux plantureux pâturages, où l'eau ne fait défaut nulle part. On y compte, en dehors des animaux domestiques importés d'Europe, et qui s'y multiplient étonnamment, 39 espèces de mammifères, parmi lesquels le chevreuil, le cerf, le chat sauvage, la loutre, le peccari et le *carpincho*, ou cochon de rivière. Le jaguar y est devenu rare, et ne se rencontre guère que dans les districts septentrionaux, limitrophes du Brésil; les phoques, auxquels on fait une chasse assidue, sont encore nombreux sur le littoral; le chat-tigre, le raton, le renard, le tamanoir, hantent les parties boisées et le bord des rios.

Les oiseaux fournissent un nombreux contingent à la zoologie locale, car on en a déjà décrit plus de 500 espèces, parmi lesquelles nous mentionnerons l'autruche, plus petite que celle d'Afrique, la cigogne, la pie, l'outarde, le pivert, la spatule, le tétrat, le cygne, le canard, le héron, la poule d'eau, deux variétés des perdrix, le ramier, le perroquet; la perruche, dont quelques-unes sont jaunes; le vanneau, le courlis, la veuve, l'oriole, le colibri, le martin-pêcheur, etc.

La grive y fait retentir les bois de son chant joyeux auquel se mêle parfois le gazouillement plus doux du

cardinal, toujours actif, caché dans le feuillage, sur la cime des arbres les plus élevés.

Les oiseaux de proie y sont peu fréquents. On mentionne parmi ceux-ci le faucon, le corbeau, le vautour et divers types de hiboux et de chouettes.

La chasse ou la destruction des oiseaux insectivores est prohibée en Uruguay. On ne peut les mettre en vente, sous peine de confiscation et d'une amende de vingt piastres fortes. Toute autre chasse n'est permise que du 1er mars au 30 août de chaque année. Tout propriétaire, durant ces six mois, a la faculté de chasser sur son propre terrain, qu'il n'est pas permis de parcourir sans son autorisation. Exception est faite cependant en ce qui concerne les propriétés non clôturées et encore incultes. La chasse y est libre, à moins que leur détenteur ne se la soit réservée expressément et par déclaration formelle.

On a reconnu, en Uruguay, quatorze espèces de mollusques, et sept espèces de crustacés. Parmi les premiers, nous citerons l'huître, dont il existe quelques bancs sur la côte de Maldonado et autour des îles voisines. Son introduction est due à un ecclésiastique, le père Larranaga, qui en fit recueillir au Brésil, et les fit jeter dans les parages qu'elles occupent actuellement, et où elles se sont multipliées.

Les poissons d'eau douce et d'eau salée comprennent plus de 300 espèces diverses. Ils pourraient offrir des ressources importantes à la pêcherie indigène, si celle-ci était bien outillée et mieux organisée.

La protection, jugée nécessaire, accordée dans la République orientale aux oiseaux insectivores, indique

assez qu'ils y trouvent une abondante nourriture. Les sauterelles font parfois leur apparition, accompagnée de sérieux ravages, dans certains départements. Les entomologistes ont décrit et classé plus de 4,000 espèces d'insectes collectionnés dans le pays.

Le territoire uruguayen, intéressant à sa superficie, ne l'est pas moins par les richesses de son sous-sol. Il contient de précieux gisements de minerais jusqu'ici à peine effleurés, mais qui donneront lieu plus tard à de vastes entreprises. L'appropriation des produits minéralogiques réclame des capitaux importants et beaucoup de main-d'œuvre. Il est donc naturel que cette branche d'industrie n'ait pas pris un grand développement dans une contrée aussi récemment colonisée que l'Uruguay. Les voies de communication n'y sont pas encore suffisamment multipliées; la main-d'œuvre y est trop rare, les prix de transport trop élevés. Quelques essais d'exploitation ont été faits néanmoins sur lesquels nous reviendrons plus tard, en décrivant les divers départements de la République.

Un projet de code des mines, présenté le 29 juillet 1884, a été mis récemment en vigueur. Son texte offrant un certain intérêt, nous en résumerons rapidement les dispositions principales.

La propriété des mines, indépendante de celle du sol, est concédée en Uruguay par l'État. Il est permis cependant à tout habitant du pays, sur autorisation écrite du chef politique du département, et après engagement contracté de payer tout dommage causé à autrui, de procéder à la recherche de gisements minéralogiques.

La mine découverte est enregistrée; il est permis d'occuper les terrains de surface nécessaires à son exploitation, moyennant indemnité à leur propriétaire.

Toute concession minière comprend un solide, de profondeur indéterminée, limité par des plans verticaux, et dont la base sera un carré, un rectangle, un pentagone ou un hexagone.

Sa superficie sera de 70 hectares là où il n'existe pas d'autre mine dans un rayon de 5 kilomètres; de 36 hectares dans le cas contraire.

Cette extension pourra être triplée lorsqu'il s'agira de dépôts de sable, de charbon de terre et de tourbe.

On accorde la concession de préférence à celui qui a fait la découverte de la mine, et en a demandé l'enregistrement. Il y est procédé, à moins de dol constaté. Toute réclamation, basée sur ce point, doit être présentée dans les 90 jours.

La propriété d'une mine se perd par non-usage, lequel est constaté par suite des faits suivants :

1° Lorsque, durant six mois, quatre ouvriers au moins n'ont pas été régulièrement occupés sur le terrain;

2° Lorsque leurs travaux, fréquemment interrompus, mais non durant un semestre entier, ne comportent pas une période de douze mois en deux années.

Les cas de force majeure sont naturellement exceptés. Si la mine concédée a été mise en œuvre pendant deux ans sans intervalle de chômage, il est permis de suspendre pendant quatre ans, sans perdre la propriété de ladite mine, les travaux d'extraction, à

condition de payer à l'État, par anticipation et par semestre à partir du jour où l'on a cessé d'y travailler, une contribution mensuelle dont le montant sera fixé par l'inspecteur des mines, mais qui ne peut dépasser un maximum de 1 piastre 25 centavos or, par hectare. A défaut de payement, la propriété de la mine retourne à l'État.

Il est permis à tout particulier de dénoncer une mine abandonnée ou « dépeuplée », c'est-à-dire n'ayant pas le personnel ouvrier requis par la loi. Cette mine deviendra la propriété du dénonciateur, à moins qu'elle n'ait appartenu précédemment à une association. S'il en est ainsi, une nouvelle association devra être formée comme condition d'acquisition.

Le dénonciateur devenu propriétaire est tenu à faire commencer certains travaux dans les cent vingt jours suivant sa mise en possession.

L'exploitation des mines doit se faire selon les règles de l'art, et d'après les dispositions des règlements. Leurs propriétaires ou administrateurs sont tenus d'envoyer annuellement, au bureau d'inspection générale, un plan des travaux exécutés durant l'année, sous peine d'amende.

Les femmes et les enfants de moins de douze ans ne peuvent être admis à l'intérieur des mines.

Tout administrateur d'une association minière doit posséder, au minimum, 5 p. c. du capital social.

La loi uruguayenne reconnaît aux personnes appelées à ces fonctions les mêmes attributions qu'aux administrateurs d'autres associations civiles. Ils doivent tenir leur comptabilité en bon ordre, et leurs

cosociétaires ont le droit d'en prendre connaissance.

Le titre XVII du code dont nous faisons l'analyse présente un intérêt spécial. Il concerne les obligations réciproques des entrepreneurs de mines, de leurs employés et de leurs ouvriers.

Si la durée de l'engagement n'a pas été déterminée par contrat, ledit engagement cesse à la volonté des parties, après notice donnée de leur intention, quinze jours à l'avance. L'ouvrier sans contrat perd un mois de salaire s'il omet cette formalité sans cause justifiée. De même, le patron qui renverrait l'ouvrier sans lui donner congé, avec anticipation de quinze jours, sauf dans des circonstances exceptionnelles, lui doit un mois de salaire, plus des frais de route en cas de nécessité.

Le patron ou entrepreneur peut mettre fin au service de toute personne employée par lui, pour inaptitude, mauvaise conduite, insubordination, ou incapacité physique prolongée pendant plus de deux mois. Si l'incapacité susdite résulte de faits se rattachant aux travaux, et n'est qu'une conséquence du service, le patron doit un demi-salaire à l'employé ainsi atteint, pendant toute la durée de l'infirmité, pourvu qu'elle ne dépasse pas six mois, au maximum.

L'ouvrier est autorisé à quitter l'entrepreneur ou patron s'il a été l'objet, de la part de celui-ci ou de ses agents, de mauvais traitements, ou si son salaire ne lui est pas régulièrement payé, aux échéances convenues.

Les concessions de mines ne sont pas gratuites.

Leurs exploitants doivent au fisc 1/2 p. c. de la valeur brute des minerais extraits et bénéficiés dans le pays; 1 p. c. du produit brut de ceux qu'on envoie à l'étranger, sans préparation. On prélève de plus, en douane, 1/2 p. c. du produit brut au moment de l'exportation.

III

État social.

Constitution politique — Population. — Accessions dues à l'émigration. — Institutions sociales. — Instruction publique. — Forces de terre et de mer.

L'Uruguay, divisé en 19 départements, constitue un État indépendant, dont la souveraineté appartient à la nation, et qui est organisé sous la forme républicaine représentative.

Il est assez difficile d'établir exactement le chiffre de sa population.

En 1796, don Félix de Azura, dans sa relation d'un voyage au Sud-Amérique, attribue à l'Uruguay, qu'on ne connaissait alors que sous le nom de « Banda Oriental », 30,685 habitants. Le pays, à cette époque, était presque désert, et la ville de Montévideo ne comprenait que quelques rues, s'étendant sur un espace restreint formant aujourd'hui le quartier de la *Ciudad-Vieza*.

Trente-trois ans plus tard, en 1829, après la déclaration de l'indépendance nationale et les longues luttes qui l'avaient précédée, la République comptait 74,000 habitants. Ces calculs, néanmoins, ne sont qu'approximatifs, car ce ne fut qu'en 1852 qu'on procéda, plus ou moins régulièrement, à un recensement général. Il fit constater la présence, sur le territoire

oriental, de 131,969 personnes des deux sexes, ainsi classées d'après leur nationalité :

Uruguayens . . .	103,383	=	74.4 p. c.
Étrangers. . . .	28,386	=	21.6 p. c.

Un second recensement, exécuté en 1860, éleva le chiffre ci-dessus à 229,480 âmes.

On se contenta de ces résultats jusqu'en 1872. En cette année, l'attention d'une société particulière, — qui a rendu des services importants au pays, — la *Associacion rural,* se porta sur le sujet qui nous occupe. Cette société, désirant suppléer au manque de statistique officielle par des recherches spéciales, chargea don Adolfo Vaillant d'y procéder. Il publia son travail en 1873, assignant à l'Uruguay, pour l'année précédente, un total de 450,000 habitants, dont 127,704 dans le département de Montévideo, et le reste dans les départements de campagne. La densité moyenne de la population pouvait être estimée, d'après lui, à 2.07 habitants par kilomètre carré. Or, la République Argentine, en 1872, n'en possédait que 0.43 sur la même superficie; le Brésil, 0.67; le Chili, 6.

La République orientale était donc plus peuplée, relativement, que les États Argentins et l'empire du Brésil, et moins que le Chili.

Ces évaluations étaient exagérées, et leur auteur le reconnut lui-même en abaissant, en 1877, le total donné ci-dessus à 440,000 âmes; puis, en 1879, à 438,245 âmes. Un bureau de statistique ayant été créé par le gouvernement, on dut s'y borner, faute de mieux, à ajouter au quotient de 1879, d'année en

année, une certaine quantité représentant l'appoint résultant de l'accroissement naturel et de l'immigration, dont les proportions sont plus ou moins connues. On obtint ainsi, pour les années indiquées plus bas, les chiffres suivants :

En 1882	505,207	habitants.
— 1883	520,536	—
— 1884	559,668	—
— 1885	582,858	—
— 1886	596,463	—
— 1887	614,257	—

Il y aurait donc eu, en 1887, 176,012 habitants de plus qu'en 1879, ce qui équivaut à une augmentation de 40.16 p. c. En la divisant entre les huit années antérieures, elle correspond à un mouvement ascensionnel annuel de 5.2 p. c.

En 1886, ce mouvement fut produit, presque en totalité, par l'excès des naissances sur les décès, 430 émigrants seulement étant restés en Uruguay, à cause des troubles politiques qui y existaient alors, et de l'invasion du choléra, dans ces parages, vers la fin de cette année.

En 1887, l'augmentation de population résulta d'un surplus de 13,104 naissances sur les décès — non compris les enfants morts-nés —, et de l'arrivée de 4,690 émigrants, qui s'établirent dans le pays.

M. Constant G. Fontan, auquel on doit quelques études intéressantes sur la République orientale, n'accepte pas les données qui précèdent. Dans son estimation, le pays aurait possédé, dès 1882, 648,471

habitants, et ce chiffre, d'après d'autres statisticiens, s'élèverait actuellement à 700,000, sinon davantage.

En l'absence de tout recensement officiel, il est presque impossible d'établir nettement la situation.

Dans le doute, en admettant les notions fournies par le bureau officiel, celles-ci suffisent pour nous démontrer que la belle et riche contrée dont nous nous occupons est encore très dépeuplée. Tandis que les États européens regorgent de population, elle en reste toujours, à peu de différence près, à sa moyenne de 3 habitants par kilomètre carré. Or la Belgique en possède sur le même espace 190; les Pays-Bas, 126; la Grande-Bretagne et l'Irlande, 112; l'Italie, 98; l'Allemagne, 84; la France, 71, etc.

Le tableau ci-dessous, se rapportant aux années 1883, 1885, 1886 et 1887, indique dans quelles proportions les divers départements uruguayens sont habités, et donne une idée des accessions reçues.

DÉPARTEMENTS.	NOMBRE D'HABITANTS PAR KILOMÈTRE CARRÉ.			
	En 1883.	1885.	1886.	1887.
Montévideo	247.03	265.32	269.20	278.93
Canelones	13.32	13.67	14.02	14.39
Colonia	5.68	5.85	6.01	6.23
San-José et Florès	2.93	3.02	3.09	3.17
Soriano	2.66	2.71	2.76	2.83
Florida	2.07	2.12	2.18	2.24
Rocha et Maldonado	2.06	2.12	2.17	2.24
Rio-Négro et Paysandu	1.84	1.89	1.93	1.96
Durazno	1.44	1.49	1.52	1.56
Minas, Treinta y Tres et Cerro-largo	1.43	1.47	1.52	1.57
Salto et Artigas	1.40	1.46	1.50	1.54
Tacuarembo et Rivera	1.23	1.27	1.30	1.34

Près du quart des habitants de la République résidaient, en 1887, dans le département de Montévideo, le moins étendu de tous. Le plus peuplé des départements de campagne est celui de Canelones ; c'est dans les districts de Tacuarembo et de Rivera que la population est la moins dense.

Durant l'année 1883, sur le chiffre total des habitants du pays, on compte 268,172 individus du sexe masculin, et 252,364 du sexe féminin. Dans l'ensemble, 368,166 uruguayens et 152,370 étrangers. Ces derniers sont surtout nombreux à Montévideo et dans les environs de cette ville.

La proportion moyenne annuelle des naissances, des mariages et des décès dans toute la République, de 1879 à 1883, s'établit comme suit :

22,400	naissances,	soit	43.0	par mille	habitants.
3,565	mariages,	—	6.8	—	—
8,609	décès,	—	16.5	—	—

On constata, en 1886, 24,712 naissances, 3,093 mariages, 11,537 décès; en 1887, 25,132 naissances, 3,428 mariages et 12,573 décès.

Le terme moyen des naissances, de 1883 à 1887, est de 38.29 par mille habitants. Les deux sexes y figurent à peu près également, soit, pour 1887, 12,970 garçons et 12,162 filles. La moralité est moins grande dans les départements de campagne que dans ceux de Canelones et de Montévideo, à en juger par le nombre des naissances illégitimes, évalué à 9.39 p. c., 9.79 p. c. dans les derniers, et de 28 à 30 p. c. dans les autres.

Les mariages sont plus fréquents parmi les étran-

gers que parmi les nationaux. En 1887, sur 3,428 mariages, soit 6,856 époux, il y avait 1,625 uruguayens et 1,803 étrangers. Les décès sont plus nombreux au printemps et en été qu'en automne et en hiver : la proportion est à son minimum en avril, fin de la période automnale, et à son maximum en janvier, à l'époque des fortes chaleurs. Les maladies attaquant les voies respiratoires sont les plus ordinaires. 97.20 p. c. des décès résultent de causes naturelles ; 2.80 p. c. sont dus à des accidents ou à la violence.

Il nous reste à déterminer, avant de conclure nos recherches sur le sujet qui nous occupe, l'importance du mouvement d'immigration et d'émigration dans les diverses régions du pays. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, nous manquons malheureusement d'informations très précises.

D'après un tableau dressé par le bureau de statistique uruguayen, il serait entré en rade de Montévideo, de 1867 à 1883, 219,311 immigrants. Sur ce nombre, 27,001 s'adressèrent à la commission d'émigration et demandèrent du travail. Il y avait parmi eux 21,059 hommes, 2,862 femmes et 3,080 enfants. 19,710 des arrivants étaient mariés, 7,291 célibataires. Les agriculteurs et pasteurs y figuraient pour un total de 8,211 individus; les ouvriers y étaient représentés par 5,298 personnes; les domestiques y étaient portés à 2,581, et le chiffre des gens sans profession, à 10,911.

On constata à l'entrée, au port de Montévideo, en 1883, 31,276 passagers, dont 29,112 n'y ont fait qu'un

court séjour, tandis que 2,164 d'entre eux sont restés dans la contrée. En comparant ce résultat à celui des années précédentes, nous obtenons les quotités suivantes :

Années.	*Immigrations.*	*Émigrations.*	*Excédents.*
1878	9,395	6,024	3,371
1879	10,829	6,965	3,864
1880	9,203	6,840	2,363
1881	8,336	6,339	1,997
1882	10,116	6,179	3,937
1883 . . . . ,	11,086	6,089	4,997

Parmi ceux qui s'établirent en Uruguay durant cet intervalle, on cite 7,715 Italiens; 4,813 Canariotes; 3,908 Espagnols; 1,491 Français; 735 Allemands; 685 Anglais; 285 Brésiliens; 178 Chiliens; 157 Portugais; 171 Argentins; 139 Autrichiens; 137 Suisses; 116 Russes; 57 Suédois et Norvégiens, 54 Belges, etc.

Durant les quatre années écoulées depuis lors, c'est-à-dire de 1884 à 1887, les entrées comprirent 52,791 personnes, dont 25,563 ne firent que passer par Montévideo et se rembarquèrent à bref délai. Les autres, au nombre de 27,228, demeurèrent en Uruguay. Ainsi que précédemment, les Italiens, les Espagnols, les Brésiliens en forment le contigent le plus important. Les Belges ne figurent au total général qu'en raison d'une vingtaine d'individus.

La part de l'année 1887 dans l'immigration, fut de 4,566 personnes. Sur les 12,364 individus arrivés à Montévideo en 1887 — les uns pour y fixer leur résidence, les autres pour ne faire qu'une étape —

8,893 venaient d'Europe, 120 des îles Canaries, 3,091 du Brésil et 260 du Pacifique.

Telle était la situation il y a un an et quelques mois. Après avoir suivi l'étranger sur le sol uruguayen, il nous reste à étudier les influences auxquelles il y sera soumis; les institutions politiques et sociales qu'il y aura à accepter et dont il aura à attendre aide et protection.

On reconnaît en Uruguay, ainsi que dans tous les États représentatifs, trois pouvoirs, dont les attributions sont nettement déterminées par la loi, à savoir :

1° Le *pouvoir législatif*, partagé entre deux Chambres, l'une de sénateurs, l'autre de députés.

Le Sénat compte 19 membres, 1 par département, exerçant leur mandat durant six années.

La Chambre des députés se forme à raison de 1 membre par 3,000 habitants. La durée du mandat représentatif est de trois ans.

Sénateurs et députés sont élus directement par le peuple. Réunis, ils choisissent à leur tour, par votes nominaux et à la pluralité des suffrages, le président de la République.

La Chambre des députés est investie du droit de mettre en accusation le chef de l'État, ses ministres et les hauts fonctionnaires administratifs, en cas de trahison, de concussion, de violation des principes constitutionnels, de malversation ou de tout autre crime dont ils se seraient rendus coupables et qui serait frappé d'une peine infamante.

Le Sénat, dans ces circonstances, se constitue en haute cour de justice;

2° Le *pouvoir exécutif*. Il est exercé par un président, dont le règne constitutionnel est de quatre années, et qui fait choix de 5 secrétaires d'État, chargés des ministères de l'intérieur, des finances, de la guerre et de la marine, des relations extérieures, de la justice, du culte et de l'instruction publique;

3° Le *pouvoir judiciaire*. Un tribunal supérieur, formé de 2 cours d'appel, chacune de 3 membres, fait fonctions de cour suprême. Il existe, de plus, 19 juges départementaux, 3 juges civils, 3 juges de commerce, 2 juges en matières criminelles, 1 juge en matières correctionnelles.

Chacun des départements de la République est dirigé par un chef politique et de police, délégué par le pouvoir exécutif; un juge lettré, dépendant du pouvoir judiciaire, et un conseil économico-administratif, élu par les citoyens, et chargé du soin des intérêts locaux.

Des juges de paix et des lieutenants-alcades, tenant leur mandat du suffrage universel, fonctionnent dans chaque section ou circonscription, et décident des causes mineures.

La religion catholique, apostolique et romaine est celle de l'État. Il existe en Uruguay 43 églises et 36 chapelles, desservies par 161 ecclésiastiques, ainsi que 7 couvents et 1 séminaire. Les autres cultes sont tolérés sur toute l'étendue du territoire. On a élevé un temple anglican à Montévideo, et une chapelle évangélique dans le département de Salto.

Tous les habitants du pays sont égaux devant la loi. Les étrangers y jouissent des mêmes droits civils que les sujets orientaux; ils peuvent y pratiquer

leur industrie, commerce et profession; posséder des immeubles, les acheter ou les aliéner; naviguer sur les fleuves et sur les côtes; tester et se marier conformément aux lois. Ils ne sont pas soumis à des contributions forcées extraordinaires. La naturalisation peut leur être accordée, après trois années de résidence, étant mariés; après quatre années, s'ils sont célibataires.

La constitution uruguayenne consacre la liberté de la pensée, par paroles ou écrits, et entoure la sécurité individuelle de garanties légales. Le domicile privé est inviolable, et l'emprisonnement pour dettes n'est pas permis.

Les effets personnels du débiteur et de sa famille; ses livres, s'il remplit une profession libérale; les machines ou les instruments dont il se sert, le cas échéant, pour l'enseignement de quelque science ou de quelque art; ses outils, s'il est ouvrier de ville ou de campagne; les articles d'alimentation et de chauffage qu'il a en sa possession, dans les limites d'une consommation de trois mois, pour lui et sa famille, ne sont pas saisissables.

Depuis l'année 1868 jusqu'à ce jour, les Chambres ont sanctionné, et le pouvoir exécutif a promulgué un code civil, un code de commerce, un code rural, un code de procédure civile, un code militaire et un code des mines. Le docteur Alonso Triado a publié, en plusieurs volumes, un travail de compilation concernant le droit administratif.

L'instruction est publique et obligatoire. L'annuaire statistique de la République constate l'exis-

tence, en 1887, de 366 écoles primaires de l'État, fréquentées par 30,572 élèves, dont 16,537 garçons et 14,035 filles, disposant d'un revenu foncier de 274,479 piastres fortes.

Il mentionne de plus 441 écoles particulières, dont 284 écoles urbaines et 157 écoles rurales. On y donnait l'enseignement à 21,810 enfants.

Les études supérieures ont lieu dans une université, installée à Montévideo. On a fondé dans la même ville une école des arts et métiers, où l'on a réuni 260 élèves. Cette institution a déjà rendu d'importants services. On y a construit, en 1883, une goëlette de guerre, parfaitement équipée, et dont la marche moyenne est de 14 à 16 milles à l'heure. Les élèves de l'école des arts et métiers sont logés, nourris et vêtus aux frais de l'État.

Les forces de terre et de mer de la République orientale de l'Uruguay ont reçu une bonne organisation. L'armée nationale se compose, en temps normal, de 3,234 soldats, commandés par 20 chefs supérieurs et 201 officiers de tous grades, distribués en 4 bataillons de chasseurs, 4 régiments de cavalerie, 1 régiment d'artillerie, et la garnison de la forteresse « Général Artigas et du Parc national. Ces troupes sont bien disciplinées, et vêtues à l'européenne. Elles sont munies de fusils et de carabines Remington. L'artillerie comprend 60 canons et des mitrailleuses, des systèmes Krupp, Armstrong et Nordenfeld. 1 bataillon de ligne et les 5 régiments de cavalerie font le service dans les départements de campagne; les autres bataillons sont casernés dans la capitale.

On a créé des classes d'instruction primaire pour les soldats et, au régiment d'artillerie, des cours supérieurs pour officiers. Les dépôts sont abondamment fournis de munitions de guerre.

La marine uruguayenne est formée de 3 canonnières, de 8 vapeurs de faible tonnage et de 1 paillebot, montés par 22 officiers, 43 machinistes, mécaniciens et chauffeurs, et 119 hommes d'équipage.

Un collège militaire fut inauguré le 25 août 1888.

On y reçoit 60 jeunes gens, dont 56 pour le compte du gouvernement, et 5 comme pensionnaires. Leur âge varie entre 14 et 18 ans. En 1887, 33 d'entre eux suivaient les cours de la 3e année; 11, ceux de la 2e année, et 17, ceux de la 1re. Ils disposent d'une bibliothèque de 700 volumes, relatifs aux sciences qui se rattachent à leurs études spéciales.

IV

Voies de communication.

Leur état actuel. — Routes publiques. — Messageries. — Les chemins de fer uruguayens. — Les tramways. — Fleuves et rivières accessibles à la navigation. — Ports nationaux.

Les richesses naturelles d'un pays sont sans valeur pratique si leur acquisition réclame des efforts trop faiblement rémunérés. L'état des voies de communication, c'est-à-dire des conditions d'accessibilité de ces richesses, offre donc, au point de vue agricole, commercial et industriel, un intérêt majeur. Il importe par conséquent de déterminer, avant de passer à d'autres matières, quelle est la situation de l'Uruguay sous ce rapport.

Les routes publiques, dans cette contrée, sont classées comme suit :

1. Routes nationales, de 40 mètres de largeur;
2. Routes départementales, de 27 mètres de largeur;
3. Routes vicinales, de 17 mètres de largeur.

L'article 127 de la constitution oblige les conseils municipaux à les maintenir en bon état. Ils ont sous leurs ordres des inspecteurs particuliers, chargés de veiller à l'exécution des dispositions législatives qui concernent le tracé, la conservation et le libre usage

des routes, ainsi que le mode de clôture des champs limitrophes.

Ce service est assez imparfait, faute de direction centrale bien établie. Dans certaines localités, les routes sont macadamisées et passablement entretenues; dans d'autres, elles sont très négligées et n'ont plus leur largeur réglementaire, par suite des empiétements successifs des propriétaires voisins. Le mauvais écoulement des eaux y cause parfois de profonds ravinements qui y rendent la circulation extrêmement difficile. Dans certains cas, des entrepreneurs ont été admis à les réparer et à percevoir, du chef de leurs avances, un droit de barrière. Il y a là des réformes à faire et un progrès indispensable à réaliser.

Quoi qu'il en soit, les routes publiques, dans l'intervalle, sont activement utilisées. Des lignes de messageries, employant 60 diligences, parcourent le pays, mettant en rapports réguliers 60 villes et villages. Les relais postaux sont à 25 kilomètres les uns des autres. Les messageries reçoivent un subside annuel de 14,000 piastres fortes.

Le gouvernement a compris l'insuffisance des anciens moyens de transport et a favorisé de bonne heure, et très efficacement, la création de lignes de voies ferrées.

Il existe actuellement, sur le territoire de la République, quatre chemins de fer en exploitation :

1° Le Central-Uruguay;
2° Le Nord-Ouest-Uruguay;
3° Le Nord-Uruguay;
4° L'Est-Uruguay.

1. Le *Central - Uruguay,* partant de Montévideo, passe par Durazno, chef-lieu du département de ce nom, et a pour dernière station le village de Paso-de-los-Torros. Il y rejoint le Rio Négro, établissant des communications rapides et faciles entre les districts du nord et du sud du pays. Il relie déjà Montévideo à la Paz, Piedras, Canelones, Santa-Lucia, 25 de Agosto, Florida et Mollès, traversant le Rio-Yi sur un beau pont de 2,050 pieds de largeur.

L'extension de cette ligne est de 273 kilomètres.

Elle possède, de plus, un embranchement de 33 kilomètres qui, commençant à la station 25 de Agosto, se dirige vers Higueritas et atteint déjà la ville de San-José.

La ligne principale est destinée à être prolongée jusqu'à Tacuarembo et Santa-Ana. Nous offrons, sous le n° I, aux annexes, un tableau du mouvement constaté sur le Central-Uruguay, durant les années juin 1886-1887 et juin 1887-1888. Il indique un trafic croissant et une situation économique très satisfaisante.

Les actions de ce chemin de fer sont presque toutes placées en Europe.

2. *Le Nord-Ouest-Uruguay.* — Cette voie ferrée a pour station principale la ville de Salto, sur les bords du Paraguay. Elle passe par San-Antonio, Itapebi, Palomas, Arapey, Santa-Ana, Isla de Cabellos, Zanja-Honda, Santa-Rosa et Cuareim.

Le Nord-Ouest-Uruguay est plus ou moins parallèle au railway argentin allant de Concordia à Ceibo. Celui-ci a 160 kilomètres d'extension. La voie uru-

guayenne est plus longue et mesure 178 kilomètres 800 mètres. Elle est en communication avec le chemin de fer brésilien qui relie Cuareim à Uruguayana et parcourt une distance de 76 kilomètres. Le transbordement des passagers et des marchandises, d'une rive à l'autre du Cuareim, s'opère au moyen de chalands et de bateaux appartenant aux deux entreprises, en attendant qu'on obtienne du gouvernement brésilien la permission de construire un pont sur le Rio servant à unir plus avantageusement les deux lignes.

Ce chemin de fer est non seulement d'une grande importance par les facilités de communication qu'il établit entre la République orientale et le Brésil, mais aussi parce qu'il sert de grande artère commerciale aux départements de Salto et de Paysandu.

L'administration du Nord-Ouest-Uruguay possède des ateliers à 2 kilomètres de Salto, où fonctionnent les diverses machines à vapeur nécessaires aux réparations et aux reconstructions du matériel roulant. Celui-ci se compose de 8 locomotives, 11 voitures pour voyageurs, 6 wagons spéciaux et 117 wagons de charge de diverses classes.

La ligne traverse un beau pont sur le Rio Arapey, à 77 kilomètres de Salto. Il est divisé en trois couvertures, avec pièces de fer fondu de 130 pieds de largeur. Les colonnes, également de fer fondu, reposent sur une base de béton et ont une hauteur de 60 pieds.

Le tableau placé sous le n° II, aux annexes, indique le mouvement qui a eu lieu sur le chemin de fer du Nord-Ouest durant les années 1886 et 1887.

3. *Le Nord-Uruguay*. — Sa station centrale est à

Montévideo, d'où il se dirige sur Miguelete, Fynor, Noceti, Perez, P. de la Arena, Llamas, Lecocq et Santa-Lucia.

Cette voie appartient à la compagnie *Abasto y Tablada*, qui construisit des bâtiments et des enclos pour le bétail sur les rives de la Santa-Lucia. Elle opère le transport des viandes destinées aux principaux marchés de la capitale. Elle reçoit des passagers et des marchandises. Ce railway a une étendue de 21 kilomètres. On y emploie 2 locomotives anglaises doubles, de 320 chevaux nominaux; 8 wagons à voyageurs, dont 2 de 1re classe et 6 de 2e classe, pouvant contenir chacun 60 personnes; 20 wagons de boucherie, dans chacun desquels on peut installer 18 carcasses de bœuf; 6 wagons utilisés pour l'expédition des cuirs, cornes, etc.

Les rails, du système Vignoles, sont posés sur des traverses distantes de 60 centimètres les unes des autres.

L'entreprise a remplacé, sur un espace de 3 kilomètres, les anciens rails par des rails d'acier, de 40 et 56 livres. Les billes sur lesquelles ils reposent sont de roble ou de pin, injectées de créosote, à 70 centimètres les unes des autres. Il y a quatre ponts sur la voie, deux de briques et deux de fer, à double T de 6 mètres.

4. *L'Est-Uruguay*. — Son point de départ est à Montévideo comme le précédent. Il touche aux stations de Talleres, Union, Ituzaingo, Piédras-Blancas, Treinta y Tres, Toledo, et s'arrêtait en 1888 à Pando, centre agricole important, situé dans le département

de Canelones. Une subvention de 6,000 piastres par kilomètre lui ayant été accordée, la ligne a été prolongée jusqu'à Minas, chef-lieu du département de ce nom.

Les actions de la Compagnie de l'Est-Uruguay représentent une valeur d'un million de piastres.

L'état annexé à la fin du présent volume, sous le numéro III, indique le mouvement effectué sur l'Est-Uruguay durant les années 1886 et 1887, alors que la section de Pando à Minas n'avait pas encore été ouverte au trafic.

Les Chambres législatives ont voté, en 1885, deux lois importantes, dont l'une décidait la formation d'une direction centrale des routes nationales — que nous considérions précédemment comme nécessaire — et dont l'autre concerne l'adoption d'un tracé général des voies ferrées, avec prescriptions spéciales au sujet de leur construction.

La première de ces lois n'a pu être qu'imparfaitement exécutée, faute de fonds pour l'installation des divers bureaux qu'elle implique; la seconde a reçu son effet, et diverses concessions de chemins de fer ont été accordées, en stricte concordance avec ses principes.

Parmi les différents tracés proposés, nous mentionnerons les suivants :

1° Une communication nouvelle à établir entre Montévideo et Rivera. Le Central-Uruguay, comme on l'a vu ci-dessus, atteint déjà Durazno. La ligne à construire commencerait en cet endroit, remonterait au nord sur un espace de 150 milles, avec stations à San-Gré-

gorio et à Tacuarembo, pour aboutir à Rivera sur la frontière brésilienne, en face de Santa-Ana de Livramento. Le seul travail d'art assez dispendieux à exécuter sur la voie serait la construction d'un pont sur le Rio Négro, avant d'arriver à San-Grégorio. Ce railway contribuerait à faciliter l'exploitation des mines d'or de Cuñapiru;

2° L'établissement d'une ligne allant de Montévideo à Colonia, en suivant les côtes. Sa longueur totale serait d'une centaine de milles. Il existe déjà un chemin de fer dont la dernière station est à San-José. En profitant de cette section, déjà construite, la ligne projetée ne devrait comporter que 76 milles, mais le voyage de Montévideo à Colonia serait plus long d'une trentaine de milles. Il faudrait environ cinq heures pour le compléter. Colonia est entouré de centres agricoles florissants;

3° Une autre entreprise se rattache à la précédente. Il s'agirait d'unir San-José à Nueva-Palmyra, l'ancienne Higueritas, qui possède un port sur le Rio Paraguay. Ce serait une prolongation du chemin de fer de Colonia;

4° Un railway de 270 milles, ayant Montévideo pour point de départ, et Bagé, sur la frontière brésilienne, comme point d'arrivée. Il est en exploitation jusqu'à Minas. Ce railway aurait plus d'importance que tous les autres, car Bagé, sa tête de ligne, est déjà relié à Pelotas et Rio-Grande, et le sera prochainement avec Uruguayana et Misiones;

5° Une voie ferrée à créer entre Minas et Artigas, de 140 milles de longueur, passant par Treinta-y-

Tres. On devrait, pour l'exécuter, faire quelques fortes tranchées dans la Sierra de Chinas et jeter un pont sur la rivière Olimar.

On calcule que l'achèvement de ces différentes lignes nécessiterait une dépense de 6,400,000 livres sterling. Le gouvernement eût désiré faire construire quelques-unes d'entre elles d'après le plan russe, c'est-à-dire moyennant payement d'une somme de 10,000 livres sterling par mille, non en espèces, mais en obligations à 6 p. c. Cette combinaison n'a pas encore été mise en pratique.

Indépendamment des chemins de fer proprement dits, il existe dans l'Uruguay de nombreux tramways, particulièrement à Montévideo, Salto et Paysandu. Bien qu'ils soient d'une utilité essentiellement locale, nous croyons ne pas devoir les passer sous silence, car ces entreprises ont à se fournir, comme les précédentes, de rails et de matériel roulant.

Montévideo possède sept lignes de tramways, dont l'extension, en 1887, fut indiquée comme suit :

Union	31	kilomètres	216	mètres.
Paso Molino et Cerro. .	23	—	129	—
Est	13	—	477	—
Pocitos	18	—	153	—
Nord	17	—	190	—
Oriental	13	—	»	
Reducto	33	—	767	—

Depuis lors, plusieurs de ces voies ont reçu des embranchements, de sorte que leur parcours général doit avoir été augmenté d'environ 25 kilomètres.

Les tramways de Montévido ont servi au transport, en 1887, de 13,793,913 voyageurs. Le plus fréquenté est celui d'Union; le moins parcouru, celui du Nord.

Si nous passons de l'étude des routes terrestres à celle des routes fluviatiles et maritimes, nous constatons tout d'abord que la République Uruguayenne, avec ses longues lignes de côtes, offre au commerce de grandes facilités. Ses principaux fleuves, l'Uruguay, le Rio Négro et le Rio de la Plata, constituent de grandes artères, admirablement appropriées à la distribution des produits du sol et des marchandises étrangères.

L'Uruguay, qui forme la frontière de la contrée vers l'ouest, en la séparant, du nord au sud, des États argentins, sort du versant occidental des prolongements de la chaîne côtière au Brésil. De nombreux affluents le grossissent peu à peu, entre autres le Mirinay et le Cuareim, ce dernier traçant la limite entre les territoires uruguayen et brésilien.

Après avoir passé par une série de bas-fonds rocheux, le fleuve s'augmente de nouveaux cours d'eau, s'élargit et se couvre de quelques îles, où s'étale la plus belle végétation. Continuant sa descente vers le sud, il atteint l'embouchure de l'Arapey, où il fait brusquement un coude; à l'ouest, indépendamment de nombreux écueils, un cordon de roches obstrue la navigation. L'Uruguay présente déjà cependant, sur ce point, une largeur de 1,000 mètres.

Par delà cette partie rocailleuse, la rivière reprend la direction du sud, baignant le littoral de Salto, devient plus navigable, reçoit le Diamante, le Que-

guay, et arrive ainsi au 33e degré de latitude sud, presque en ligne droite sous le 58e degré ouest de Greenwich.

Il se rétrécit ensuite à 600 mètres, absorbe les eaux du Rio Négro et, enfin, au milieu d'îles grandes et boisées, devenu plus étroit encore vers l'île Martin Garcia, il se jette dans l'estuaire du Rio de la Plata.

Les ports les plus importants ouverts sur l'Uruguay sont ceux de Paysandu, Fray-Bentos et Nueva-Palmyra ou Higueritas. Des navires de mer, d'assez fort tonnage, remontent le courant jusqu'à ces diverses localités. Le port de Salto est fréquenté par des bâtiments de cabotage et par des paquebots à vapeur de construction spéciale, qui y font des voyages réguliers. On y a établi un chantier assez bien outillé. Quelques embarcations moyennes s'aventurent jusqu'à Carmelo, Constitucion et Santa-Rosa. Entre cette ville et Salto, il y a cependant des rapides qui obligent à des transbordements.

Les eaux de l'Uruguay contiennent une forte proportion d'acide silique. On trouve fréquemment sur ses bords des pétrifications et des grès solides.

Les pluies d'automne et d'hiver de la zone sub-tropicale déterminent ses crues. Dans son cours supérieur, il atteint 45 pieds au-dessus de son niveau le plus bas. La différence ordinaire, toutefois, n'est que de 18 à 20 pieds.

Sa longueur est de 300 lieues marines.

Le Rio Négro est, comme nous l'avons dit, l'un des affluents de l'Uruguay. Il est navigable jusqu'à la petite ville de Mercédès, c'est-à-dire sur une étendue de 32 milles.

Un projet de canalisation du Rio Négro et des Rios d'Y et de Tacuarembo a été présenté au gouvernement en novembre 1888. Il a pour objet de permettre l'accès de la rivière à des bateaux de cabotage et à des bâtiments spéciaux jusqu'à Bagé, sur les frontières du Brésil, en divisant le Rio Négro en trois sections, séparées par des écluses. On fertiliserait, par des irrigations, une grande étendue de terrains réservés à des colonies agricoles. Le sort de cette vaste entreprise est encore en suspens.

Les rivières Parana et Uruguay forment le Rio de la Plata, qui porte à l'océan les eaux d'un bassin de 170,000 lieues carrées d'étendue, occupant presque un quart de l'Amérique du Sud.

L'estuaire commence par 34° latitude sud, où débouche le Parana, qui vient du nord-ouest, ainsi que l'Uruguay, arrivant du nord. Ces deux grands courants, en se réunissant forment une nappe d'eau douce qui a 8 lieues de largeur, et s'agrandit successivement jusqu'à couvrir 70 lieues, entre 34° 47' au cap Sainte-Marie, et 36° 19' au cap Saint-Antoine, où elle se confond avec l'océan.

Le premier port qui se présente sur la côte, après la jonction du Parana et de l'Uruguay, est celui de Colonia, situé à 35 lieues de la côte argentine. Plus loin, c'est-à-dire à moins de distance de la mer, Montévideo offre son havre spacieux aux navires. Par delà Montévideo, à l'embouchure du Rio de la Plata, s'ouvre le port de Maldonado; ceux qui suivent, les ports de la Paloma et de l'Anglais, sur l'océan Atlantique, n'ont qu'une importance secondaire.

V

Les départements du Sud.

Leur dénomination. — Montévideo et ses districts. — Le département de Canelones: sa population; son aspect général; ses ressources; ses villes et villages. — Maldonado et ses diverses sections; son port et sa douane; description de son territoire; travaux miniers; les îles de Gorrité et de Lobos; productions agricoles et pastorales; mouvement commercial. — Etudes sur le département de San-José. — Renseignements statistiques sur celui de Colonia.

L'Uruguay, ainsi que nous l'avons dit, est divisé en dix-neuf départements. Nous les étudierons successivement, les réunissant par groupes suivant leur situation topographique, et consacrant une notice spéciale à chacun d'eux, avec mention des ressources particulières que présente leur territoire; de leur densité de population; des progrès qui y ont été réalisés.

Et d'abord, au sud du pays, sur les rives orientales du Rio de la Plata, cinq grandes circonscriptions, contiguës les unes aux autres, méritent de fixer notre attention par leur importance, leur prospérité croissante, leurs conditions économiques générales.

Ce premier groupe comprend les départements de Montévideo, de Canelones, de Maldonado, de San-José et de Colonia.

Le département de Montévideo est borné au nord et à l'est par les arroyos de las Piedras et de Tolédo; au sud, par le Rio de la Plata; à l'ouest, par le Rio de Santa-Lucia.

Inférieur en superficie à tous les autres départements uruguayens, il est plus peuplé qu'aucun d'eux.

Son aire est de 225 milles, soit de 25 lieues carrées, — équivalentes à 664.09 kilomètres carrés, — et sa population, en 1887, s'élevait à 185,211 âmes.

L'aspect général de ses campagnes est assez diversifié. Les alentours des lieux habités sont plantés d'arbres, et généralement livrés à la culture. Ailleurs s'étend la prairie naturelle, ondulée, mamelonnée, couverte de graminées.

A l'entrée de la baie de Montévideo se dresse, sur sa base de granit, le mont dont nous avons déjà parlé, ayant 137 mètres d'altitude au-dessus du niveau de la mer. A une lieue et demie de là, on en aperçoit un autre, le *Cerrito,* qui n'a que 80 mètres de hauteur.

Les tableaux pittoresques ne sont pas rares dans le département, grâce à l'existence de nombreux cours d'eaux — parmi lesquels nous citerons le Miguelete — sur les rives desquels croissent de grands saules et de beaux eucalyptus.

Le sol composé d'une terre légère, friable, mais très fertile, n'est pas riche en produits minéralogiques. On y exploite cependant quelques carrières de gneiss commun, et de gneiss quartzeux, ce dernier employé plus spécialement pour pavages. On remarque aussi, sur quelques points, des roches micacées, des diorites et, occasionnellement, sur le versant méridional du mont, de la tourmaline et des grenats.

Montévideo, chef-lieu du département de ce nom et capitale de la République orientale de l'Uruguay, est une ville tout à fait moderne. Sa fondation, que nous avons rappelée précédemment, ne remonte qu'à l'année 1726, et c'est en 1826 seulement qu'on construisit son église principale et son hôtel de ville ou *Cabildo*. En 1818, elle ne contenait encore que 3,500 habitants, portés à 9,000 en 1829. D'abord place forte, enfermée dans son enceinte, elle ne prit de l'extension qu'à partir de l'année 1834, époque à laquelle on abattit ses murailles, ouvrant des rues nouvelles. Vers 1838, l'émigration étrangère commença à les peupler. En 1836, étaient arrivés 908 Français et 512 Italiens. De 1838 à 1841, 28,245 Européens les suivirent. Les maisons se multiplièrent et la cité, en grandissant, absorba deux villages voisins, Cordou et la Aguada. D'autres se formèrent au pied du mont; à Paso del Molino, à la Adéa, à Atchualpa, à Colon et à Maronas.

Tout est nouveau, tant dans le pays que dans sa capitale.

Nous observions que celle-ci, en 1818, n'avait que 3,500 habitants; sa population, en 1872, atteignait 105,296 âmes, c'est-à-dire qu'en l'espace de cinquante ans, elle était trente fois plus nombreuse qu'à ses origines. Sa prospérité n'a pas cessé : le chiffre de ses résidents, en 1887, était estimé à 134,346 personnes. Il a fallu plusieurs siècles à bien des villes européennes pour réaliser de tels progrès!

Le port de Montévideo, admirablement situé, est le meilleur du Rio de la Plata. Il a la forme d'un fer à cheval, dont l'une des extrémités pointe vers l'est et

l'autre vers l'ouest. Son entrée a 4 milles de largeur et les eaux y ont de 15 à 17 pieds de profondeur; sa baie présente un périmètre de plus de 10 kilomètres, avec 13 à 14 pieds de fond, selon les localités. Les navires de fort tonnage mouillent dans la rade extérieure, où ils rencontrent jusqu'à 25 pieds d'eau. Le service de déchargement s'y opère avec facilité et promptitude, au moyen de bateaux plats et de chalands.

Montévideo est bâti sur une chaîne de collines, s'abaissant en pente douce jusqu'au rivage, ce qui contribue à la propreté et à la salubrité de ses rues. Celles-ci, larges et droites, sont bordées de jolies maisons et de riches magasins. On y remarque, entre autres, quelques étalages d'objets d'art, de joyaux et de bijouterie dignes en tous points d'une grande cité européenne. Quelques-unes de ses places publiques, généralement très spacieuses et plantées d'arbres, sont ornées de beaux édifices, parmi lesquels nous citerons la cathédrale, dont les deux tours de 65 mètres de hauteur ne manquent pas d'élégance; le palais du gouvernement au-dessus duquel flotte le drapeau national, aux huit bandes alternatives blanches et bleues, avec carré blanc, chargé d'un soleil d'or à son angle supérieur, du côté de la hampe; l'hôtel de ville, ou *Cabildo;* le tribunal supérieur de justice, la douane, etc.

On compte à Montévideo plusieurs associations scientifiques et littéraires; un centre de réunion très important, le Club Uruguayen, installé dans un splendide local, meublé avec goût; de bons hôtels, et plusieurs manufactures et établissements industriels.

Dans ses environs, très pittoresques, on a construit de nombreuses *quintas* ou maisons de campagne, entourées de jardins, dont les parterres variés offrent un coup d'œil charmant, et ont fait donner à juste titre, à la capitale de l'Uruguay, le nom poétique de « ville des fleurs ». Les productions du Nord s'y confondent avec celles du Midi, avec une abondante profusion. Ce mélange d'éléments de toutes provenances, s'harmonisant dans un milieu nouveau, se retrouve dans la cité, qui est essentiellement cosmopolite. On y entend tous les idiomes, tant à cause du mouvement constant de passagers qui s'opère dans son port, que du nombre d'étrangers établis dans le pays. L'espagnol cependant prédomine généralement, étant la langue officielle et celle que parlaient les premiers colons.

Les navires en destination du Pacifique relâchent à Montévideo, et les bâtiments de guerre en station dans les eaux de la Plata séjournent habituellement dans sa rade. Il fallait donc créer sur place des installations spéciales, pouvant servir à la réparation des avaries, au radoub et au gréement des embarcations ayant souffert d'accidents de mer. Trois bassins et plusieurs chantiers ont été ouverts dans ce but, qu'ils réalisent parfaitement.

Le bassin *Maua* a été creusé en 1872, dans la roche vive, au sud de la ville. Sa largeur est de 275 pieds à l'entrée et de 50 pieds au centre. Un mur très solide, d'une trentaine de pieds de hauteur, forme son enclos. A marée haute, le bassin a 21 pieds de profondeur; à marée basse, 18 pieds. L'entrée en est facile, même à des navires d'assez fort tonnage.

Le bassin *Gounouillou*, construit au nord-ouest de Montévideo, sur l'une des pointes de terre formant l'ouverture du port, se trouve à une centaine de vàres du rivage. Il ne peut recevoir que des bâtiments d'un faible tirant d'eau. Un chantier, assez important, y est annexé.

Le bassin *Jackson-Cibils*, d'édification récente, se compose de deux parties, dont l'une de 200 et l'autre de 265 pieds anglais. Sa profondeur et d'environ 19 pieds. Une machine à vapeur de 40 chevaux y fonctionne et l'on y emploie de 20 à 25 ouvriers. Des pompes, très bien montées, peuvent en cinq heures en vider l'intérieur. Dans son ensemble, cet établissement est très supérieur aux précédents. Il a reçu, en réparation, des navires jaugeant jusqu'à 4,000 tonneaux et, entre autres, en 1882, un steamer transatlantique appartenant à la Compagnie française des chargeurs réunis.

La ville de Montévideo est éclairée au gaz, mais des foyers de lumière électrique y sont également employés. On a recours à ce dernier mode d'éclairage dans plusieurs maisons particulières, et son usage tend à se généraliser. Le service des eaux courantes, dans l'agglomération urbaine, ne laisse rien à désirer. Elles proviennent de la rivière Santa-Lucia et les tuyaux qui les déversent dans les différents quartiers de la cité ont 180 kilomètres de longueur.

Montévideo, ville de commerce et de luxe, attire nécessairement la plus forte proportion des habitants du département. Celui-ci comprend cependant, en dehors de son chef-lieu, quelques localités intéres-

santes, parmi lesquelles nous mentionnerons Villa del Cerro, au pied du mont, où l'on a fondé divers *saladeros* ou établissements d'abatage, des dépôts de charbon et d'où l'on jouit d'un superbe panorama de la baie; Victoria, située entre les arroyos de Pantonoso et de Miguelete, sur une élévation de terrain, et comptant 4,500 habitants; Cerrito de la Victoria, petit village de formation récente avec fermes et maisons de campagne, relié par un tramway à Larranago; Villa-Colon, à 6 milles de Montévideo, dont les rues sont plantées d'eucalyptus et où ont été édifiés deux collèges et un observatoire météorologique; Pocitos, où l'on prend en été d'excellents bains de mer, et, enfin, l'Union, possédant 7,994 habitants dès 1884, à peu de distance de laquelle on a ouvert un hippodrome, ainsi qu'un vaste amphithéâtre, approprié aux courses de taureaux, encore très populaires en Uruguay.

La statistique constate l'existence, dans le département, en 1886, de 11,382 propriétés foncières; 24,924 hectares 2,544 mètres de terres en culture; 15,586 hectares 6,636 mètres de terres non cultivés. Ces biens étaient évalués à 94,510,882 piastres. Il faut y ajouter encore, pour se rendre compte des ressources départementales, les capitaux servant aux virements commerciaux, estimés à 11,770,110 piastres. 12,957 personnes participèrent au payement des contributions locales. Les revenus municipaux s'élevèrent, en 1886-1887, à 494,107 piastres 13 centavos. Ils rapportaient 445,119 piastres en 1884-1885.

S'il fallait une démonstration des avantages que l'agriculture assure aux districts où elle est en pleine

activité, il suffirait de citer ses bons effets dans un département voisin de Montévideo, celui de Canelones, que nous allons décrire.

Il est borné au nord par le Rio de Santa-Lucia et l'arroyo Vejigas; à l'est, par l'arroyo Solis Grande; au sud, par l'arroyo las Piedras et le Rio de la Plata; à l'ouest, par les limites départementales de Montévideo, de San-José et de Florida.

Quoique plus vaste que le département de la capitale, il possède une aire moins étendue que chacun des autres, sa superficie totale n'étant que de 4,752 kilomètres carrés. Sa population, cependant, est la plus dense après celle de Montévideo. Elle comprenait, en 1887, 68,359 personnes, soit 14.39 habitants par kilomètre carré.

Cette situation est due au démembrement qui y a été fait des anciennes estancias ou établissements d'élevage, et de leur transformation en *chacras* ou fermes.

Le sol appartenant à cette section du pays est fertile et peu accidenté. Une faible chaîne de collines, partant de la Sierra de Carapé, le traverse, de l'est à l'ouest. Il offre peu d'intérêt au point de vue minéralogique. On y découvre, toutefois, des marbres variés, du schiste ardoisier, du granit et diverses pierres de construction. Les céréales y réussissent parfaitement et leur production y est plus forte que dans les autres parties de la République. L'élevage du bétail, bien qu'ayant cessé d'occuper exclusivement les habitants de Canelones, n'est pas négligé. Il a été exporté de ce département, en 1887, pour la capitale, 18,775 bœufs et vaches et 237 chevaux.

Son chef-lieu, Villa de Guadalupe, ou Canelones — car il est connu sous ces deux noms — doit son origine à un humble hameau, fondé en 1774, avec chapelle, par le curé don Juan M. Laguna, et augmenté en 1781 par l'arrivée de 17 familles asturiennes.

Don Eusébio Vidal, lieutenant des dragons du Roi, transféra ses habitants, en 1783, à l'endroit que la ville occupe actuellement, sur la rive gauche du Canelon Chico, près du pont Artigas. Elle fut envahie, en 1807, par des troupes anglaises, qui ne firent qu'y passer, et devint plus tard, durant la guerre contre le Brésil, le siège d'un gouvernement provincial. Villa de Guadalupe possède aujourd'hui 3,500 habitants, quelques édifices; une place publique spacieuse, plantée d'arbres et garnie de bancs ; quelques maisons de commerce, des ateliers, un moulin hydraulique et à vapeur, etc. C'est l'une des stations du chemin de fer de l'Est-Uruguay.

Le département est arrosé par de nombreux cours d'eau.

A cinq milles de ses côtes émergent trois îlots, dépendant de son territoire, dans l'un desquels, Florès, a été construit le seul lazaret appartenant à la République orientale. Il est relié à Montévideo par un câble télégraphique, et comprend deux grandes constructions, pouvant contenir environ 1,000 personnes. A l'extrémité sud de ces îlots, dont les deux autres contiennent une chapelle et un cimetière, se trouve un phare tournant de second ordre qu'on aperçoit à une distance de quinze milles en mer.

Selon les déclarations faites par les contribuables,

au nombre de 4,693, en 1886, il existait alors dans les divers districts de Canelones, pour 11,821,113 piastres d'immeubles. Dès l'année 1884, on y récoltait 557,729 fanègues de froment, et 134,550 fanègues de maïs. D'après les observations que nous avons faites dans le pays, le maïs y est moins prolifique que dans la République Argentine; le froment, d'autre part, y est d'excellente qualité.

Les rentes municipales, dans le département de Canelones, s'élevèrent, en 1886-1887, à 44,039 piastres 84 centavos. Indépendamment de son chef-lieu, il contient quelques centres de population auxquels nous consacrerons une notice succincte.

Santa-Lucia, joli village, relié à Montévideo par un chemin de fer, est très fréquenté à cause des bains de rivière qu'on y prend en été. Il date de l'année 1778, et eut pour premiers habitants 13 familles asturiennes et galiciennes. On y observe une jolie église, un square orné d'arbres et de fleurs, quelques belles maisons de campagne, un hôtel, une salle de spectacle, une bibliothèque publique et un grand établissement à vapeur, espèce de *saladero*, consacré à l'abatage des porcs et à la préparation des produits ainsi obtenus.

Las Piédras ou San-Isidro, autre village fondé en 1795 par dona Gabriela Sierra et les héritiers du curé don Domingo Castello, possède une station de chemin de fer comme le précédent. Ce fut dans ses environs que les patriotes uruguayens, commandés par le général Artigas, remportèrent une grande victoire sur les royalistes en 1811. On y a établi, récemment, une

ferme spéciale où l'on élève des autruches d'Afrique, qui paraissent s'y acclimater fort bien.

Pando, qui se trouve au milieu d'un district essentiellement agricole, remonte à l'année 1781, époque à laquelle don Francisco Menesès commença à l'édifier sur la rive gauche d'un arroyo d'où lui vient son nom. Des Asturiens en furent les premiers habitants. On y a construit un beau pont de six arches et une vaste distillerie. Il s'y produit un mouvement commercial assez actif par le chemin de fer de l'Est-Uruguay.

Il existe une autre fabrique d'alcool et quelques carrières de granit régulièrement exploitées à la Paz, dont l'établissement date de l'année 1873 et eut pour promoteur don Ramon Alvarez.

En résumé, on signale dans le département, indépendamment de son chef-lieu, quinze localités habitées. Nous venons d'en citer quelques-unes, les autres portent les noms de San-Ramon, Tala, Miguès, Sauce, Suarez, Santa-Rosa, Santo-Tomas de Aquino, San-Andrès, San-Baptista, San-Rafaël et San-Jacinto. Toutes ont leur église, leur place publique, leur école gratuite. A Santo-Tomas de Aquino, on a jeté un beau pont de fer sur l'arroyo de Mosquitos.

Le département de Maldonado, où nous nous transporterons en quittant le précédent, confine au nord à celui de Minas, au sud au Rio de la Plata, à l'ouest à celui de Canelones.

Son territoire comprend 4,106 kilomètres carrés sur lesquels se trouvaient répartis, au 31 décembre 1888, selon des calculs plus ou moins approximatifs, 20,554 habitants.

Il est traversé dans toutes les directions par de nombreuses chaînes montagneuses. Les plus considérables parmi ces chaînes sont celles de la Sierra de las Animas, de Carapé, de Maldonado et les masses rocailleuses de José-Ignacio, de Garzon et d'Aigua. Les sommets les plus élevés, dans la Sierra de las Animas, atteignent 540 mètres; le Cerro Pan de Azucar, de forme conique, qu'on aperçoit non loin des rives du Rio de la Plata, mesure 420 mètres. Ces altitudes, quoique médiocres, ne sont guère surpassées que sur quelques points du territoire uruguayen du côté de la frontière brésilienne.

Entre ces Sierras, dans les vallées qu'elles enserrent, serpentent des cours d'eau qui y activent la végétation, mais dont aucun d'eux n'est navigable. On mentionne, parmi les principaux, le Solis-Grande, le Pan de Azucar, la Maldonado, le San-Carlos, l'Aigua, l'Alférez, le José-Ignacio et le Garzon. Leurs bords sont généralement plantés d'arbres, parmi lesquels des myrtes au feuillage élégant; des lauriers blancs, à la cime touffue; des *espinillos* au tronc noir et aux rameaux noueux; des *canelones*, vigoureux d'aspect, sombres de couleur, mêlés à d'autres variétés arborescentes portant des noms locaux et difficiles à déterminer.

Trois grandes lagunes, celles de Sauce, de José-Ignacio et de Garzon s'étendent le long du littoral du Rio de la Plata. Elles abondent en gibier aquatique, et leurs rivages sont couverts de touffes de *paya-brava*, dont les épis plumeux, agités par la brise, font l'effet de panaches argentés.

Le climat des différents districts du département est

tempéré et salubre. Leur sol est fertile et convenable à l'agriculture. La côte, très régulièrement tracée jusqu'à la Pointe de l'Est, entrecoupée de criques et de baies à partir de cet endroit jusqu'à l'embouchure du Solis-Grande, est sablonneuse.

Entre la Pointe de l'Est — promontoire de 15 mètres de hauteur — et l'île de Gorriti, se présente une belle rade ouverte au sud-ouest, et à laquelle donne accès un chenal large et profond. Une colline, élevée de 76 mètres au-dessus du niveau de la mer, domine ce port naturel, où le mouillage est fort bon, l'ancre y reposant sur un fond d'argile. Dès l'année 1762, don Pedro Ceballos, appréciant les avantages qu'offre cette localité, y réunit quelques familles brésiliennes et y fonda un bourg, San-Fernando, qu'on fortifia en 1772, et dont la population s'accrut en 1781 par l'arrivée d'un certain nombre d'émigrants asturiens et galiciens. Le bourg, devenu ville, porte aujourd'hui le même nom que le département dont il est le chef-lieu.

La cité de Maldonado constitue une station navale qui pourrait devenir importante, aussi les Anglais s'en emparèrent-ils en 1806, l'occupant jusqu'en 1807. Ses habitants, après avoir recouvré leur liberté, furent les premiers à adhérer à la révolution proclamée par Artigas en 1811. Plus tard, en 1823, Maldonado devint la capitale provisoire, sous la domination brésilienne, de la province Cisplatine.

Ses progrès, toutefois, ont été lents, et elle ne contient aujourd'hui qu'une population de 2,600 âmes. Elle ne deviendra le siège d'une certaine activité com-

merciale et industrielle que lorsqu'un chemin de fer, partant de la lagune Mérim et aboutissant à la Pointe de l'Est, fera affluer vers son excellent port les produits des districts intérieurs des deux provinces de Racho et de Maldonado.

Bien que peu populeuse, la ville possède quelques édifices de bonne construction. On y remarque deux églises, l'une insuffisante et provisoire, l'autre antique, solide, monumentale, commencée par les Espagnols et jusqu'à présent inachevée. On y travaille cependant et on espère l'inaugurer prochainement.

L'école publique de Maldonado, connue sous le nom de *Escuela Ramirez*, est l'une des plus belles de la République. Il existe, de plus, dans la partie occidentale de la ville, une tour carrée, servant autrefois de vigie, et qui rappelle l'époque coloniale. Elle a cinq mètres de largeur et près de treize mètres de hauteur; son architecture est simple, sans autres ornements qu'une corniche surmontée d'une balustrade en fer. Citons encore, parmi les localités urbaines dignes de mention, la place San-Fernando, ornée d'arbres et de jardins. La ville est régie par un corps municipal, procédant du vote populaire et renouvelable tous les trois ans.

Le mouvement du port de Maldonado se réduit actuellement à la navigation de cabotage. Des bâtiments de médiocre capacité y arrivent de Montévideo, avec cargaison de marchandises diverses, et y chargent des produits du pays, particulièrement des pierres calcaires très abondantes dans le département et de première qualité. On compta à l'entrée, en 1888, 138

embarcations à voiles et 16 vapeurs, soit 154 navires au total — 120 nationaux et 34 étrangers — d'un tonnage général de 16,916 tonneaux, montés par 1,949 marins et 564 passagers. Ces chiffres furent à peu près les mêmes à la sortie.

La douane, dont les bureaux sont établis à la Pointe de l'Est — où il existe aussi un phare, visible à 36 kilomètres — ne fait que de faibles recettes, les marchandises débarquées ayant déjà acquitté la taxe fiscale à Montévideo. On n'y perçoit de droits que sur les articles importés provenant de navires naufragés.

L'exportation des pierres, des cuirs et des laines y est libre de toute contribution.

A trois lieues de distance de Maldonado, dans une situation assez pittoresque, s'élève une autre petite ville, également fondée par don Pedro Ceballos, à peu près vers la même époque et dans les mêmes conditions. On lui donna d'abord le nom de Maldonado-Chico, puis, en 1868, celui de San-Carlos. On lui attribue une population plus forte que celle du chef-lieu du département, soit 3,400 âmes. Elle possède un square assez beau, une église paroissiale, un théâtre, une bibliothèque populaire, un moulin à vapeur et une imprimerie.

Pan de Azucar, que nous ne devons pas négliger de citer, est un village de formation récente, dont on éleva les premières maisons en 1874, au pied du mont du même nom. On y compte aujourd'hui 700 habitants, ayant leur église, et quelques maisons de commerce.

Sa richesse territoriale lui assure, dans l'avenir, une

prospérité réelle. En effet, c'est dans les alentours de Pan de Azucar que se trouvent les meilleurs gisements miniers du département.

Quelques mines y ont déjà été ouvertes. Parmi celles-ci, nous citerons la « Uruguaya » et la « Oriental ».

La « Uruguaya » est située à 16 kilomètres au nord-ouest du village de Pan de Azucar, et à 7 kilomètres du mont ainsi dénommé. Un petit port, celui de l'Anglais, ayant de 18 à 27 pieds d'eau, n'est qu'à 14 kilomètres de la mine, distante de 30 kilomètres de Maldonado. Les chemins qui y conduisent sont parfaitement transitables.

On découvre, à la surface du terrain minier, du carbonate de cuivre et de l'hydroxyde du même métal. A cinq mètres de profondeur, ces minerais décomposés sont remplacés par de la pyrite de cuivre et une faible quantité de galènes. A onze mètres de profondeur, les pyrites disparaissent entièrement, tandis que les galènes deviennent beaucoup plus abondantes. Les roches contenant les veines métallifères sont calcaires, extrêmement compactes et dures. Elles ont une inclinaison quasi-verticale avec direction du nord-ouest au sud-ouest.

Quelques travaux, ayant pour objet l'exploitation de cette mine, ont été commencés. Mal dirigés dès l'origine, ils ont été provisoirement suspendus. On avait extrait 60 tonnes de galènes — probablement argentifères — et de pyrites de cuivre. 200 tonnes de minerais sont restées sur le terrain.

Les gisements miniers de la « Oriental » sont beau-

coup plus étendus. Ils se trouvent au pied du mont Pan de Azucar, non loin de la chaîne de Carapé, à 28 kilomètres du village de Pan de Azucar, à 20 kilomètres de Minas et à 54 kilomètres de Maldonado. Les routes étant bonnes et le fret peu élevé, soit de 2 piastres 50 centavos à 3 piastres la tonne, il y aurait avantage à envoyer directement le minerai à Maldonado.

Les veines déjà connues, formant la mine la « Oriental », sont au nombre de trois : l'*Orientale,* l'*Angelita* et l'*Agustina.* Elles composent la crête d'une chaîne de collines, élevée de 30 mètres au-dessus des courants d'eau voisins et dirigée du nord-est au sud-ouest.

Comme on n'a fait qu'effleurer le sol, il est difficile de déterminer si ces veines sont réellement distinctes l'une de l'autre, ou si elles représentent les ramifications d'une seule masse homogène.

L'*Angelita*, qui est au nord-ouest, a 70° d'inclinaison vers ce point; l'*Orientale*, placée à quelques mètres au sud-ouest de la précédente, suit une ligne presque verticale; l'*Agustina* est parallèle à l'*Angelita*.

Des observations faites au puits *Lezama* font supposer que ces deux veines se réunissent à peu de mètres en dessous de la superficie. Leur largeur varie de 0m80 à 1m80.

L'extension totale des gisements déjà explorés mesure environ 900 mètres. Il serait possible même qu'elle fût beaucoup plus considérable, si l'expérience démontrait, au cours des travaux, que les mines « Esperanza » et « la Cervantès », exploitées à 1 kilomètre de distance de celles dont nous parlons, se rattachent au même groupe.

La nature des minerais recueillis est très variable. A la surface du sol, on découvre de l'oxyde de fer, du carbonate et de l'hydroxyde de cuivre, provenant de la décomposition des pyrites respectives. Celles-ci apparaissent un peu plus bas, non désagrégées. Vers 7 à 10 mètres de profondeur, les oxydes et les carbonates font défaut.

Le minerai obtenu à la superficie contient une forte proportion d'or. Certains essais, dit-on, auraient produit 52 grammes de ce métal par tonne. Il est probable, toutefois, qu'ils ont été faits sur des spécimens choisis. Si telle était, en effet, la quantité d'or contenue dans ces minerais, elle suffirait pour couvrir les dépenses de l'extraction, donnant en plus une quantité de cuivre, soit 12 p. c. du poids, ce qui constituerait un bénéfice très appréciable. La gangue des minerais dont il s'agit est calcaire, avec filons de quartz entrecroisés.

Deux îles, dont nous avons déjà eu l'occasion de parler, font partie du département de Maldonado.

La première, l'île de Gorriti, est située dans le port du chef-lieu, qu'elle contribue à abriter. Elle est à 2 milles de la côte et à 1 1/2 mille de la Pointe de l'Est. Son terrain est bas, formé de pierres et de sable, et couvert çà et là d'un peu de végétation. Son aire, du nord au sud, est de 177 mètres; sa portion la plus large, vers la Pointe, mesure 674 mètres; son centre, 340 mètres; sa partie sud, 415 mètres. L'eau douce n'y fait pas défaut.

On y établit, en 1777, quelques batteries et des casernes qui furent améliorées et restaurées par les

Brésiliens, en 1825, durant l'occupation par ceux-ci du port de Maldonado.

On y comptait quatre batteries au commencement du siècle, avec 20 canons. Un grand magasin, appelé *Casa de la Compania*, y avait été élevé afin de recevoir les peaux de phoques et de veaux marins tués sur les côtes.

Il ne reste plus de vestiges de ces constructions, remplacées de nos jours par un cimetière protestant.

L'île de Gorriti conviendrait à l'établissement d'un dépôt de charbon à l'usage des lignes de vapeurs transatlantiques ou à la création d'une prison pénitentiaire.

L'île de Lobos, de plus grande extension, se présente au S. 60° O. du cap de Sainte-Marie — qui est à 42 milles de là — et au S. 40' E. de la Pointe de l'Est, dont elle est distante de 4 milles. Elle a 1,207 mètres de longueur sur 816 mètres de largeur. Sa surface est aride, escarpée, et on la distingue de 12 à 15 milles en mer. On y trouve de l'eau potable, quelques pâturages, des figuiers d'Inde et de grands roseaux sauvages. Une quantité de phoques et de veaux marins s'assemblent sur ses plages, particulièrement en mai et en juin — mois d'hiver de l'hémisphère austral — durant lesquels ils abandonnent les rivages glacés de la Terre de feu, cherchant dans cette île, et quelques autres points de la côte uruguayenne, une température moins rigoureuse et plus bénigne. On leur y fait une chasse réglée, affermée par l'État. Les peaux obtenues sont salées sur place et envoyées en Angleterre, où elles reçoivent une préparation spéciale. De 1873 à 1888, on a recueilli, dans les diffé-

rentes îles de la côte uruguayenne, 218,270 peaux de phoque, valant 1,025,869 piastres fortes, plus pour 40,267 piastres d'huile animale. Le bénéfice des entrepreneurs, tous frais payés, est estimé à 282,016 piastres fortes.

L'agriculture a fait peu de progrès dans le département de Maldonado, malgré les ressources dont elle y dispose. Le bon marché des grains, l'insuffisance des voies de communication et le peu de compétence des cultivateurs, soumis encore à des pratiques routinières, sont les causes principales de cet arrêt de développement, si éminemment regrettable.

On ne cultive encore, dans les différents districts départementaux, qu'une vingtaine de mille cuadras de terres arables.

Leur production annuelle est représentée comme suit :

Froment	15,000	fanègues.	Pommes de		
Maïs	34,000	—	terre	800	fanègues.
Orge	100	—	Cynames	300	—
Seigle	40	—	Zapallos	10,000	unités.
Millet	30	—	Melons d'eau	20,000	—
Fèves	500	—	Fruits	200	fanègues.

Il existe cependant quelques établissements agricoles régulièrement organisés, et entre autres celui de don Ernesto Silvestre, au Rincon de Olivera, sur 2,800 cuadras de terrains, situés près de la lagune del Sauce et de l'embouchure de l'arroyo de Pan de Azucar.

Don Ernesto Silvestre se propose de former, sur certaines parties de sa propriété, des vignobles et des

plantations de pommes de terre; sur d'autres, de vastes champs de luzerne, dont le produit sera exporté à Montévideo ou à l'extérieur.

L'établissement est muni de machines agricoles perfectionnées.

La viticulture commence à prendre quelque activité. Des plantations de vignes ont été faites dans les environs de Pan de Azucar, par don Francisco Boailla fils et don Juan Sancho. Ils préparèrent le terrain, en juillet 1887, pour la mise sur place de 5,000 ceps de vignes de Granja-Vidiella; en 1888, ils en plantèrent 18,000 autres. Leur vignoble est garni actuellement de 30,000 ceps, et ils en ont 20,000 en pépinière qu'on mettra en terre définitivement en juin et juillet 1889.

Le gouvernement uruguayen avait décrété la création, dans le district de Maldonado, d'une colonie agraire à installer à San-Rafaël. On devait y consacrer 2,114 hectares 4,367 mètres carrés. On procéda au mesurage de la propriété en 1883 et à sa division en chacras ou fermes, mais sans donner plus de suite au projet, dont il serait avantageux de confier l'exécution à une entreprise particulière.

Un centre agricole a été créé à Olivera par don Francisco Dastre qui lui a donné son nom. La colonie se compose de neuf familles espagnoles et comprend 368 hectares, dont un neuvième doit être réservé au bétail. Des maisons en briques ont été construites pour y recevoir les colons.

En résumé, l'agriculture est négligée et ne s'étend qu'autour de quelques villages. Il n'en est pas de

même de l'industrie pastorale, encore très florissante, comme il est naturel de s'y attendre dans une contrée faiblement peuplée.

La race dite créole prédomine encore dans les différents districts du département de Maldonado et, jusqu'à ce jour, on n'y a guère introduit d'animaux de race supérieure. On évalue le nombre total de ceux-ci à 35 chevaux, 1,123 taureaux et vaches, 1,382 brebis et béliers. D'après des calculs faits par la société rurale, on comptait dans le département, en 1888, 108,123 animaux d'espèce bovine; 4,839 juments, 2,776 chevaux, 4,300 mules, 277,372 moutons, 873 porcs et 1,154 chèvres.

La plupart des éleveurs maintiennent leur bétail dans des pâturages naturels, clôturés au moyen de piquets et de fils de fer. Quelques-uns d'entre eux, cependant, ont commencé à former des prairies artificielles et à abriter sous toit les animaux importés.

Il est difficile de déterminer exactement, faute de renseignements, le mouvement commercial qui a lieu chaque année dans le département.

D'après les déclarations reçues par l'administration des rentes publiques, on aurait expédié, en 1888, 324 patentes ainsi classées :

Maisons de commerce	118
Industries diverses	124
Autres professions	82
	324

Les comptes de la douane, bien que non détaillés, nous apprennent qu'il est entré au port de Maldonado

2,211 tonnes de marchandises et qu'il en est sorti 6,995 tonnes de produits du pays, parmi lesquels 21,150 peaux de phoque et 5,537 arrobes d'huile animale, ainsi qu'une quantité de pierres calcaires en destination de la République Argentine.

Les marchandises ou produits dirigés par terre doivent être accompagnées du passavent ou *guia*. On en a distribué 748, en 1888, pour le transit de 1,005 chargements, ainsi que pour le passage de bestiaux vivants. Il résulte des annotations qu'on y trouve, concernant ces dernières expéditions, que le mouvement commercial effectué par voie terrestre durant l'année, comprit le transport et la vente de 30,431 bœufs, 1,291 juments, 13,375 moutons, 30 mules, 20 porcs et 2 chèvres. Quant aux chargements de produits pastoraux et agricoles, ils se composèrent de 15,500 peaux de vache; 437 peaux de jument; 134,997 peaux de mouton; 198 sacs de crins, pesant 1,851 kilogrammes ; 5,190 balles de laine, d'un poids de 151,117 kilogrammes; 1 sac de plumes d'autruche; 378 fanègues de maïs; 85 fanègues de froment; 289 sacs de farine; 15 barriques de thé du Paraguay, etc., etc.

500 quintaux de fils de fer et 1,020 piquets de Nandubay furent expédiés vers l'intérieur par Maldonado.

La valeur totale des propriétés particulières dans le département était portée, en 1886, à 3,405,565 piastres. 2,226 contribuables étaient inscrits, à cette époque, aux bureaux des recettes publiques.

Nous avons rappelé ci-dessus que la République

Argentine recevait une quantité de pierres calcaires venant de Maldonado. On en envoie également à Montévideo. Le total des expéditions de ce genre, faites surtout des districts de Sauce, Mateojo, Carapé et Pan de Azucar, atteignit 22,604 tonnes en 1888.

On pourrait utiliser de grands dépôts de tourbe disséminés dans les terrains voisins du Rio de la Plata. Des salines, établies sur les côtes, seraient également d'un bon rapport. La pêche devrait être plus intelligemment exploitée. Des efforts sont faits dans ce but par don Julio Boët, agent d'une compagnie étrangère.

Par delà les territoires de Canelones et de Montévideo, en voyageant vers l'occident sans s'éloigner du littoral, on rencontre un autre des départements faisant partie du groupe du sud, celui de San-José.

Ses limites ont été établies comme suit : au nord, il a pour frontière l'arroyo de San-Grégorio de sa source à son embouchure, puis une ligne droite prolongée jusqu'à l'arroyo Grande ; à l'est, l'arroyo de la Virgen, la *cuchilla* de Pintado et le Rio de Santa-Lucia ; au sud, l'estuaire de la Plata ; à l'ouest, l'arroyo Cufré, l'un des tributaires de ce dernier.

Sa superficie, d'après les données les plus récentes, est de 6,962 kilomètres carrés. Sur cette vaste étendue on ne compte, entre localités urbaines et campagnes, que 21,147 habitants, soit 3.03 personnes environ par kilomètre carré.

Deux chaînes de collines, l'une à l'est, l'autre à l'ouest, le séparent des départements de Florès et de Florida. Une troisième, dirigée du nord-est au sud-ouest, le traverse dans toute sa longueur.

Le sol du département est fertile et convient à la culture du froment et du maïs. Il est encore toutefois réservé en partie aux *estancias* et aux prairies naturelles destinées à l'élevage du bétail. L'industrie pastorale y donne lieu à des transactions commerciales assez suivies avec Montévideo, où l'on a reçu, en 1887, 38,671 animaux de race bovine, 20,875 moutons, 1,298 chevaux et 81 mules, venant des districts de San-José. Il existe de plus sur la rive droite du Rio San-Juan, un grand établissement où l'on prépare les viandes en conserves d'après le système Mac-Coll. Des embarcations de 24 tonneaux peuvent y arriver en remontant le Rio et en facilitent l'exploitation.

L'agriculture fait néanmoins quelques progrès. Une colonie agricole a été fondée par MM. Paullier frères en 1883. Elle est située, à Cufré, sur un plateau assez élevé et comprend 6,298 cuadras 9,078 vares carrées, partagées en 72 chacras ou fermes, de 50 à 60 cuadras chacune. Les chacras furent offertes en vente et aussitôt achetées au prix de 14 piastres la cuadra, payables en cinq années. On y a réuni 75 familles, soit 400 personnes d'origine espagnole, uruguayenne, suisse et italienne. Les langues espagnole et allemande y prédominent. Les terres qu'elles occupent sont bonnes, parfaitement arables et valent aujourd'hui plus de 20 piastres la cuadra. Une maison en briques y est estimée à 300 piastres ; un rancho ou chaumière à 40 piastres.

La colonie possède des machines perfectionnées, des vaches de race fine, des animaux de grande valeur importés d'Europe.

On y a installé sept fromageries. Elle forme un village appelé San-Ecilda, avec place publique, église et école. Celle-ci est fréquentée par 60 élèves. Observons, à ce propos, que l'enseignement n'est négligé dans aucune des sections départementales. On y remarque 15 écoles publiques et 32 écoles particulières recevant 1,983 enfants, dont 1,013 dans les premières et 970 dans les secondes. Les propriétés scolaires locales sont évaluées à 24,500 piastres.

La colonie Paullier n'est pas la seule qui ait été créée dans la province, on en cite encore deux autres qui ont eu pour promoteurs, l'une M. Perez, l'autre M. Buschental, et qui datent également de l'année 1883.

Le département de San-José a pour chef-lieu la ville du même nom, construite sur une colline, au bas de laquelle coule un large rio.

Elle doit son existence à don Eusebio Vidal qui, par ordre du vice-roi Vertiz, y introduisit en 1783 des familles asturiennes et galiciennes.

San-José, qui est à 18 lieues de Montévideo, communique avec la capitale par voie ferrée. La cité est fréquemment mentionnée dans l'histoire du pays. Les Uruguayens, commandés par Artigas, obtinrent dans ses environs leurs premiers succès sur les royalistes. Plus tard, elle devint le siège du gouvernement et de la législature, en 1825 et 1826, durant la guerre avec le Brésil. Sa population actuelle est de 7,000 habitants et son église a la réputation d'être la plus belle de toutes celles qui ont été élevées dans les villes provinciales.

En dehors de San-José, il n'existe dans cette zone

que trois villages, Ituzaingo, San-Andrès et Libertad.

Ituzaingo a été édifié en 1872, sur des terres appartenant aux héritiers de don Francisco Moré. Ses rues, bordées de maisons en briques, ont de 15 à 20 mètres de largeur. C'est un centre essentiellement agricole avec station de chemin de fer.

San-Andrès fut construit deux ans après, entre les arroyos Cagancha et Sauce, à peu de distance du précédent et au sud-est de San-José.

Libertad est de fondation plus ancienne et remonte à l'année 1783. Les campagnes qui l'entourent sont arrosées par les arroyos Sarandi et Tropa-Vieja.

Le département contient des gisements minéraux très variés, mais encore peu exploités, et sur lesquels nous ne possédons pas de renseignements précis. On y a découvert du fer, du manganèse, du plomb, de l'or, du cuivre, des agates, du porphyre et des serpentines. On y a ouvert des carrières de pierres à chaux.

En continuant nos explorations, voyageant vers l'occident, nous arrivons aux limites d'une nouvelle circonscription territoriale, celle de Colonia, qui nous occupera plus longtemps, étant remarquable à plus d'un titre.

Le département de Colonia est borné au nord par la Cuchilla de San-Salvador et l'arroyo del Sauce; à l'est, par l'arroyo Cufré; au sud par le Rio de la Plata; à l'ouest, par le Rio Uruguay, qui le sépare de la République Argentine.

Sa superficie est de 5,681 kilomètres carrés; sa population de 35,405 habitants, soit 6.23 par kilomètre carré.

Son sol est peu accidenté, n'étant traversé que par une chaîne de collines, orientée du nord au sud, et projetant un embranchement peu important du nord à l'ouest, à partir de son point de jonction avec la Cuchilla de San-Salvador, ligne de frontière du département de Soriano. Les terrains sont généralement fertiles et arrosés par de nombreux arroyos. C'est près de l'embouchure de l'un d'entre eux, celui de Vivoras de las Vacas, que débarqua Juan Diaz de Solis pour prendre possession du pays et y trouver une mort tragique et prématurée.

Le littoral départemental, baigné par le Rio de la Plata, est assez élevé et présente en plusieurs endroits des parties saillantes et rocailleuses. Diverses îles, émergeant des eaux de ce fleuve ainsi que de celles du Rio Paraguay, se rattachent au territoire de Colonia. Nous citerons parmi celles-ci San-Gabriel, Farallon, Lopez, l'île del Inglès, Hornos, Sola, Dos Hermanos et Juncal. Sur l'entassement de rochers qui compose celle de Farallon, on a placé un phare de troisième classe, rayonnant à 15 milles de distance. San-Gabriel rappelle aussi l'expédition de Solis : il y avait laissé ses caravelles — ainsi que nous l'avons dit ailleurs — durant son voyage le long des côtes uruguayennes.

Le chef-lieu du département, Colonia del Sacramento, fut fondé par les Portugais, en 1680. Ceux-ci y avaient été attirés par les avantages commerciaux que présente son port, l'un des plus importants du Rio de la Plata. Il est de forme arrondie et ressemble plus ou moins à celui de Buenos-Ayres, avec cette différence qu'il est entouré de collines qui l'abritent

contre les vents du sud-est et de l'ouest. Son fond, selon les parages, varie de 8 à 36 pieds anglais. Il se trouve à 10 lieues du littoral argentin, et reçut à l'entrée, en 1887, 321 vapeurs, mesurant 21,390 tonnes, et 1,430 voiliers jaugeant 98,352 tonnes. On constata à peu près les mêmes chiffres à la sortie. Le mouvement général, vice-versa, est porté à 3,475 navires, d'une capacité totale de 238,815 tonnes. Deux phares, parfaitement placés, contribuent à faciliter cette navigation.

La ville de Colonia fut d'abord une place forte et, comme nous l'avons rappelé, un entrepôt commercial étranger. Les Portugais, ses premiers possesseurs, eurent bientôt à s'y défendre contre les Espagnols. La cité, incendiée en 1705, prise d'assaut en 1762, démolie en 1777, passa successivement sous l'une et l'autre domination, ne recouvrant la paix qu'au commencement du siècle. Ses fortifications, devenues inutiles, furent rasées en 1859, et sa population est d'environ 3,000 habitants.

Indépendamment du port de Colonia, le département en possède deux autres, ceux de Carmelo et de Nueva-Palmyra ou Higueritas.

Carmelo, avec rade sur l'Uruguay, formée par les îles Sola et Dos Hermanos, s'élève sur la rive droite de l'arroyo de las Vacas, où l'on transféra, en 1816, les habitants de las Vivoras, qui commencèrent la ville actuelle, composée de 200 maisons, avec église, théâtre et plusieurs écoles. Son port reçut, en 1887, 2,175 navires, jaugeant 94,466 tonneaux, parmi lesquels 27 vapeurs.

Le port de Nueva-Palmyra occupe une situation favorisée et qui lui assure un avenir prospère. Il est situé presque en face de l'embouchure du Guazu, et sert d'escale aux navires remontant le Rio Uruguay. On y constata, à l'entrée et à la sortie, un total de 2,032 bâtiments, dont plus de 600 vapeurs, avec tonnage général de 765,638 tonnes.

La ville de Nueva-Palmyra, dont l'édification fut entreprise en 1830, occupe un terrain de 322 cuadras carrées. Elle se trouve à quatre lieues de Carmelo, par eau, et à sept lieues de la même localité, par terre.

Plusieurs colonies, dont quelques unes sont florissantes, ont été formées, à différentes époques, dans le département de Colonia. Nous consacrerons une courte notice à ces divers centres agricoles, si intéressants à étudier à tous les points de vue.

1. *Colonie Valdense.* — Elle se trouve dans la partie occidentale du département, entre deux cours d'eau, le Rosario et le Sarandi, dans un endroit appelé le « Rincon del Rey ». Le sol y présente des ondulations, peu accentuées cependant, et convient à la culture. Le Rosario, dans la partie inférieure de son cours et sur une étendue de quatre lieues, constitue un canal naturel, suffisamment large et profond pour recevoir de petites embarcations. Ses rives sont accessibles, spécialement près d'un endroit nommé « El Puerto » non loin de la ville du Rosaire.

La colonie Valdense comprend 19,482 cuadras, soit 14,376 hectares de terres généralement fertiles et productives, sauf sur les bords des arroyos, encombrés

de sable et de pierres. On sème du maïs sur ce sol vierge, après un premier labour. Des champs, ne recevant aucun engrais, y produisent de bonnes récoltes de céréales après vingt années de constante exploitation.

Trois familles d'évangélistes vaudois, originaires du Piémont, étaient arrivées à Montévideo, en 1856, et s'étaient établies dans le département de Florida. Elles y furent mal reçues par la population indigène, essentiellement catholique. Quelques Uruguayens, informés de cette situation, achetèrent quatre lieues de terrains au « Rincon del Rey », en firent fractionner le quart en *chacras* de 36 cuadras et, le 31 juillet 1858, passèrent un contrat avec les Vaudois, qu'ils y installèrent. En 1851, on y comptait déjà 55 familles, dont 9 avaient intégralement payé le prix des fermes qui leur avaient été assignées. Les colons possédaient une église et une école. Sur les 80 chacras dépendant de la concession, 8 seulement restaient inoccupées. La société organisatrice de la colonie y était représentée par un directeur; l'autorité publique, par un lieutenant alcade; les résidents, par un conseil municipal de cinq membres, tenant leur mandat de l'élection populaire.

En 1868, la société colonisatrice céda ses droits à don R. de Las Carreras. Des propriétaires voisins, stimulés par les résultats qu'ils avaient sous les yeux, se décidèrent à leur tour à diviser leurs terrains en lots, et à les offrir en vente. En 1878, la colonie avait atteint ses limites actuelles, formées à l'est par le Rio Sauce; au sud, par le Rio de la Plata; à l'ouest, par le

Rosario; au nord, par deux lignes droites reliant les rives du Rosario et du Sauce au Sarandi. En vingt ans, la superficie destinée aux cultures avait été sextuplée; le nombre des champs labourés et celui des colons s'étaient quintuplés. La Valdense avait sept écoles, très fréquentées; un pont avait été construit aux frais des colons, et toute cette prospérité tendait à s'accentuer chaque jour davantage. Il reste encore, cependant, bien des progrès à réaliser. Les chemins publics sont assez mauvais. On est obligé de transporter le blé jusqu'à San-José, ce qui est difficile durant la saison pluvieuse, en automne, et entraîne à d'assez fortes dépenses.

En 1884, la population de la colonie Valdense était répartie sur cinq subdivisions rurales et un groupe urbain, de la manière suivante :

	Familles.	Hommes.	Femmes.	Nation. (1).	Étrang.	Totaux.
Aire primitive . .	104	317	275	356	236	592
Terrains achetés :						
à Victorica . .	23	69	64	77	56	133
à Ramirez . .	29	95	70	98	67	165
à Griot . . .	25	80	69	85	64	149
à divers . . .	81	238	209	288	159	447
Ville de la Paz. .	44	101	94	147	48	195
Totaux. . .	306	900	781	1,051	630	1,681

D'après des calculs plus récents, le nombre des résidents à la Valdense s'élèverait, en ce moment, à 2,200 personnes.

(1) Les enfants nés sur le territoire de la République, de parents étrangers, sont considérés comme Uruguayens, de droit.

Ci-dessous un état des terres cultivées dans la colonie en 1884.

	Froment.	Maïs.	Autres plantes.	Terres en culture.	Terres non cultivées.	Superficie totale.
	Cuadras.					
Aire primitive. .	2,188	895	180	3,263	2,355	5,618
Terrains achetés :						
à Victorica . .	370	190	50	610	1,120	1,730
à Ramirez . .	680	345	75	1,100	1,282	2,382
à Griot . . .	415	265	40	720	551	1,271
à divers. . .	2,245	700	150	3,095	5,383	8,478
Totaux. . .	5,898	2,395	495	8,788	10,691	19,479

La colonie Valdense produisit, en 1884, 31,010 fanègues de froment. Elle possédait 3,491 bêtes à cornes, valant 34,910 piastres; 859 chevaux, estimés à 6,922 piastres; 1,215 porcs; 25,900 oiseaux de basse-cour, représentant un capital de 13,685 piastres. On y a établi diverses maisons de commerce, opérant par échanges, rarement au comptant et en argent, et dont le mouvement d'affaires s'élève à 20,000 piastres en moyenne mensuelle. L'activité industrielle n'y fait pas défaut : on y a construit deux moulins à vapeur, dont la production journalière est de 300 arrobes qu'on consomme dans la colonie et au Rosaire. Un troisième moulin fournit, d'un jour à l'autre, 700 arrobes pour l'exportation, et la qualité de ses farines est très appréciée à Montévideo et sur tout le littoral. Il existe de plus, dans la colonie, des ateliers de sellerie et de bourrelerie, de cordonnerie, de menuiserie, trois forges et une fabrique de machines agricoles.

On a exporté de la Valdense pour 21,694 piastres de produits agricoles en 1884.

2. *Colonies de Nueva-Helvecia, Quevedo et Espanola.*— La Nueva-Helvecia, limitrophe de celle dont nous venons de parler, occupe une section de l'ancienne estancia « Rincon del Rey » sur la côte septentrionale du Rio de la Plata, entre les arroyos Cufré et Rosario.

On y avait réuni, en 1884, 420 familles, dont 182 espagnoles, 139 suisses, 52 allemandes, 17 autrichiennes, 14 uruguayennes et 16 appartenant à diverses nationalités.

Ces divers groupes avaient mis en culture, à la fin de l'année, 15,000 cuadras de terrains dont 12,400 semées de céréales, 1,200 consacrées à la production de plantes fourragères, 1,400 à celle de différents végétaux. Le froment couvrait 10,000 cuadras rapportant annuellement 55,000 fanègues en moyenne, soit, à raison de 3 piastres 80 centavos la fanègue, 209,000 piastres; on avait planté 2,000 cuadras en maïs, dont le rendement, à 8 fanègues par cuadra, était estimé à 16,000 piastres. 400 cuadras avaient été réservées à l'orge, dont la récolte fournit 4,000 fanègues vendues à raison de 2 piastres 20 centavos, soit à 8,800 piastres.

8,473 cuadras, restées sans culture, servaient au pâturage. Le bétail était nombreux et comprenait 12,600 animaux de race bovine, 4,000 moutons, 100 chèvres, 2,400 chevaux, etc., figurant à l'actif colonial pour une valeur de 170,850 piastres.

La terre, dans les trois colonies dont nous nous occupons, est extrêment fertile et l'humus y a une

épaisseur de 10 à 12 pouces. Elle valait, en 1884, 25 piastres la cuadra. On y avait construit 145 maisons, 222 *ranchos* (chaumières) et *galpones* (granges) en briques.

Le revenu agricole général des trois sections était de 485,080 piastres. Les colonies susdites possédaient trois auberges, deux briqueteries, un moulin, un hôtel et cinquante-sept fromageries, ces dernières écoulant annuellement 22,800 arrobes de fromages au prix moyen de 3 piastres 50 centavos l'arrobe.

La colonie suisse possède deux églises, l'une catholique et l'autre protestante, avec cimetières; deux écoles, l'une publique et l'autre privée, fréquentées par 190 enfants.

La colonie Quevedo n'a qu'une école, subsidiée par l'État, avec 60 élèves; la colonie espagnole, en 1884, n'avait pas encore d'établissement d'instruction. Les colons font usage des langues espagnole et allemande.

Les routes, reliant les divers groupes coloniaux, sont mauvaises, mal entretenues, fréquemment inondées.

La création d'un chemin de fer établissant des communications faciles entre la Nueva-Helvecia et les marchés principaux est vivement désirée.

3. *Colonie cosmopolite.* — Elle couvre une superficie de 19,134 hectares divisée en chacras de 15 hectares, presque toutes occupées. L'embouchure du Sauce lui sert de port sur le Rio de la Plata. Une compagnie argentine exploite, en cet endroit, des carrières de pierres et de sable. Les chemins, tracés régulièrement, ont une largeur de 15 mètres. Ceux qui vont du

nord au sud croisent, à une distance de 1,000 mètres, ceux qui sont dirigés de l'est à l'ouest, embrassant des îlots de 14 cuadras ou de 210 hectares carrés. Quelques-unes de ces voies sont très peu praticables et souvent inondées. La colonie comprend quatre fromageries, fabriquant annuellement 13,000 kilogrammes de fromages. Elles appartiennent à deux Suisses, un Uruguayen et un Français. Ce dernier cultive, en outre, des champs de luzerne dont il exporte le produit.

La « Cosmopolite » a une population de 2,540 habitants dont 407 chefs de famille.

4. *Colonies del Sauce.* — Elles doivent leur origine à quelques familles suisses qui louèrent des terres, en 1879, dans la région dite « los Artilleros » à peu de distance de la route nationale allant du Rosaire à Colonia, entre deux cours d'eau, le Sauce et le Riachuelo. D'autres familles s'adjoignirent aux premières en 1880 et 1881. Un colon du Valdense fit l'acquisition, en 1883, de vastes terrains dans les environs et les donna en location à de nouveaux arrivants, exemple qui fut suivi par les frères Garati, négociants au Rosaire, qui établirent trente familles, sorties de la colonie Valdense, sur des propriétés achetées par eux dans les mêmes localités.

Les colons du Sauce sont tous locataires, aussi les terres y sont assez mal cultivées. On y fait cependant de grands semis de froment dont les produits ne peuvent être exportés que des ports du Rosaire ou de Colonia. Or, il y a six lieues à parcourir pour y arriver par de mauvais chemins. On comptait, en 1885,

dans les colonies du Sauce, 59 familles. On y a construit une église évangélique. Trois magasins fournissent aux besoins des colons. Leurs ventes respectives s'élèvent en moyenne à 10,000 piastres annuellement.

5. *Colonie du Riachuelo.* — Elle est située à deux lieues à l'est de la ville de Colonia et est divisée en deux parties presque égales par la route nationale de Rosario. Elle a pour base, au sud, le Rio de la Plata, et pour limites extrêmes, à l'est, le Riachuelo. Ses premiers habitants furent des Italiens qui, en 1878, y louèrent des terres. Le sol y convient à la culture du froment qui produit en moyenne 7 fanègues de grains par cuadra carrée.

Les colons du Riachuelo formaient, en 1884, 42 familles, comprenant 280 personnes. Ils cultivaient 1,760 cuadras de froment, 310 cuadras de maïs, etc., leur exploitation totale s'étendant sur 2,085 cuadras. Ils en réservaient 1,190 au pâturage et possédaient 770 bœufs, 290 chevaux, 720 moutons, 153 porcs.

Dans le département de Colonia, en dehors des colonies citées précédemment, l'hectare était estimé de 60 à 280 francs et rapportait, cédé en location, de 12 à 18 francs. On y récoltait de 20 à 25 hectolitres de froment.

En 1886, d'après les déclarations recueillies dans les bureaux des contributions directes, les biens-fonds existant dans les diverses sections départementales représentaient une valeur de 9,428,549 piastres. On y avait mis en culture 1,992,279 mètres carrés de terres, les semant particulièrement de céréales. Les

troupeaux comprenaient 167,070 animaux de race bovine, 1,547,119 moutons, 14,880 chevaux, 128 mules, 731 chèvres et 2,068 porcs.

En 1887, le département de Colonia possédait 28 écoles publiques et 8 écoles privées fréquentées par 2,070 élèves. Des propriétés, valant 58,700 piastres, étaient affectées au service des établissements d'instruction.

VI

Les départements de l'Est.

Importance de ce groupe. — Limites, étendue et population du département de Rocha. — Les « bañados ». — Les palmiers de Castillos. — Les îles du littoral. — Gisements minéralogiques. — Ville et villages. — La colonie de Santa-Teresa. — Renseignements divers. — Tableau du département de Treinta y Tres. — Description du Cerro-Largo. — Ses relations avec le Brésil.

Le groupe des provinces de l'Est se compose de trois départements, à savoir : Rocha, Treinta y Tres et Cerro-Largo.

Le département de Rocha, que nous décrirons d'abord, est borné au nord par le Rio Cebolatti, le lac Mérim, une ligne de division tracée de l'embouchure de l'arroyo Miguel au Rio Chuy, et enfin par ce dernier Rio qui le sépare du Brésil ; à l'est, par l'océan Atlantique ; au sud, par le Rio de la Plata ; à l'ouest, par la lagune et l'arroyo Garzon, l'arroyo Alférez et le Rio Cebolatti.

Beaucoup plus étendu que le département de Maldonado, dont il est limitrophe, il est cependant moins habité et ne contient que 17,549 habitants, soit 1.58 par kilomètre carré, sur une superficie de 11,089 kilomètres carrés.

Ses sections septentrionales sont formées de ter-

rains bas — de *bañados* ainsi qu'on les appelle dans le pays — qui sont actuellement impropres à l'agriculture.

Ces marécages inhospitaliers ont cependant leur histoire. En novembre 1816, un corps d'armée brésilien, commandé par le général Lecor, avait envahi le département de Rocha. Il s'y rencontra, près de l'un de ces *bañados*, portant le nom sinistre de « India Muerta », avec les forces du chef uruguayen Rivera. Une sanglante bataille y eut lieu et se termina par la défaite de Rivera et la marche victorieuse de son adversaire sur Maldonado, où il arriva en décembre de la même année.

Dans les régions départementales de l'Est, il y a également des lagunes, telles que celles de Rocha, de Castillos et de Los Difuntos, mais aussi quelques points plus élevés, où croissent de nombreux palmiers, surtout autour des rives de la lagune de Castillos. Les grands *palmeros* de cette localité sont cités comme l'une des curiosités du pays.

Ailleurs, au sud et à l'ouest, il existe divers plateaux et même quelques collines ayant une certaine altitude, entre autres le Cerro de Chafalote, les déclivités rocailleuses de Garzon, les chaînes d'Averias, de Rocha, de Los Difuntos et de San-Miguel.

Trois groupes d'îles, situées dans l'océan Atlantique, font partie du territoire de Rocha. On les désigne sous les appellations suivantes : la Paloma, Polonia et Coronilla.

La Paloma se compose de deux îles, la Paloma proprement dite et la Tiena. La première a six cua-

dras environ de superficie. Ses contours sont assez escarpés, sa forme est presque ronde et son sol, très verdoyant, domine le niveau des eaux. Le bétail y arrive du continent, en passant par une langue de terre à demi submergée. La seconde est basse, sablonneuse, mais contient aussi des pâturages. On y rencontre, indépendamment de quelques bestiaux, beaucoup de lapins.

L'archipel de Polonia comprend trois îles, la Rosa, la Encantada et Ratones ou Piedra-Negra. On n'y observe pas de traces de végétation, ce qui s'explique par l'absence d'eau douce. Ces roches arides ont cependant leur valeur, des bandes de phoques venant y chercher un refuge, en certaines saisons, bien qu'on leur y fasse une guerre assidue.

Le troisième groupe, celui de Coronilla, se présente au nord, près de la frontière du Brésil. On y remarque deux îles, la Verde et la Coronilla.

La Verde apparaît dans l'océan, à une lieue de la côte. Son étendue, de l'est à l'ouest, est de 850 mètres. Elle est couverte d'herbages et contient de l'eau potable; la Coronilla, qui mesure quatre cuadras, n'est qu'un amas de sable et de pierres, fréquenté par les phoques et les veaux marins.

Le département n'est pas dépourvu d'intérêt pour les minéralogistes, et il serait à désirer qu'on fît une étude scientifique et sérieuse des ressources de son sous-sol. On prétend y avoir découvert du cuivre, de la tourbe, du plomb, du fer, du manganèse, des marbres variés, de belles cristallisations, du jaspe, des pierres lithographiques, de l'albâtre, des pierres

meulières de bonne qualité, des ardoises et de l'amiante.

Tous ces gisements, cependant, sont à peine exploités.

Le chef-lieu des sections que nous venons de décrire, la ville de Rocha, est située à 70 lieues de Montévideo et à 3 lieues de la lagune du même nom. On y compte environ 300 maisons et une population de 6,000 âmes. Ses rues, mal nivelées, sont fréquemment inondées et, en juin 1886, un projet a été présenté tendant à y faire quelques travaux d'assèchement. Les arroyos qui baignent les environs de la cité sont bordés de superbes saules, d'un effet très pittoresque.

Rocha fut fondé en 1793 et eut pour premiers habitants des Galiciens et des Asturiens, formant 25 familles venues d'Espagne. Un petit port, situé à quatre lieues de distance, lui est de quelque utilité. On y reçut, en 1887, 46 bateaux à voiles, jaugeant 1,060 tonnes. Ce port, de forme arrondie, a 500 vares de diamètre. Sa profondeur est de 15 à 16 pieds, avec fond de sable. Son chenal passe entre les deux îles que nous avons mentionnées précédemment et qui le séparent de l'océan.

Nous avons déjà fait remarquer que le département est à peine peuplé. En dehors de son chef-lieu, il ne nous reste guère à citer, dans ses limites, que deux villages, San-Vicente et Lascano, tous deux de peu d'importance.

San-Vicente eut pour promoteur don Hermogènes Formoso, en 1866. Ses maisons s'élèvent sur une col-

line, entourée de deux arroyos, aux eaux permanentes et salubres. Les habitants ont construit, à leurs frais, un édifice destiné au culte. Ils sont à 19 lieues de la frontière du Brésil.

Lascano, qu'on appelle aussi Tres-Islas, ne remonte qu'à l'année 1877, et porte le nom de son fondateur. Cette localité, située au pied de la chaîne d'Averias, est à peu de distance du Rio Cebollati, l'un des tributaires du lac Mérim.

Notons encore qu'on a inauguré, en 1885, sur les bords de la mer, les travaux de formation d'une colonie agricole, celle de Santa-Teresa, sur une superficie de 20,000 à 25,000 hectares. On y a opéré le mesurage de 80 chacras, chacune de 30 hectares — soit de 40 cuadras carrées — dont 24 ont été mises en culture. Dans le centre urbain de la colonie, appelé Gervasio, il y a actuellement une douzaine de maisons.

Les habitants du département s'occupent spécialement de l'élevage du bétail. Leurs troupeaux se composaient, en 1886, de 247,857 animaux de race bovine, 511,278 moutons, 20,159 chevaux, 30 mules, 2 chèvres et 721 porcs.

On avait mis en culture 7,336 cuadras de terres, et la valeur totale des propriétés foncières était estimée, à cette époque, à 6,779,329 piastres, et elles étaient réparties entre 2,557 contribuables. On a destiné récemment 50 cuadras de terrains à l'établissement d'une école d'agriculture, ce qui indique une tendance au progrès.

Les relations commerciales ne sont guère actives et se concentrent plus spécialement du côté du Brésil.

Les écoles publiques, en 1887, étaient fréquentées par 505 élèves, dont 319 garçons et 186 filles. Il existe, de plus, sur le territoire provincial, 8 écoles particulières, possédant 227 élèves des deux sexes.

Le département de Treinta y Tres, situé au nord du précédent, a été ainsi dénommé en souvenir de la mémorable expédition partie de la République Argentine, le 18 avril 1825, et composée de 33 personnes qui avaient entrepris de révolutionner les États uruguayens, alors soumis aux Brésiliens, et d'obliger ces derniers à rentrer dans leur pays, abandonnant leurs conquêtes. Ce coup d'audace ayant réussi, ce nombre de trente-trois est resté gravé dans l'imagination populaire comme un symbole de force, d'énergie virile et de patriotisme. Il a été rattaché, non seulement à la circonscription territoriale que nous allons étudier, mais à beaucoup de noms de rues et de places dans toute l'étendue de la République.

Le département dont il s'agit est de création récente et a été formé d'une partie du territoire des départements voisins de Minas et de Cerro-Largo. Il a pour limites, au nord, l'arroyo del Parado depuis ses sources jusqu'au Rincon de Ramirez; une ligne droite tracée de ce point au Rio Tacuari, puis ce Rio même jusqu'à son embouchure au lac Mérim. A l'est, il confine à ce lac et au Rio Cebolatti : le premier le sépare du Brésil; le second, du département de Rocha. Sa frontière du sud suit l'arroyo Corralès jusqu'à son origine, puis une ligne conventionnelle prolongée jusqu'au confluent de l'arroyo Averias avec l'Olimar-Chico, et, enfin, ce dernier jusqu'à la chaîne monta-

gneuse de Cuchilla-Grande. Celle-ci le circonscrit à l'ouest, jusqu'aux sources de l'arroyo del Parado.

L'aire départementale est de 9,550 kilomètres. Elle était occupée, en 1887, par 15,748 personnes, soit à raison de 1.64 habitant par kilomètre carré. Ces chiffres, quand on les rapproche de ceux que nous fournit la statistique européenne, démontrent que l'activité humaine peut encore se livrer pleine carrière et qu'il lui reste encore, par delà les mers, bien des ressources en réserve. La zone bornant le département de Treinta y Tres est l'une des plus riches et des plus pittoresques du territoire de la République orientale. Fertilisée par de grands cours d'eau, elle est parsemée de bois épais d'où l'on retire, dès à présent, des matériaux de construction et du charbon. Son sol, très prolifique, n'attend que d'habiles agriculteurs pour produire d'abondantes moissons. Sous sa surface, à peu de profondeur, on découvre du granit, du porphyre, du plomb et du cuivre. Toutes ces valeurs, agraires ou autres, sont encore à l'état latent, faute de bras pour les faire sortir des mines, des carrières ou des sillons.

L'unique centre de population existant dans le département de Treinta y Tres est son chef-lieu, portant le même nom et qui n'est connu que depuis 1853. Il est situé au confluent de deux arroyos, l'Olimar et l'Yerbal. Son installation est due aux efforts de don Lucas Urrutia et de quelques associés de celui-ci.

Les terrains urbains sont vastes et on y a déjà construit de nombreuses maisons, une église et quelques établissements d'industrie et de commerce.

La ville de Treinta y Tres contient 3,000 âmes et plusieurs écoles publiques et privées. Diverses propriétés, évaluées à 6,278 piastres, appartiennent au fonds scolaire.

Les autres habitants du département sont répandus dans les estancias où l'on avait parqué, en 1886, 371,427 animaux de race bovine, 375,990 moutons, 22,790 chevaux, 15 mules, 120 chèvres et 739 porcs.

Les biens taxables étaient évalués alors à 7,170,052 piastres, dont une forte partie appartenait à des Brésiliens. 2,003 contribuables se trouvaient inscrits dans les bureaux de recettes. Les ventes de propriétés sont rares dans le département et de peu d'importance relative. On n'en transmit, en 1887, que pour un total de 120,485 piastres. Peu d'entre elles sont hypothéquées. Durant le premier semestre de l'année précitée, l'ensemble des sommes prélevées sur hypothèque ne monta qu'à 22,700 piastres.

Les rentes municipales rapportèrent, en 1884-1885, 2,596 piastres; en 1885-1886, 4,979 piastres; en 1886-1887, 4,198 piastres. Tous ces chiffres, rapprochés des précédents, démontrent que l'esprit d'entreprise est encore peu développé dans cette section du pays et que les opérations commerciales qu'il détermine n'y ont encore reçu qu'une faible impulsion.

Il nous reste à esquisser un autre tableau, celui que présente le département voisin, connu sous le nom de Cerro-Largo.

Ce département, limitrophe du Brésil, en est séparé par une ligne idéale, partant du confluent de deux embranchements du Rio Négro pour aboutir à l'ar-

royo Mina qui, avec l'arroyo Yagueron, complète de ce côté sa frontière. Il touche, à l'est, au lac Mérim, dont la navigation est exclusivement réservée aux bateaux brésiliens; au sud, il a pour confins le cours du Tucuari et la chaîne de Cuchilla-Grande; à l'ouest, ses limites sont tracées par l'arroyo Cordobès et par le Rio Négro.

Ses dimensions dépassent celles du département de Treinta y Tres et équivalent à 14,904 kilomètres carrés. On n'est pas d'accord sur sa population portée à 28,000 habitants par certains auteurs, tandis que le bureau de statistique ne lui en attribuait, en 1887, que 19,697, soit 1.32 par kilomètre carré. Il n'est pas facile, en l'absence de tout recensement officiel récent, d'apprécier exactement la situation.

Comme son nom l'indique, les sections de ce département sont montagneuses, étant traversées du nord au sud par la Cuchilla-Grande et les Sierras de Rios et d'Acegua. Parmi les points les plus élevés on cite les Cerro-Grande, Acegua, las Cuentas, Valeriano et Tupambac.

Le Cerro-Largo est cité pour ses gisements de plomb, de cuivre, ses carrières de granit et de porphyre. On a découvert de la houille dans la Sierra de Rios.

L'industrie pastorale occupe presque exclusivement ses habitants. Elle faisait valoir, en 1886, 643 *suertes* [1] d'estancias, qui servaient à l'entretien de 660,939 bêtes à cornes, 551,920 moutons, 34,445 chevaux, 210 mules, 60 chèvres et 1,806 porcs.

[1] La *Suerte* d'estancia équivaut à 1,992 hectares 27 ares 87 centiares.

D'assez fortes exportations de bestiaux se font vers le Brésil, dont les rapports commerciaux avec le Cerro-Largo étaient représentés, en 1887, de la manière suivante :

	Valeur.
Importations brésiliennes . .	106,500 piastres.
Exportations uruguayennes . .	623,030 —

Les propriétés foncières situées dans la section territoriale que nous décrivons en ce moment, sont estimées à 11,440,507 piastres. Elles sont distribuées entre 2,966 contribuables, parmi lesquels 1,294 Brésiliens, dont la part proportionnelle figure dans les totaux indiqués pour une somme de 7,505,792 piastres.

Melo, le chef-lieu du département, porte le nom d'un des vice-rois du Rio de la Plata, qui en est considéré comme le fondateur. Les Portugais, en 1797, avaient pris possession de la frontière, établi un poste militaire au sud de Tahiu et s'étaient emparés d'Arredondo. Le vice-roi, pour arrêter cette invasion, fit construire un fortin, autour duquel on édifia quelques maisons.

Le hameau naissant devint bientôt une paroisse, contenant 820 habitants. Continuant à progresser, grâce à l'excédent des naissances sur les décès, la paroisse prit successivement de l'extension et, le 12 février 1870, elle avait une population de 5,200 individus, résidant en ville ou dans les chacras des environs, au nombre de trente-neuf. Celles-ci étaient occupées par des cultivateurs qui, en 1869, semèrent 124 fanègues de froment et en retirèrent, après récolte faite, 617 fanègues. En 1872, leurs semailles

furent beaucoup plus importantes et s'élevèrent à 400 fanègues (550 hectolitres). Des plantations de pommes de terre, de fèves et de tabac avaient été faites dans l'intervalle avec succès.

La ville de Melo, aujourd'hui assez prospère, comprenait, en 1887, 6,000 habitants. Elle est en communication télégraphique avec la capitale, dont elle est distante de 92 lieues.

Une route provinciale la relie à Villa Artigas, appartenant également au département de Cerro-Largo et situé sur les rives du Yagueron, en face du village brésilien de Jaguarao. La population de Villa-Artigas, estimée à 3,000 âmes, est divisée en deux groupes, dont l'un s'est fixé sur les collines de la Cuchilla et l'autre près de la rivière qui cependant déborde fréquemment. Presque tous les résidents sont d'origine brésilienne.

Villa-Artigas est à 20 lieues de Melo et à 110 lieues de Montévideo. Son commerce avec l'empire voisin est assez actif.

On avait établi, dans le Cerro-Largo, en 1887, 27 écoles publiques — où étaient inscrits 1,622 élèves (1,123 garçons et 499 filles) — et 7 écoles privées, avec 225 élèves, ce qui forme un total, pour le département, de 34 écoles, fréquentées par 1,847 enfants des deux sexes. Les écoles publiques disposaient de *fincas,* ou propriétés, représentant une valeur de 10,000 piastres.

Les rentes municipales s'élevaient, en 1886-1887, à 13,063 piastres.

VII

Les départements du Nord.

Leur création récente. — Limites du département de Rivera. — Son étendue et sa population. — Ses gisements miniers. — Ses ressources agricoles. — Son chef-lieu. — Cuñapiru. — Relevés statistiques. — Délinéations du département d'Artigas. — Sa constitution géologique. — Les îles du haut Uruguay. — San-Eugenio. — Santa-Rosa. — Villages nouveaux. — Industrie pastorale et agriculture. — La colonie Général Rivera. — Informations diverses.

Ces départements, au nombre de deux, Rivera et Artigas, sont en réalité les plus méridionaux de la République, quant au climat, étant plus rapprochés de l'équateur et voisins de l'empire du Brésil. Tous deux sont de formation nouvelle et n'ont d'existence administrative indépendante que depuis peu d'années.

Le département de Rivera, où nous nous arrêterons d'abord, fut créé en 1884, par suite du partage, en deux circonscriptions, de l'ancienne province de Tacuarembo.

Il est délimité comme suit : au nord, par la Cuchilla de Santa-Ana, qui le sépare du Brésil; à l'est, par l'arroyo San-Luis jusqu'à la jonction de celui-ci avec le Rio Négro, puis par ce dernier Rio jusqu'à la Passe de Mazangano; au sud, par la route de San-Fructuoso, le Rio Tacuarembo et l'arroyo Laureles; à l'ouest, par

cet arroyo et la Cuchilla de Haedo, dans sa prolongation septentrionale.

Il mesure 9,851 kilomètres carrés et contient 18,966 habitants, c'est-à-dire 1.93 par kilomètre carré.

Son sol, assez accidenté, est traversé par plusieurs chaînes montagneuses, parmi lesquelles les plus notables sont celles de Cuñapiru, de Corralès, d'Yaguary et de Caraguatay. Le Cerro Batobi, de forme conique, a près de 900 pieds d'altitude; le Vichavero en a 2,300,

Plusieurs de ces chaînes, particulièrement celle de Cuñapiru, renferment du quartz aurifère et, à diverses époques, on recueillit de l'or, au moyen de lavages, dans ces régions. Quelques essais d'exploitation régulière avaient même été tentés, mais sans ressources suffisantes pour les mener à bonne fin. Une compagnie française, organisée à Paris, au capital de 2 millions de piastres, finit par s'installer à Cuñapiru et y fit transporter des machines et des ouvriers. Nous n'avons pu obtenir des renseignements précis sur ses opérations. D'après ce qui nous a été rapporté, elle les aurait limitées à réduire les minerais qui lui sont fournis par des entrepreneurs particuliers, ou à en faire l'achat à ceux-ci, mais sans s'occuper elle-même, au moins sur une grande échelle, d'extractions minières.

On signale dans le même département, dont le sous-sol, par sa constitution géologique, est l'un des plus intéressants du pays, des gisements de platine, d'argent, de cuivre, de plomb, d'antimoine et de cobalt.

On y trouve aussi du fer; des agates d'une grande variété de couleurs; des marbres remarquables par leur blancheur; des cristallisations diverses; des opales; du manganèse, etc.

De nombreux arroyos, descendant des montagnes, fertilisent ce département, dont les terres sont légères et friables. La vigne, le châtaignier, le peuplier blanc, le cerisier, l'oranger, le pin maritime d'Écosse, le trèfle, la luzerne, les topinambours, les ignames, les fraisiers, le thym, le romarin y réussissent admirablement. Les pâturages des environs du Cerro Batobi sont d'excellente qualité.

Le chef-lieu du département, Rivera, est situé dans le nord, près de la frontière de la République, en face de Santa-Ana del Livramento, ville brésilienne, dont il est séparé par la chaîne de Santa-Ana. Il s'opère, entre les deux localités, un commerce d'échanges assez suivi, estimé comme suit en 1887 :

	Valeur.
Importations brésiliennes . .	14,567 piastres.
Exportations uruguayennes . .	186,353 —
Total. . .	200,920 piastres.

Il en résulta, en douane, une recette de 19,492 piastres.

Les mines d'or de Cuñapiru se trouvent à peu de distance du chef-lieu, dont la prospérité dépend en partie de l'extension que prendront les travaux miniers, ce qui aura lieu, probablement, aussitôt que la construction d'un chemin de fer contribuera à les rendre plus fructueux.

La population urbaine actuelle ne s'élève qu'à 1,000 habitants. Un village a été édifié à Cuñapiru même et est réservé, en grande partie, aux mineurs et à leurs familles.

On avait consacré, en 1886, 391 cuadras de terrains à la culture des céréales et il existait, dans les différentes sections du département, 421 *suertes* d'estancias. On avait groupé dans ces établissements 428,444 animaux de race bovine, 34,719 chevaux, 321 mules, 292,341 moutons, 150 chèvres et 194 porcs.

L'ensemble des déclarations faites par 1,476 contribuables, aux bureaux des recettes, portait la valeur totale des propriétés soumises aux taxes à 6,853,585 piastres.

On avait fondé, en 1887, 13 écoles publiques, où 514 enfants (329 garçons et 185 filles) recevaient l'instruction primaire.

Le département d'Artigas, dont la création date de la même époque que le précédent, a été formé d'une partie du territoire de celui de Salto. Le Rio Cuareim le sépare, au nord, de l'empire du Brésil. Un affluent du même rio, connu sous le nom d'arroyo de la Invernada, complète sa frontière à l'est. Il est borné, au sud, par l'arroyo Yacuy, depuis la jonction de celui-ci avec le Rio Uruguay jusqu'à l'arroyo de Las Pavas; ensuite par une ligne droite, partant de ce point et prolongée jusqu'à l'embouchure du Rio Ceballos, et enfin par le Rio Arapey-Chico, jusqu'aux Cuchillas de Belen. A l'ouest, ses limites sont tracées par le Rio Uruguay.

Il occupe, comme étendue, le huitième rang parmi

les divers départements de la République orientale, ayant 11,379 kilomètres carrés de superficie. Sa population, d'après des calculs approximatifs, serait de 17,524 âmes, soit 1.53 habitant par kilomètre carré.

Son sol est ondulé par les nombreuses chaînes de collines qui s'y présentent, quelques-unes d'entre elles ayant l'aspect rocailleux et aride. Ses vallées, bien abritées, sont d'une grande fertilité. La végétation est surtout abondante sur les rives des rios Uruguay et Cuareim, où se sont formés des bois épais, d'où l'on retire des matériaux de construction et du charbon.

Sa constitution géologique est la même que celle de Salto dont nous parlerons ci-après. Dans les Cerros del Catalan, les jolies cristallisations sont très fréquentes.

Six îles, disséminées dans le Rio Uruguay, dépendent de la juridiction du département d'Artigas. Trois d'entre elles se trouvent à l'embouchure du Cuareim; une quatrième, Herrero, fait face à la ville de Constitucion; les deux dernières sont San-Grégorio et Ceibal. Toutes sont couvertes d'herbages et d'arbres.

San-Eugenio, fondé en 1852, entre le Paso de Bautista et celui d'Yuqueri, sur la rive droite du Cuareim, est le chef-lieu départemental. L'agglomération urbaine occupe huit *manzanas* de 100 vares carrées. La banlieue, ou *ejido*, qui s'y rattache, comprend une lieue carrée et s'étend entre le Rio Cuareim et les arroyos Ceibal et Sauzal. Les habitants, au nombre de 1,500, ont établi des relations commerciales avec le Brésil par la passe Bautista, conduisant au canton brésilien d'Alegrete.

San-Eugenio eut pour promoteurs don Santiago Montès, Ventura Torrent, Pedro Algañaras, Fortunato Posada, son premier juge de paix, et l'abbé Luis Degroso son premier curé.

Le département n'a qu'un seul port, celui de Santa-Rosa, sur le haut Uruguay, faisant face à Monte-Caseros, ville argentine construite sur l'autre rive du fleuve. Santa-Rosa, dont la construction remonte à l'année 1853, contient 2,000 habitants et se trouve relié à la ville de Salto par chemin de fer. On peut donc s'attendre à voir cette localité progresser rapidement. Son mouvement de navigation, en 1887, comprit, à l'entrée et à la sortie, 57 petits vapeurs et 252 bateaux à voiles, jaugeant au total 6,135 tonneaux.

Parmi les autres localités habitées, il faut encore citer Isla-Cabello, Paso del Campamento et Yacaré, avec une population d'environ 200 âmes dans chacune d'elles.

Les habitants du département d'Artigas s'occupent surtout de l'élevage du bétail. Ils possédaient, en 1886, 345,318 animaux de race bovine, 354,035 moutons, 45,454 chevaux, 742 mules, 608 chèvres, 536 porcs.

2,733 cuadras avaient été livrés, la même année, à l'agriculture. Une colonie, portant le nom du général Rivera, a été installée à une lieue et demie de San-Eugenio, en 1884. On y a réuni une centaine de familles et l'on y récolte spécialement des céréales et du tabac. Sa superficie est de 4,987 hectares.

La valeur totale des propriétés sises dans les diffé-

rentes sections départementales, s'élève à 10,093,398 piastres, dont la taxe est payée par 1,259 contribuables. Les rentes municipales montèrent, en 1886-1887 à 7,648 piastres, ce qui indique une amélioration réelle sur les années précédentes.

Les écoles publiques, au nombre de neuf en l'année 1887, étaient fréquentées par 403 élèves, 265 garçons et 138 filles. Il existait, de plus, quatre écoles privées qui avaient reçu 86 inscriptions. Les biens scolaires représentaient une valeur de 9,900 piastres.

VIII

Les départements de l'Ouest.

Subdivisions de cette zone — Configuration et densité de population du département de Salto. — Ses colonies agricoles. — Viticulture. — La ville de Salto et ses relations commerciales. — Constitucion et Belen. — Richesse pastorale. — Écoles publiques et privées. — Études sur le département de Paysandu. — Iles. — Régions minières. — La cité de Paysandu. — La colonie Porvenir. — Guaviyu et son *saladero*. — Statistique départementale. — Le Rio Négro et son territoire. — La manufacture de Fray-Bentos. — Autres localités appartenant à ces sections. — Iles voisines. — L'enseignement public au Rio-Négro. — Description du département de Soriano.

La zone occidentale du pays est subdivisée en quatre départements, à savoir ceux de Salto, Paysandu, Rio-Négro et Soriano.

Le premier, que nous allons parcourir d'abord, couvre une aire de 12,601 kilomètres carrés. Il est borné au septentrion par l'arroyo Yacuy; une ligne conventionnelle tracée de l'embouchure de l'arroyo de Las Pavas à l'Arapey-Chico; ce Rio même jusqu'à ses sources, et la Cuchilla de Belen; à l'est, par la Cuchilla de Haedo; au sud, par le Rio et la Cuchilla Daiman; à l'est, par le Rio Uruguay qui le sépare des États argentins.

On n'est pas d'accord sur le chiffre de sa population fixé à 24,000 habitants par le géographe don José

B. Miranda, à 19,503 seulement par la direction officielle de statistique et 30,952 d'après un recensement récent fait par les soins du colonel Cordoba, chef politique du département. Ce dernier relevé est probablement plus exact, car il contient des détails précis sur la nationalité des divers résidents, nationalité qui est indiquée comme suit : 21,610 Uruguayens, 1,680 Argentins, 4,039 Brésiliens, 1,885 Italiens, 52 Portugais, 1,152 Espagnols, 373 Français, 71 Anglais, 69 Paraguayens, 46 Allemands, 12 Suisses, 7 Chiliens et 6 non déterminés.

Cette nomenclature démontre à quel point, même à 103 lieues de la capitale, les races sont mélangées sur le territoire de la République uruguayenne.

Nous avons déjà comparé, dans le chapitre précédent, le département d'Artigas à celui de Salto. Il existe en effet, entre les deux circonscriptions, de grands rapports. Le sol du Salto, parfaitement plane à l'ouest, ondulé au centre, est rocailleux dans l'est. Il appartient, géologiquement, aux terrains crétacés supérieurs et aux couches jurassiques. On y découvre des quartz hyalin et lithoïde, des agates, de la sardoine, de la chrysoprase, de la cornaline, de l'héliotrope et des œils de chat. Les pierres ainsi recueillies sont envoyées à Montévideo, où un dépôt en a été formé, et en Allemagne.

Diverses cuchillas, parmi lesquelles nous mentionnerons celles d'Arapey, de Cañas, d'Arerungua et de Dayman sillonnent le territoire de Salto, présentant çà et là quelques élévations notables. On remarque beaucoup de palmiers sur les rives du Rio Arapey qui tra-

verse le département dans toute sa largeur de l'est à l'ouest.

Dans les campagnes, généralement fertiles, on voit errer de nombreux troupeaux, car là comme dans la plupart des sections du pays, l'industrie pastorale est restée en honneur. Quelques colonies agricoles ont cependant été établies, sur lesquelles nous n'avons pas, malheureusement, d'informations complètes. Parmi ces colonies, nous citerons les suivantes :

1. *Colonie Harriague.* — Elle a été constituée sur de bonnes terres, entre deux arroyos, ceux d'Itapeby et de San-Antonio. On y avait établi, en 1884, 24 familles, comprenant 162 individus de différentes nationalités, mais avec prédominance de l'élément italien.

Ce centre agricole avait 1,860 cuadras de superficie, dont 960 étaient cultivés, le reste étant réservé au pâturage. Les récoltes principales consistaient en froment et en maïs.

2. *Colonie San-Antonio.* — Elle fut placée sur une lieue de terrains, acquise de MM. Cabal et Williams, par le gouvernement uruguayen. On la divisa en petites estancias et en chacras, dont on conféra la propriété à d'anciens serviteurs de l'État et à quelques nationaux. Ces lots sont actuellement clôturés et employés à des semis de céréales.

3. *Colonie Lavalleja.* — On l'inaugura sur une aire de 2 lieues carrées, de propriété fiscale. Cette colonie, comme la précédente, a été réservée aux Uruguayens.

4. *Colonie Cosmopolite.* — Elle remonte à l'année 1883, et toutes les terres y sont occupées. On en distribua 32 hectares à chaque famille de colons.

On commence à donner quelque attention, dans le département de Salto, à la viticulture. On nous a cité un propriétaire qui fournit aux immigrants, à titre gratuit — durant un espace de trois à dix ans, suivant contrat — 50 cuadras de terres et tout ce que nécessite une première installation, à condition, pour ceux-ci, de planter chaque année une cuadra de vignes et un certain nombre d'arbres fruitiers, les plants leur étant fournis sans frais. Il espère, par cette combinaison, créer un beau et grand vignoble, tout en s'assurant un nombre d'ouvriers suffisant à son exploitation.

Le département a pour chef-lieu la ville du même nom, qui a été bâtie sur deux collines, sur les bords de l'Uruguay, en face du port argentin de Concordia. Elle fut fondée en 1817, sur des terrains appartenant à don Isidoro Barrera. Un arroyo, le Sanzal, le sépare d'un faubourg plus récent, appelé Pueblo-Nuevo. Deux ponts, installés sur le Sanzal, facilitent les rapports entre la ville proprement dite et ce nouveau quartier.

Des édifices publics, bien construits, ornent la cité, où l'on remarque deux squares spacieux, entourés d'arbres et garnis de sièges; un théâtre, divers collèges, des écoles; des imprimeries, des manufactures et de grandes maisons de commerce. Des communications télégraphiques ont été établies avec Montévideo, ainsi qu'avec la République Argentine, ces dernières par un câble posé dans le lit du fleuve et aboutissant à Concordia.

Les navires remontant l'Uruguay ne peuvent dépas-

ser Salto, à cause des écueils qui se trouvent en deça de cette ville. Il en résulte, en faveur de celle-ci, un commerce de transit assez important, les marchandises expédiées au Brésil étant débarquées à Salto, pour être envoyées par terre à destination. Le mouvement maritime du port de Salto, en 1887, est présenté comme suit :

Entrée :

371 vapeurs avec . . .	176,565 tonnes.
295 voiliers avec . . .	9,302 —

Sortie :

369 vapeurs avec . . .	177,557 tonnes.
284 voiliers avec . . .	8,471 —

Le département, dans son ensemble, contribua au commerce général de la République, la même année, dans les proportions suivantes :

A l'importation, pour .	440,696 piastres.
A l'exportation, pour .	577,125 —
Total. . .	1,017,821 piastres.

La ville de Salto contient 1,500 habitants et peut être considérée comme la plus prospère, après Montévideo, des cités uruguayennes. La compagnie maritime « La Platense » possède, non loin du centre urbain, un vaste atelier de construction, avec forges, ateliers de menuiserie, fonderie, avec outillage moderne et des plus perfectionnés.

Parmi les autres localités départementales, Constitucion et Belen méritent d'être mentionnés. Consti-

tucion — qu'il ne faut pas confondre avec la ville argentine du même nom — a été fondée à 10 lieues de Salto, en 1852, sur les rives de l'Uruguay, à peu de distance de l'embouchure de l'arroyo Ceybal Chico. Belen n'est encore qu'un village, bien que plus ancien. On le reconstruisit cependant, en partie, en 1865. Il se trouve sur la route qui conduit de Constitucion à Santa-Rosa.

Nous avons parlé ci-dessus du recensement nouveau exécuté en vertu des ordres du chef politique du département. Il nous renseigne, de la manière suivante, sur le nombre et la nature des bestiaux parqués dans les estancias locales :

457,007 animaux de race bovine, créoles; 1,651 animaux de provenance européenne; 6,316 animaux métis; 18,109 vaches laitières; 5,902 bœufs de trait; 15,498 chevaux créoles; 136 juments étrangères; 212 étalons étrangers; 515 poulains étrangers; 547 mules et ânes; 212,476 moutons créoles; 20,748 de race fine; 276 porcs d'origine européenne; 1,245 porcs métis; 471 chèvres créoles; 42 chèvres angoras; 46 chèvres métis.

2,426 contribuables se trouvaient inscrits dans les bureaux de l'État pour le payement des contributions prélevées sur un capital de 16,533,503 piastres.

Les écoles publiques, au nombre de 15 en 1887, étaient fréquentées par 515 garçons et 528 filles; 776 élèves recevaient l'instruction dans différentes écoles particulières au nombre de 14. La valeur des propriétés scolaires, dans le Salto, était portée à la même époque à 19,300 piastres.

Par delà le Rio Dayman, vers le sud, en entre dans un autre département qui porte le nom de son chef-lieu, Paysandu.

Ce département, limitrophe du précédent au nord, est borné à l'est par la Cuchilla de Haedo et l'arroyo Salsipuedes; au sud, par l'arroyo Juan-Tomas, la Cuchilla de Haedo et l'arroyo Négro; à l'ouest, par le Rio Uruguay.

Il dépasse celui de Salto en superficie et mesure 13,252 kilomètres carrés. Sa population est de 28,417 âmes, soit de 2.14 habitants par kilomètre carré.

Deux chaînes de collines, l'une au nord, celle de Queguay; l'autre au sud, celle de Rabon, croisent le territoire de Paysandu, généralement ondulé et composé de terrains glaiseux ou calcaires, selon les localités, mais convenables à la culture des céréales et de toutes espèces de légumes et de fruits. La température locale est bénigne et salubre, bien qu'assez inconstante, parfois, en été et au printemps. Les vents du nord y sont chauds et leur influence sur la végétation, plus active lorsqu'ils prévalent, est remarquable.

Le centre du département est arrosé par une belle rivière, le Queguay, qui coule de l'est à l'ouest et va se jeter dans l'Uruguay, après avoir reçu, durant son trajet, les eaux de trente-six arroyos et de nombreux ruisseaux et sources qui en sont tributaires. Son parcours est de 250 kilomètres et fut exploré par un petit vapeur, tirant 3 pieds d'eau, jusqu'à une distance de 61 kilomètres, soit de 12 lieues en temps de crue.

En face de son embouchure s'est formée une île connue pour ses grands bois de pêchers. Il en existe quelques autres, Almiron, Juan, Tomas, Pepeaji, Guaviyu et Chapicui, au cours de l'Uruguay, le long des 32 lieues côtières du département. Ces îles, autrefois couvertes de bois, ont été en grande partie dénudées par la hache des bûcherons.

Le sous-sol dans le Paysandu ne manque pas de valeur, s'il faut en juger par les échantillons qu'on en a fréquemment exhibés. On cite surtout, comme régions minières, les versants des monts Burucayupi, Patricio, San-Estevan et Pelado dans le bassin de Dayman; du Chato, près des sources de l'arroyo Campamento; de Pedernales, aux origines de l'arroyo Salsipuedes, etc. On y découvre du quartz hyalin ou lithoïde, de l'or, de l'argent, du cuivre, du fer, du plomb, des marbres de diverses espèces, des agates, du soufre, de la chalcédoine et de la cornaline.

Le nombre des carrières de pierres est considérable. Elles sont faciles à exploiter et leurs produits, remarquables par leur couleur et leur solidité, peuvent être employés au pavage, à la fabrication de ciments, à la construction d'édifices et en général à toute œuvre nécessitant des matériaux solides et de bonne apparence. On exporte actuellement, de Hervidero, des quantités de pavés pour Buenos-Ayres.

Paysandu, le chef-lieu du département, est situé sur la rive gauche de l'Uruguay, à 131 lieues de Montévideo.

Douze familles procédant du territoire des Missions, dans la République Argentine, passèrent le fleuve en

1782, accompagnées du corrégidor don Juan Soto, et vinrent se fixer là où se trouve la ville dont elles formèrent la plus ancienne population. Paysandu, en ce moment, est considéré comme la troisième cité uruguayenne et doit être rangé, suivant son importance, immédiatement après Montévideo et Salto.

Ses rues sont éclairées au gaz et leur déclivité favorise l'écoulement des eaux. Un service de tramways fonctionne journellement, transportant des passagers et des marchandises. Paysandu possède deux églises, un hôpital de charité pour les deux sexes, un théâtre assez vaste pour contenir un millier de spectateurs, une bibliothèque publique, divers clubs, ainsi que plusieurs sociétés de secours mutuels et associations ouvrières. Des communications télégraphiques ont été établies avec la capitale, les autres départements et la République Argentine.

Le port urbain est fréquenté par des navires d'outremer qui viennent y charger les produits des nombreux *saladeros* fonctionnant dans le district, de même que ceux qu'on y transporte de Salto, inaccessible aux bâtiments d'un certain tonnage.

On reçut à Paysandu, en 1887, à l'entrée et à la sortie, 1,452 vapeurs, jaugeant 807,640 tonneaux, et 1,066 voiliers, mesurant 25,137 tonneaux. Le mouvement de navigation comprit donc, dans son ensemble, 2,518 navires de tous genres, ayant une capacité totale de 832,777 tonneaux.

Indépendamment de jolies *quintas,* ou maisons de campagne, on a créé dans le canton municipal de la ville une colonie agricole, celle de *Porvenir,* dont

la prospérité justifie le nom qui lui a été donné.

Cet important centre agraire comprenait, en 1884, une population de 1,396 individus, dont 585 Uruguayens, 198 Argentins, 372 Italiens, 79 Espagnols, 56 Français, 55 Suisses, 34 Brésiliens, 11 Allemands, 3 Paraguayens, 2 Belges et 1 Polonais.

On y cultivait 5,618 cuadras carrées (4,145 hectares 4,004 centiares) de terrains; 1,968 cuadras carrés (1,451 hectares 6,204 centiares) n'y avaient pas encore été labourées; 714 cuadras carrées (527 hectares 7,763 centiares) y étaient réservées à la voie publique. La colonie occupait, en totalité, une superficie de 6,124 hectares 8,061 centiares.

Le montant des recettes, résultant de la production annuelle, était indiqué comme suit :

Céréales	47,680	piastres.
Autres plantes . .	500	—
Fourrages. . . .	2,352	—
Oiseaux de basse-cour	1,000	—
Porcs	6,780	—
Apiculture . . .	1,697	—
Sériculture . . .	100	—

Les colons avaient acquis 2,180 animaux de race bovine; 2,140 moutons; 469 chevaux; 48 ânes et mules; 678 porcs.

Le rendement des céréales y varie suivant l'emplacement des terrains et les saisons. En 1884, le froment y donna en moyenne 6 pour 1; en 1885, 40 pour 1. Il existe dans la colonie 256 chacras ou fermes; les terres ordinaires y valent de 16 à 20 piastres;

celles de première classe, de 25 à 30 piastres la cuadra. On comptait, sur son territoire, 2 moulins à vapeur; 2 moulins hydrauliques; 2 briqueteries; 664 maisons de constructions diverses et 150 hangars, granges, etc.

Il suffit souvent de l'ouverture d'un grand établissement industriel pour donner naissance à un village nouveau. Tel a été le cas à Guaviyu, où il existe un vaste saladero, celui de don Pedro Pineyrua. De nombreuses maisons, habitées par les ouvriers attachés à ce saladero — l'un des principaux du Rio de la Plata — ont été construites autour de ses dépendances et y ont formé une agglomération assez importante pour y nécessiter la création d'un bureau de poste spécial. Les steamers, faisant le service sur l'Uruguay, s'arrêtent à Guaviyu et y obtiennent chargement, surtout durant la saison d'abatage.

Les biens sujets au payement des taxes, dans le département de Paysandu, étaient évalués, en 1887, à 16,466,316 piastres et appartenaient à 2,726 contribuables. On y transmit légalement, la même année, pour 669,776 piastres de propriétés foncières. La participation des différentes sections départementales au commerce général de la République est représentée comme suit :

A l'importation, pour	298,881 piastres.
A l'exportation, pour	2,478,444 —

Les exportations consistent particulièrement en produits de l'industrie pastorale, provenant de 652 *suertes* d'estancias. Les troupeaux locaux se compo-

saient, en 1886, de 646,485 animaux de race bovine, 628,215 moutons, 33,709 chevaux, 363 mules, 675 chèvres et 743 porcs.

Les institutions d'enseignement, en 1887, étaient fréquentées par 1,377 élèves (715 garçons et 662 filles), répartis dans 19 écoles publiques et 16 écoles particulières.

Le département de Rio-Négro qui suit, et dont la côte occidentale fait face au territoire argentin, a des frontières naturelles bien tracées. Au nord, il a pour limites l'arroyo Négro, la cuchilla de Haedo et l'arroyo Salsipuedes; au sud, le Rio Négro; à l'ouest, le Rio Uruguay.

Sa superficie est de 8,471 kilomètres carrés; sa population, en 1887, de 14,265 individus. La densité de celle-ci était donc de 1.68 habitant par kilomètre carré.

Ses abords, du côté du Rio Uruguay, sont assez pittoresques, les rives bordant le fleuve étant fort hautes en certains endroits et coupées à pic, parfois presque verticales. Dans l'intérieur, on rencontre d'excellents *campos*, ou terres à pâturages, que séparent quelques chaînes de collines dont les plus élevées sont celles de Haedo et d'Averias. La végétation arborescente se masse, en fourrés épais, le long des cours d'eau.

Parmi ses richesses minérales, on mentionne des mines de plomb, de cuivre, de fer et des dépôts d'argile plastique. Les quartz hyalin et lithoïde n'y sont pas rares.

Il a pour chef-lieu Villa-Independencia qu'on connaît plus généralement sous le nom de Fray-Bentos.

Cette localité, qui compte près de 5,000 âmes, doit sa prospérité à une manufacture qui représente le plus vaste établissement consacré aux expéditions d'extraits de viande, préparés d'après la méthode de Liebig, existant dans les États de la Plata.

Il est situé sur une éminence, au bord du Rio Uruguay, et entouré de vastes champs parfaitement clôturés, servant à parquer les bestiaux destinés à l'abatage. On y tue, durant la saison, jusqu'à 1,000 animaux par jour. Le procédé employé est aussi rapide qu'expéditif. On jette un *lasso*, passant sur une poulie, autour des cornes du bœuf, qu'une petite machine à vapeur tire jusqu'à une poutre transversale, au-dessus de laquelle se tient le *matador*, ou boucher, qui se penche en avant et frappe d'un coup de poignard au cervelet la bête amenée. Celle-ci tombe sur une plate-forme, en ce moment sous ses pieds. Ce plancher mobile roule sur rails jusqu'à un autre local, où le bœuf abattu est dépecé en quelques minutes. Sa chair et ses os passent ensuite dans le département des chaudières. Chaque partie de la carcasse est utilisée, même les déchets, dont on fait du guano.

Les extraits obtenus contiennent, en matière soluble, trente fois leur poids en viande.

On consomme annuellement, à Fray-Bentos, 7,500 tonnes de charbon et 3,500 tonnes de sel.

Une nombreuse population ouvrière dépend de l'établissement, qui constitue dans son ensemble une véritable cité, où s'exercent tous les métiers. Il possède des quais particuliers sur les bords de la rivière et des môles servant aux débarquements de charbon, de sel,

de bois, de fer, etc., et à la mise en cale des cargaisons d'extraits de viande — placées en caisses de 100 livres — de la viande conservée, des peaux, du suif, des cornes, des os, etc. Il y arrive environ 80 bâtiments de mer par an.

La manufacture a obtenu, aux expositions internationales, de hautes distinctions. Ses actions sont très recherchées et rapportent des dividendes de 10 à 12 p. c. Le capital social est de 500,000 livres sterling, divisé en 25,000 actions. 24,000 de celles-ci ont été émises.

Le port d'Independencia sert d'escale à tous les vapeurs remontant l'Uruguay et de station de transit aux voyageurs se rendant à Gualeguaychu, dans la province argentine d'Entre-Rios, ou venant de cette ville. Il en résulte un certain mouvement maritime, indiqué durant l'année 1887 par les chiffres suivants :

Entrée :

1,082 vapeurs jaugeant	. . .	443,688 tonnes.
286 voiliers —	. . .	22,167 —

Sortie :

1,082 vapeurs jaugeant	. . .	443,688 tonnes.
253 voiliers —	. . .	20,656 —

A quelques lieues, vers le nord, de Villa-Independencia, se trouve le village de Nuevo-Berlin, fondé en 1874 par une association allemande sur les terrains de MM. Wendestald et Cie. On y a installé une colonie

agricole dont les habitants cultivent 1,400 cuadras carrées et disposent de charrues à vapeur et de diverses machines perfectionnées.

Un autre village, celui du « 24 Septembre », est en voie de formation sur des propriétés appartenant à don Francisco Peña, situées sur les rives du Rio Négro.

D'après les déclarations faites pour le payement des impôts de contribution directe, en 1886, les biens existants dans le département représentaient une valeur de 10,458,581 piastres. Diverses estancias, dans le Rincon de las Gallinas, où paissent plus de 35,000 bêtes à cornes, dépendent de la manufacture d'extraits de viande de Fray-Bentos. L'existence générale, en fait de bestiaux, pour toutes les sections départementales, consistait, en 1886, en 379,352 animaux de race bovine, 883,905 moutons, 19,825 chevaux, 325 mules, 695 chèvres et 839 porcs. On comptait, au total, 439 suertes d'estancias.

Les valeurs attribuées à Villa Independencia dans les comptes généraux du commerce extérieur de la République, en 1887, furent les suivantes :

A l'importation. . . .	197,794	piastres.
A l'exportation. . . .	2,261,633	»

Les recettes douanières produisent, durant cette période, 110,651 piastres.

Quelques îles, sises dans l'Uruguay et le Rio Négro, sont placées sous la juridiction départementale. On élève du bétail dans deux d'entre elles, à Yaguari et à

Vizcaino. Les autres sont exploitées pour leurs bois de chauffage et de construction. On ne connaissait, en 1887, sur le territoire du Rio-Négro, que huit écoles publiques et sept écoles particulières où l'instruction primaire était donnée à 808 enfants. Cette proportion paraît peu élevée, relativement au chiffre de la population.

Continuant à suivre le cours du Rio Uruguay, jusque par delà l'embouchure du Rio Négro, nous arrivons dans une nouvelle région, la dernière d'entre celles de l'ouest, le département de Soriano.

Il est borné au nord par le Rio Négro, qui le sépare du précédent; à l'est, par l'arroyo Grande; au sud, par la cuchilla de San-Salvador et l'arroyo del Sauce; à l'ouest, par le Rio Uruguay.

Dans ses limites actuelles, il mesure 9,223 kilomètres carrés et il est plus peuplé que le département de Rio-Négro. On estime le nombre de ses habitants à 26,133, soit 2.83 habitants par kilomètre carré.

Par sa configuration générale, il rappelle ceux que nous avons déjà décrits, offrant au regard un sol ondulé, mamelonné, couvert d'herbages sur la plus grande partie de sa surface, ombragé d'arbres aux alentours des cours d'eau. On y manie plus souvent le *lasso* que le manche de la charrue, et des milliers d'hectares, livrés au bétail, n'y ont jamais porté de moissons. Deux colonies y ont cependant été inaugurées, l'une en 1872, l'autre en 1879.

La plus ancienne, la colonie *Diaz Ferreira*, est de 1 1/2 lieue d'étendue. Elle a été fondée dans le district de Daca et à proximité des marchés. On y produit toutes

espèces de céréales, mais de préférence le froment et le maïs.

La seconde, la colonie *Général Artigas*, se compose de quelques chacras, d'une trentaine d'hectares chacune, occupées par des familles uruguayennes, espagnoles et italiennes.

Le chef-lieu du département, Mercédès, s'élève sur la rive droite du Rio Négro, à 10 lieues de l'embouchure de ce Rio dans l'Uruguay et à 64 lieues de Montévideo. La ville, vue à distance, forme un tableau pittoresque, où l'on distingue, parmi les massifs d'arbres et de verdure, de jolies maisons de campagne, des groupes de constructions diverses et quelques grands édifices. Une île, transformée en jardin de plaisance, se présente dans le port, à peu de distance de la cité.

Celle-ci, qui remonte à l'année 1788, étant alors connue sous le nom de « Capilla-Nueva », a progressé et contient aujourd'hui 9,000 habitants. On y remarque une église principale, trois places publiques, des rues de 12 à 18 vares de largeur, des maisons de commerce, un moulin hydraulique et à vapeur, un théâtre provisoire; des hôtels, des établissements de bains, des imprimeries, etc.

Son port est fréquenté par des navires d'un médiocre tirant d'eau, mais assez nombreux, à en juger par le mouvement constaté en 1887, ainsi figuré :

Entrées :

604 vapeurs, jaugeant.	369,856 tonnes.
304 voiliers, jaugeant	7,998 —

Sorties :

601 vapeurs, jaugeant.	368,222 tonnes.
289 voiliers, jaugeant	7,523 —

Un peu plus bas que Mercédès, vers le sud, existe un autre port, celui de San-Salvador, ouvert sur le Rio du même nom, et qui peut recevoir des bâtiments ne nécessitant pas plus de 6 à 7 pieds d'eau. Il en fut enregistré 844, à l'entrée et à la sortie, en 1887, d'une capacité totale de 113,157 tonnes.

La ville de San-Salvador, aussi appelée Dolorès, est relativement ancienne. En 1625, le frère Bernardo de Guzman avait réuni quelques Indiens soumis et les avait cantonnés à un endroit nommé « El Espinillo », où ils formèrent un village. Plus tard, en 1800, cette population, inquiétée par les fréquents débordements du Rio, se transporta sur l'emplacement de la ville actuelle. Celle-ci est entourée de terres d'une grande fertilité, sur lesquelles on a créé des jardins et des maisons de campagne. On observe, à San-Salvador, une église neuve à trois nefs; des habitations d'architecture moderne, un cimetière catholique et protestant, un club social et littéraire qui compte des années d'existence, deux imprimeries, des hôtels, des *saladeros* et des tanneries.

Soriano, que nous ne devons pas oublier de mentionner parmi les localités habitées comprises dans le département, n'est encore qu'un village, tout en étant la commune la plus ancienne — occupée d'une manière permanente — existant sur le territoire de la République orientale de l'Uruguay. Elle eut pour pro-

moteur, comme Espinillo, le frère Bernardo de Guzman et pour premiers habitants, en l'année 1624, des Indiens à demi-civilisés, appartenant à la tribu des Chanas.

Ils furent installés à 2 lieues de l'embouchure du Rio Négro, et leur bourgade porta d'abord le nom tout castillan de « Puerto Real de Santo Domingo y Puerte de Salud ».

Plus tard, quelques propriétaires uruguayens, Diego Chamorra, N. Callorda, les frères Gadea, les frères Gallegos, Domingo Gonzalez et Pedro Garcia firent faire des progrès au village et lui donnèrent sa forme actuelle. Un ancien cimetière indien, d'où l'on a extrait de nombreux spécimens d'antique poterie indigène, se trouve dans ses environs. Ceux-ci sont bas et les terres y sont d'une grande fertilité. On y rencontre des amas de coquillages calcaires.

Le département possède quelques gisements miniers. On y a découvert, paraît-il, du minerai de fer, du cuivre, de l'argent, du plomb, de la lignite et du charbon de terre. Il serait extrêmement utile de connaître leur importance; la distance à laquelle ils se trouvent des Rios et leurs conditions d'exploitation. Nous manquons absolument de renseignements à cet égard.

Nous sommes mieux informés sur quelques autres points. D'après les documents statistiques que nous avons sous les yeux, on avait déclaré, dans le département de Soriano, en 1886, une valeur totale de 12,463,065 piastres de propriétés diverses. 13,512 cuadras carrées y étaient livrées à la culture, dont

3,588 plantées de céréales. On comptait, dans les différents districts départementaux, 410 *suertes* d'estancias, servant à l'entretien de 321,707 bœufs et vaches, 2,299,303 moutons, 30,660 chevaux, 577 mules, 331 chèvres et 138 porcs.

On expédia vers la capitale, en 1887, 8,019 têtes de gros bétail, 10,285 moutons, 736 juments et 128 mules.

Le département est représenté, dans les tableaux généraux du commerce national, par les valeurs suivantes :

A l'importation . . .	79,074	piastres.
A l'exportation. . . .	239,286	—
Total. . .	318,360	piastres.

Les recettes douanières locales s'élèvent à 34,972 piastres, durant la même période.

1,434 enfants fréquentaient, en 1887, les écoles publiques et privées, au nombre de 23, dont 18 étaient dépendantes de l'État.

IX

Les départements du centre.

Le Durazno. — Sa configuration générale. — Population. — Don Fructuoso Rivera. — Épisode de guerre. — Richesse pastorale. — Villa de Durazno. — El Carmen, Farruca et Polanca. — Propriétés foncières. — Le territoire de Florès. — Ses habitants. — Leur industrie. — Enseignement public. — Le département de Florida. — Sa superficie et son aspect. — Densité de population. — Son chef-lieu et ses villages. — Agriculture et industrie pastorale. — Valeur des propriétés. — Écoles publiques. — Minas et ses diverses sections. — Informations concernant le département de Tacuarembo.

Nous commencerons notre revue de ces départements, au nombre de cinq, Durazno, Florès, Florida, Minas et Tacuarembo, par le premier, qui est le plus central du groupe.

Il est borné au nord et à l'ouest par le Rio Négro; à l'est par l'arroyo de Cordobès et la Cuchilla Grande; au sud, par le Rio Yi et l'arroyo Batovi.

Il occupe, comme étendue, le troisième rang parmi les provinces uruguayennes et mesure 14,315 kilomètres carrés.

Une chaîne de collines, la Cuchilla Grande, le divise en deux sections, formant deux bassins parfaitement distincts, dont l'un dépend du Rio Négro et l'autre du Rio Yi.

Les arroyos Chileno, Carpinteria, Chica et autres se rattachent au premier bassin et vont se jeter dans le Rio Négro; les arroyos Malbajar, Cuadra, Tejera et Villasboas au second.

Cette disposition des rivières indique parfaitement la configuration des terrains dans le département de Durazno. Il y existe une zone médiane, assez élevée, ayant ses versants au nord et au sud. Ceux-ci ne s'abaissent pas cependant d'une manière uniforme, mais par courbes successives, enserrant des vallées, formant des plateaux et de grandes plaines à pâturages. Dans le Durazno, comme dans presque toutes les autres sections du pays, la végétation arborescente ne se montre, avec quelque puissance, que sur les bords des arroyos.

Le sol, quoique fertile, y est peu cultivé, relativement à son étendue, la population faisant encore défaut.

Elle ne se compose, en effet, que de 22,403 individus, c'est-à-dire de 1.56 par kilomètre carré.

Cette section du pays a beaucoup souffert, en 1825, durant la guerre avec le Brésil. L'un des chefs impérialistes, don Fructuoso Rivera, y avait établi un camp retranché, qu'il occupait lors du débarquement des 33 patriotes, commandés par Lavalleja, Oribe et Aleman, qui s'étaient donné pour mission de révolutionner la Province Cisplatine. Le stratagème employé par ces derniers, pour le vaincre sans coup férir et s'emparer de sa personne, mérite d'être rapporté.

Rivera, à la nouvelle de l'approche de l'ennemi,

dont le nombre s'accroissait rapidement, avait fait un mouvement en avant et était allé jusqu'à l'arroyo Grande, afin d'y concentrer ses forces. Il avait envoyé des ordres, dans ce but, au major Isas Calderon, au colonel Borda et à d'autres officiers, commandants de détachements disséminés dans les campagnes.

Lavalleja, dans l'intervalle, quittait Soriano et se dirigeait vers San-José. Le messager de Rivera, qui s'en retournait après avoir accompli la mission dont il avait été chargé, tomba entre ses mains. Ayant été informé par ce dernier, qui avait autrefois servi sous ses ordres, des plans du général impérialiste, le chef uruguayen se décida à prendre la route que devait suivre le major Isas Calderon et ses hommes, devançant ceux-ci, dans l'espoir d'attaquer son adversaire à l'improviste et par surprise. Il se mit aussitôt en marche et, aux approches des positions de Rivera, fit avancer le messager qui rencontra un poste d'observation, commandé par don Leonardo Olivera, et lui annonça l'arrivée des troupes du major Isas Calderon. L'officier manda un courrier à son général, l'informant de ce qui se passait. A peine le courrier était-il parti, qu'il se trouvait prisonnier, lui et ses compagnons.

Rivera tranquillisé par la nouvelle qu'il avait reçue, et croyant aller à la rencontre du contingent attendu, monta à cheval, sans escorte, pour aller le reconnaître et conférer avec ses chefs. Il fut également arrêté, désarmé et mis sous bonne garde.

Le département de Durazno a repris, depuis longtemps, l'aspect paisible d'une région essentiellement

pastorale. On y élève un nombreux bétail, parmi lequel on mentionnait, en 1886, 576,714 animaux de race bovine, 2,483,130 moutons, 32,802 chevaux et 2,333 mules. Depuis 1876, le nombre des bœufs et des vaches s'y est accru de 214,620 têtes; celui des moutons, de 1,765,364 têtes; celui des chevaux était plus considérable, en 1880, qu'à l'époque actuelle: on en comptait alors 45,829. Quant aux mules, au contraire, elles sont beaucoup plus nombreuses qu'en 1876 et en 1880.

Durazno, chef-lieu du département, est situé à 80 lieues de Montévideo et à 20 cuadras environ du Rio Yi, sur sa rive gauche. Cette ville fut fondée, en 1821, par don Pedro Delgado Melilla, agissant d'après les ordres du général Rivera. Elle est importante à cause de la position centrale qu'elle occupe dans la République et, de plus, comme marché commercial, étant l'une des principales stations du chemin de fer « Central-Uruguay ». Ses maisons sont bien bâties, et beaucoup d'entre elles sont entourées d'arbres fruitiers et de jardins. On y remarque un beau pont sur le Yi, d'une grande longueur, construit par la compagnie du chemin de fer, une église, deux places publiques, des hôtels, une imprimerie, un bureau télégraphique, etc.

Les autres localités départementales qu'il nous reste à citer, après Durazno, n'ont encore qu'une faible population. Sarandi, la plus florissante, s'est formée non loin du confluent de l'arroyo Malbajar avec le Rio Yi, près de la frontière du département de Florida. Son promoteur fut don Elias Régulès et sa création ne date que de l'année 1875. Il s'opère,

dans ce village, un certain trafic avec les campagnes voisines.

El Carmen, autre village plus récent, est au milieu des terres dans la partie méridionale du département. On y a élevé une chapelle, un bâtiment d'école, une auberge et quelques maisons. C'est le siège d'une justice de paix.

Farruca est une station de diligences autour de laquelle se sont agglomérées quelques habitations. Une chapelle y est consacrée au culte.

Polanco n'est encore qu'un hameau, mais qui paraît devoir prendre de l'extension. Il est bien placé sur la rive droite du Rio Négro.

Quelques centres agricoles ont été établis dans les districts de Durazno et de Sarandi. On y cultive de l'orge, du froment, des légumes et des plantes fourragères.

D'après les déclarations reçues pour le payement de la contribution directe, en 1886, les biens existant alors dans le département représentaient une valeur de 10,906,087 piastres. Ils étaient répartis entre 2,610 contribuables, dont 1,761 Uruguayens.

Le sous-sol, dans le Durazno, rappelle par sa composition celui des districts de San-José. On y trouve, en plus, du talc, des marbres et du soufre.

En parlant de San-José, notre attention se reporte, naturellement, sur un département limitrophe du Durazno, celui de Florès, que nous avons encore à faire connaître et qui se compose d'un territoire détaché de celui de San-José, en vertu d'une loi promulguée le 30 décembre 1885.

Le département de Florès est peu étendu, proportionnellement aux autres, et ne mesure que 4,519 kilomètres carrés.

Il a pour frontières, au nord, les Rios Négro et Yi; au sud, l'arroyo San-Grégorio depuis sa source jusqu'à son embouchure, plus une ligne droite, conventionnelle, partant de ce dernier point et prolongée jusqu'aux rives de l'arroyo Grande: à l'est, l'arroyo Maciel jusqu'à son confluent avec le Yi; à l'ouest, l'arroyo Grande jusqu'à sa jonction avec le Rio Négro.

Ce département nouveau, dans ses limites ainsi tracées, touche à ceux de Soriano, du Rio-Négro, de Durazno, de Florida et de San-José.

Son sol ne présente pas de grandes élévations, car on ne peut pas même considérer comme telles l'altitude des cerros d'Ojosmin et de Navarro ou des cuchillas de Marincho, Porongos et Bolas qui lui appartiennent. L'activité minière y trouve des ressources dont on a su profiter; le département est connu pour ses belles carrières de granit azuré, ses ardoises, ses mines de fer, de cuivre, de graphite et ses dépôts de pierres à chaux, dont les produits sont exportés en grandes quantités à Montévideo.

Moins grande que les provinces voisines, celle de Florès les dépasse, proportionnellement, en population. Elle contient 15,295 habitants, soit 3.38 par kilomètre carré.

Son chef-lieu, Trinidad, érigé en 1803 sur la rive droite de l'arroyo Porongos, fut doté d'une chapelle, en 1805, par don Francisco Jordan. La ville, qui a aujourd'hui 4,000 habitants, possède quelques bons

édifices, de fortes maisons de commerce, des hôtels, des imprimeries, des écoles et se trouve en communication télégraphique avec la capitale. On a créé, dans ses environs, quelques fermes ou *chacras*, où l'on fait d'abondantes récoltes de froment et de maïs. Un moulin à vapeur y est en construction.

De fréquents envois de bestiaux se font chaque année des divers districts de Florès vers Montévideo. Les expéditions montèrent, en 1887, à 18,100 animaux de race bovine, 24,632 moutons, 275 juments et 10 mules. La production des laines atteint 100,000 arrobes par an, et si l'on joint à ce total, d'une valeur de 350,000 piastres, ceux des autres rentrées dues à l'industrie pastorale, on constate que celle-ci rapporte au département, à l'exportation, un demi-million de piastres chaque année.

L'enseignement est très suivi à Trinidad, où près de 90 p. c. des enfants en état de recevoir l'instruction fréquentent les écoles. Il n'en est pas de même dans les campagnes, où il laisse encore beaucoup à désirer. L'*Annuaire officiel de statistique* ne mentionne, en effet, pour tout le département, que 8 écoles publiques et 7 écoles particulières, ayant 683 élèves. C'est un chiffre assez bas, relativement à l'ensemble de la population. Ce fait résulte de ce que celle-ci, à cause de ses occupations ordinaires — l'élevage du bétail — est très disséminée. Une circonstance, insignifiante en apparence, mais qui résume la situation, en fournit la preuve : on a distribué, en 1887, dans le département, 45 patentes de vendeurs ambulants.

En quittant le territoire de Florès, nous rencontrons à l'orient, en dessous du département de Durazno, celui de Florida.

Il occupe une aire de 12,107 kilomètres carrés, c'est-à-dire à peu près trois fois plus considérable que celle qui a été attribuée à Florès.

Il est limité de la manière suivante : au nord, par le Rio Yi et l'arroyo Batovi; à l'est, par la Cuchilla Grande et l'arroyo Casupa; au sud, par le Rio Santa-Lucia; à l'ouest, par les arroyos Macial et de la Virgen, par la Cuchilla del Pintado et l'arroyo Sauce de Villanueva.

Les terrains appartenant à ce département sont assez élevés, du nord au sud-est, jusqu'aux deux tiers de sa longueur. Tous les arroyos qui les parcourent, suivant une pente naturelle, se dirigent de l'est au nord-ouest, et sont tributaires du Rio Yi. Dans le dernier tiers, les cours descendent au contraire du nord au sud et se déversent dans le Rio Santa-Lucia.

Leurs rives, en général assez boisées, bordent des campagnes fertiles, dont quelques-unes sont cultivées. Elles le seraient encore davantage si les colons vaudois qui s'y étaient établis d'abord n'en avaient été chassés par des persécutions religieuses dont une civilisation plus avancée a fait justice.

Le département de Florida avait 27,173 habitants en 1887, soit 2.24 habitants par kilomètre carré.

Il en existait 3,000 à Villa de Florida, son chef-lieu, situé entre le Rio Santa-Lucia-Chico et l'arroyo del Pintado, à 36 lieues de Montévideo. Ce fut en cet endroit que la première assemblée représentative

uruguayenne — ainsi que nous l'avons dit précédemment — proclama l'indépendance du pays, le 25 août 1825. Un monument a été édifié sur la place publique de Florida en souvenir de cet acte important.

La cité, fondée en 1800 sur les bords du Pintado, et érigée en paroisse en 1805, fut transférée en 1809 dans la localité qu'elle occupe actuellement. Une station du chemin de fer Central-Uruguay se trouve à peu de distance de là et facilite le développement du commerce urbain. Une ligne télégraphique relie Florida à la capitale. Quelques chacras fournissent le marché local de légumes et de fruits. Un moulin hydraulique a été installé dans les environs.

En dehors de son chef-lieu, il ne s'est formé dans le département que des villages, dont quelques-uns portent des noms commémoratifs, 25 de Agosto, 25 de Mayo, la Cruz, Sarandi Grande.

25 de Agosto date de l'année 1873, et eut pour promoteur don Ramon Alvarez, qui en établit les premières maisons sur la rive droite du Santa-Lucia, entre ce rio et celui de la Virgen. Les trains du chemin de fer Central-Uruguay y passent journellement. On y observe quelques édifices bien construits, une église, une place publique entourée de colonnes, et des jardins en plein rapport.

25 de Mayo, qui remonte à la même époque, occupe l'île Mala, sise dans le Rio Santa-Lucia, où se trouvent des carrières de pierres à chaux exploitées par les habitants du village.

Sarandi et la Cruz ne sont encore que des hameaux. Tous deux, de création récente, ont leur station de

chemin de fer sur la route de Montévideo à Durazno.

On avait livré à la culture des céréales, en 1886, sur le territoire de Florida, 2,339 cuadras de terres. Il existait, d'autre part, 475 *suertes* d'estancias consacrés à l'élevage. On y entretenait des troupeaux ainsi désignés: 175,881 animaux de race bovine, 1,768,037 moutons, 14,334 chevaux, 168 mules, 50 chèvres et 185 porcs.

Le capital déclaré, en 1887, pour la fixation de la contribution directe, atteignait la somme de 10,262,222 piastres. Les rentes municipales furent évaluées à 12,864 piastres; le produit des patentes à 15,658 piastres.

Le département possédait 14 écoles publiques et 7 écoles particulières, fréquentées par 1,087 élèves. Un institut d'agriculture pratique a été récemment créé par l'administration locale.

Il nous reste encore, pour compléter notre revue du territoire uruguayen, à étudier deux départements, intéressants à plus d'un titre, ceux de Minas et Tacuarembo.

Le département de Minas, dont la superficie est de 12,498 kilomètres carrés, a pour limites : au nord, l'arroyo Coralès, puis une ligne droite tracée de cet arroyo jusqu'à l'Olimar-Chico et, enfin, ce rio jusqu'à la chaîne de Cuchilla-Grande, qui le sépare du département de Treinta y Tres; à l'est, le Rio Cebollati et l'arroyo Aigua, qui forment sa frontière du côté de Rocha et de Maldonado; au sud, la sierra de Carapé et l'arroyo de Las Conchitas; à l'ouest, l'arroyo Casupa et la Cuchilla-Grande, déjà citée.

Sa surface est composée d'une succession de mornes, plus ou moins élevés, généralement mamelonnés, entre lesquels s'étendent des plaines verdoyantes. Elle est particulièrement montagneuse dans les districts septentrionaux se rattachant au bassin du Cebollati, qui y reçoit de nombreux arroyos, entre autres la Barriga-Negra, le Piranga, le Tapès, la Retamosa, le Gutierrès, etc., etc.

Le département, comme l'indique son nom, est l'un des plus importants de la République par les richesses de son sous-sol. On y a signalé des dépôts d'or, d'argent, de cuivre, de plomb, d'étain, de charbon de terre, de fer magnétique, des roches fournissant d'excellentes pierres et du porphyre.

On y rencontre, de plus, du cristal de roche, du talc, de la magnésite, du plâtre, du soufre, de l'amiante, des ardoises, etc. La moitié du territoire est couverte de collines calcaires de diverses formations, d'où l'on extrait de beaux marbres jaspés.

La population départementale était estimée, en 1887, à 22,535 habitants, soit à 1.80 par kilomètre carré. 5,000 d'entre eux résidaient au chef-lieu, Minas, jolie ville, entourée de collines assez hautes et rocailleuses, qui prit origine en 1783, grâce à la réunion, par les soins de Raphaël Perez del Puerto, d'une quarantaine de familles espagnoles. Elle est située entre les arroyos de San-Francisco, de la Plata et de Campanero. Les rues y sont droites, assez larges et bordées de maisons bien construites. Au centre d'une place publique, régulièrement tracée, se dresse une statue de la liberté.

Minas est à 25 lieues de Montévideo, à 10 lieues de San-Carlos et à 21 lieues de Florida. La ville est en communication télégraphique avec la capitale, Cerro-Largo, Treinta y Tres et autres stations.

Solis-Grande, à 8 lieues de Minas, est un village déjà important, étant situé au point d'intersection de deux routes assez fréquentées, dont l'une conduit à Maldonado et l'autre à San-Carlos. Une école publique y a été récemment organisée.

Nico-Perez, autre village du même département, ne compte que peu d'années d'existence. Il s'élève sur un versant de la Cuchilla-Grande, près de la frontière de Florida.

Il n'existe encore, sur le territoire de Minas, qu'une seule colonie agricole, celle d'Igualdad, créée en 1875 par don Pablo Diaz. Les terrains qui lui furent réservés se trouvent au nord-ouest du chef-lieu, non loin des sources de l'arroyo Gaetan y Leaguazo. Nous n'avons pas d'informations précises concernant cet établissement et sa population actuelle.

On avait livré à la culture, en 1886, dans les divers districts départementaux, 4,250 cuadras de terres, dont 3,977 étaient réservées à la production des céréales. La plus grande partie de la superficie agraire, soit 464 *suertes,* était occupée par les *estancieros* ou éleveurs, qui possédaient 291,646 animaux de race bovine, 982,923 moutons, 23,677 chevaux, 123 mules, 120 chevaux, 747 porcs. La totalité des biens déclarés pour le payement de la contribution directe était portée à 8,097,261 piastres.

L'enseignement, en 1887, était donné dans 11 écoles

publiques et 6 écoles particulières, dont les premières avaient 577 élèves (359 garçons et 218 filles), et les secondes, 201 élèves.

Le département de Tacuarembo est limitrophe des provinces de Durazno et de Cerro-Largo. Il est borné au nord par l'arroyo Laureles jusqu'à son embouchure dans le Tacuarembo-Grande, puis par la route de San-Fructuoso à la passe de Mazangano; à l'est et au sud, par le Rio Négro; à l'ouest, par l'arroyo Salsipuedes et la Cuchilla de Haedo. Son aire surpasse en étendue celle de chacun des autres départements de la République : il mesure 21,022 kilomètres carrés, peuplés à raison de 1.06 habitant par kilomètre carré, soit pour l'ensemble de ses districts, 22,363 habitants.

Le sol, par sa structure géologique, appartient en grande partie à la période éocène. Dans les sections orientales du département, les roches basaltiques et porphyro-pyronériques sont très fréquentes. En certains endroits, on a découvert du marbre blanc saccharoïde d'une grande pureté. Cette zone, de l'est à l'ouest, est traversée par plusieurs cuchillas, dont les plus notables sont celles de Caraguatay et de Salsipuedès. Quelques *cerros,* ou monts, s'y rattachent, et entre autres le Vichadero, le Chato, le Pedernal, le Belen, tous de médiocres dimensions. Dans le sud, le long des cours d'eau, s'élèvent des bois épais.

Le Tacuarembo ne possède pas encore de colonies agricoles et l'attention de ses habitants se dirige tout entière sur l'élevage du bétail et les entreprises minières. C'est à peine si 1,129 cuadras de terres y

avaient été mises en culture en 1886, tandis qu'on y comptait 721 *suertes d'estancias,* contenant 677,678 animaux de race bovine, 1,040,153 de race ovine, 47,220 chevaux, 687 mules, 215 chèvres et 793 porcs.

Le plus grand nombre des estancias appartient à des Brésiliens. Sur 2,414 contribuables, en 1886, 1,072 étaient de cette nationalité. Les mutations de biens-fonds sont peu fréquentes. En effet, sur une somme totale de 12,191,994 piastres qu'ils représentaient en valeur en l'année précitée, il ne se fit que pour 204,959 piastres de ventes. Sur un capital plus fort, en 1887, il ne fut emprunté que pour 123,985 piastres, avec hypothèque.

Le département possède 14 écoles publiques, ayant 652 élèves (388 garçons et 254 filles) et 6 écoles particulières fréquentées par 206 enfants.

Parmi les centres de population du Tacuarembo, nous citerons San-Fructuoso, San-Grégorio et Santa-Isabel.

San Fructuoso, le chef-lieu local, s'est formé en 1831, sur des terrains placés entre les arroyos Tacuarembo-Chico et Tranquera, longeant la route allant à Santa-Ana de Livramento, ville brésilienne. Il est à 95 lieues de Montévideo et présente l'aspect de la plupart des villes de province en Uruguay, avec rues droites, maisons sans étages et avec cour intérieure, place publique spacieuse, casino, plantations d'arbres fruitiers et jardins.

San-Grégorio, fondé par le général don Grégorio Suarez, s'élève sur la rive droite du Rio Négro. Quatre arroyos, le Chileno, le Malo et la Carpinteria arrosent

ses environs. C'est un marché commercial assez fréquenté.

Santa-Isabel n'est qu'un village de peu d'extension, situé comme le précédent sur les bords du Rio Négro, près d'un endroit nommé « Paso de los Torros ». La compagnie du chemin de fer Central-Uruguay y a établi une station qui acquerra de l'importance, étant au point de jonction d'une voie ferrée partant de Paysandu et qui doit se relier, dans cette localité, au Central-Uruguay.

X

Agriculture.

Observation générale. — Les installations agricoles. — La production actuelle. — Améliorations proposées. — Les terres en culture. — La région du froment. — Viticulture. — Le tabac. — Les machines agricoles. — Les rizières. — Taxes et redevances. — La loi de colonisation. — L'association rurale. — Le code rural.

En Uruguay, comme dans la République Argentine, l'industrie pastorale fixa d'abord, presque exclusivement, l'attention des premiers colons. Le pays s'y prêtait admirablement. Ses habitants voyaient s'étendre devant eux d'excellents pâturages qu'ils pouvaient utiliser presque sans frais en y parquant leurs bestiaux. L'industrie agricole eût réclamé beaucoup de main-d'œuvre, et celle-ci était hors de prix. On ne travaillait donc la terre que dans des proportions très restreintes et sans satisfaire à une faible consommation.

Les procédés employés à la culture, à cette époque, étaient des plus rudimentaires, et c'est à l'aide de charrues en bois qu'on traça les premiers sillons sur le sol uruguayen.

Si cette situation s'est modifiée depuis lors, on le doit en grande partie à l'influence étrangère, aux immigrants venus d'outre-mer. Ce sont eux qui, s'éta-

blissant d'abord dans les départements de Montévideo et de Canelones, y transformèrent l'aspect des campagnes.

C'est grâce à leurs efforts que l'on vit, plus tard, se former des exploitations agricoles dans les déparments de Colonia, de San-José, de Soriano, de Paysandu et de Florida.

La population agricole actuelle — indépendamment d'autres éléments dont nous parlerons ci-après — comprend des immigrants originaires des Iles Canaries, des Basques, des Suisses, des Vaudois [1] et des Italiens.

Le Canariote se contente d'une installation des plus médiocres. Un *rancho,* ou chaumière, construit en argile, avec toit de paille, contenant une ou deux chambres, constitue son habitation. Dans une dépendance, édifiée au moyen des mêmes matériaux, se trouve la cuisine, avec foyer au centre. Autour du *rancho* s'élèvent quelques arbres. Le matériel d'exploitation comprend une charrue à soc d'acier, des herses de fer ou de bois, un ou plusieurs jougs de bœuf, un ou deux chevaux; plus un chariot, servant au transport des récoltes vers les centres urbains et prenant, au retour, un chargement d'articles variés pour compte des détaillants de campagne.

Le Canariote cherche à cultiver le plus grand espace possible, et prépare, en conséquence, très imparfaitement son terrain. Il s'attache surtout à la production du maïs et du blé, qu'il sème alternative-

(1) Descendants des anciens religionnaires de ce nom, réfugiés au Piémont.

ment. Quant au surplus, il n'entretient qu'un petit jardin, peu productif.

Le Basque, d'origine française ou espagnole, se voue plus spécialement à la culture des plantes fourragères, et particulièrement de la luzerne. Il s'applique aussi, mais plus subsidiairement, à fournir les marchés de céréales et d'autres produits.

Les immigrants basques s'établissent de préférence dans les départements de Montévideo, de Canelones et dans quelques autres districts du littoral.

Ils sont très laborieux, occupent des *chacras*, ou fermes isolées, et ne se groupent pas en colonies.

Les Suisses et les Vaudois se distinguent par leur esprit d'économie, leurs habitudes d'ordre et de travail. Leurs maisons sont mieux construites et plus confortables. Presque toutes sont entourées d'un jardin et protégées, à quelque distance, par un petit bois d'acacias, d'eucalyptus et d'autres arbres. Ces colons possèdent tous des vaches laitières et fournissent les marchés de beurre et de fromage. Ils sèment leurs champs de maïs, de froment, d'orge, de millet, etc.

Il est assez difficile d'apprécier exactement, à défaut d'un recensement récent et de toute bonne organisation cadastrale, quels ont été les progrès de l'agriculture, en Uruguay, durant les dernières années. Un fait capital suffit à démontrer, toutefois, qu'elle n'est pas en décadence : on n'expédie plus, dans la République orientale, ni farine, ni froment depuis l'année 1877. La production locale a donc suffi aux demandes, même en présence d'un accroissement de population et, par conséquent, de consommation intérieure.

D'autre part, toutefois, les exportations de farine et de froment sont restées à peu près stationnaires. Évaluées à 8,500,000 kilogrammes en 1877 et 1878, elles ne furent que de 6,174,926 en 1885, de 11,942,468 en 1886 et de 8,671,301 en 1887.

L'amélioration n'est pas plus sensible en ce qui concerne les exportations d'autres produits agricoles.

Le total des valeurs qu'elles représentent s'éleva, en 1878, à 769,728 piastres; en 1885, à 653,797; en 1886, à 916,041; en 1887, à 712,374.

On doit conclure de ce qui précède, que l'agriculture locale satisfait aux besoins du pays, sans avoir pu se créer, jusqu'à présent, des débouchés nouveaux parmi les marchés étrangers.

Cet état de choses n'est pas trop brillant, surtout si on le rapproche des succès obtenus dans les centres agraires argentins et particulièrement dans la province de Santa-Fé. En 1882, on en exportait pour 3,992,804 piastres fortes de produits agricoles; en 1884, les exportations provinciales atteignaient un total de 9,184,432 piastres fortes. Il n'y fallut donc que deux années pour doubler la valeur des expéditions, prélèvement fait des quantités nécessaires à la consommation intérieure.

Le développement de l'agriculture, en Uruguay, dépend de l'accroissement de l'immigration. Il sera d'autant plus actif que celle-ci sera nombreuse et forte. Pour encourager efficacement les travailleurs, il faudrait abaisser, autant que possible, le prix des transports par chemin de fer; ouvrir les voies navi-

gables encore obstruées; construire des railways inter-coloniaux, ainsi que dans la province de Santa-Fé; opérer la diffusion du crédit agricole par l'établissement de banques régionales et vulgariser la connaissance — encore peu répandue dans la contrée — des bonnes pratiques agricoles.

Sur les 186,920 kilomètres qui constituent l'ensemble du territoire uruguayen, 180,000 hectares, approximativement, sont actuellement mis en culture, dont 105,000 consacrés au lin ou aux céréales. Les propriétés rurales, dans les districts les plus peuplés, sont généralement divisées en *chacras* de 20 à 30 hectares, prises en location par des familles de laboureurs, à raison d'une redevance annuelle de 3 ou 4 piastres par hectare. Quelques propriétaires, disposant de 1,000 à 2,000 hectares, font cultiver leurs terres par des ouvriers et pour leur propre compte. Le froment donne, en moyenne, 10 fanègues pour une; le maïs jusqu'à 50 fanègues dans de bonnes localités.

On cite, comme particulièrement convenables aux opérations agricoles, les terrains arrosés par le Rio San-Francisco et autres cours d'eau, dans le département de Paysandu; ceux qui bordent les arroyos Arenal ou qui se trouvent aux environs de Salvador, du Rincon de Ginés, de Cololo et des rives du Rio Négro jusqu'à Soriano, dans le département de ce nom; la zone comprise entre Rosario, les deux rives de l'arroyo Abajo, le San-Juan, dans le département de Colonia; les environs du village de Pando, dans la direction du sud; les vallées del Aigua, de la Maris-

cala, del Alférez, d'India-Muerta et de Cebollati, dans les départements de Minas et de Maldonado; les campagnes de Los Conventos, Rincon de Ramirez, Valle de Acegua, dans le Cerro-Largo; le district de San-Fructuoso et les *llanos* situés à l'est-nord-est de la passe de Garim, dans le département de Tacuarembo.

La vigne réussit admirablement dans les districts montagneux, là où l'on rencontre des roches volcaniques ou métamorphiques, telles que dans les départements de Maldonado, de Minas, de Cerro-Largo, de Salto, d'Artigas et de Rivera. Elle a été cultivée avec succès dans les environs de Montévideo, où l'on a obtenu d'assez bon vin, se rapprochant du Bourgogne. Les Uruguayens espèrent non seulement arriver à suppléer le marché local, mais même à exporter leurs vins. 426 cuadras de terres ont été réservées, dans le département de Salto, aux vignobles. La valeur des terres s'en est accrue dans les sections convenables à la viticulture, lesdites terres étant estimées aujourd'hui à 150 francs la cuadra de 100 vares carrées.

Le tabac fournit un bon rendement et son exploitation, faite avec soin, serait avantageuse. On pourrait planter des oliviers sur les versants montagneux des parties centrales du territoire de Minas.

Les machines servant aux travaux agricoles sont importées d'Angleterre ou des États-Unis. Les charrues à soc d'acier utilisées dans le pays sont toutes de provenance nord-américaine.

Les plantations de riz sont soumises à des ordonnances spéciales. Toute personne qui désire en éta-

blir a l'obligation de solliciter une permission à cet effet. Celle-ci ne peut être accordée qu'après une enquête, faite par des experts, avec le concours des riverains, sur la situation des terrains, qui doivent être à deux kilomètres, au moins, de tout village. On s'assure du bon écoulement des eaux, et l'autorisation fiscale de commencer les semis — donnée par la municipalité locale — n'est expédiée que lorsque deux médecins, dûment consultés, ont déclaré que les travaux projetés n'offrent aucun danger pour la santé publique.

L'exportation des produits agricoles n'est soumise à aucun droit de douane. Quelques impôts pèsent cependant sur l'agriculture, et il y aurait avantage à les alléger.

On paye, par exemple, 8 p. c. *ad valorem* sur les machines et instruments importés, les semences de fleurs, de légumes et de luzerne. On perçoit, de plus, 5 1/2 par mille sur les chacras cultivées; les exploitations rurales, les prairies artificielles, les champs semés de céréales, de plantes oléagineuses ou tinctoriales, de coton, de cannes à sucre, de lin, de chanvre, de ramie, etc.

En 1880, les Chambres votèrent une loi, dite de colonisation, autorisant le pouvoir exécutif à favoriser la création de centres agricoles. Ces centres devaient être installés à proximité des cours d'eau navigables, des lignes de chemins de fer, des villes, des routes nationales les plus fréquentées, sur de bonnes terres de labour, reconnues comme telles, appartenant au fisc ou expropriées pour cause d'utilité publique.

Cette dernière hypothèse, appliquée à une contrée aussi vaste et aussi peu peuplée que l'Uruguay, paraît, à première vue, assez singulière ; c'est que là, comme dans la République Argentine, on a commis la faute d'aliéner, par grandes zones, les terres nationales, de sorte qu'il n'en reste guère qui ne soient nominalement occupées. Il fallait donc prévoir le cas d'expropriations forcées, seul remède aux erreurs d'autrefois.

Revenons à la loi de colonisation. Elle prescrivait de partager les terres susdites en fermes ou *chacras* destinées à être cédées aux colons, après un certain laps de temps et à certaines conditions, en pleine et entière propriété.

On ouvrait un crédit de 200,000 piastres au pouvoir exécutif, pour donner suite aux décisions ainsi votées. On trouvera, parmi les documents annexés au présent volume, sous le numéro 4, une traduction française du texte espagnol de la loi de colonisation.

Le président de la République, l'année suivante, réglementa, en vue de leur application, les dispositions législatives précédemment analysées. Nous publions ce règlement aux annexes, sous le numéro 5.

Toutes ces mesures, excellentes en elles-mêmes, n'ont été que très imparfaitement appliquées et n'ont pas produit, jusqu'à ce jour, les effets qu'on en attendait.

Une société particulière, la *Associacion rural del Uruguay*, s'est formée en 1871, afin de défendre les

droits et les intérêts ruraux. Elle publie, comme moyen de propagande, une revue quinquennale, consacrée à répandre les connaissances utiles aux cultivateurs. Les rapports de ceux-ci entre eux sont réglés par le Code rural, qui parut en 1875, ayant pour auteurs MM. Joaquin Requena et Domingo Ordonana. On en revisa certaines parties en 1878.

XI

Industrie pastorale.

Ses avantages en Uruguay. — Origine des troupeaux. — Croisements opérés. — Une estancia uruguayenne. — Importance des établissements d'élevage. — Un saladero à Montévideo. — L'expédition des produits.

Si plus d'une contrée offre des ressources à l'agriculture, il en est peu qui soient comparables à l'Uruguay pour l'élevage du bétail. Ses riches pâturages peuvent nourrir des millions d'animaux, qui y trouvent tous les éléments nécessaires à leur complet développement et à leur rapide multiplication.

Les départements de Soriano, de Paysandu, de Durazno, ainsi qu'une partie du Tacuarembo, sont particulièrement cités pour leurs belles prairies naturelles; les *campos* de Salto, de Cerro-Largo et d'une partie du Maldonado sont un peu moins fertiles, à l'exception de quelques vallées exceptionnellement favorisées.

Les premiers animaux de race bovine introduits dans la République, y arrivèrent du Paraguay, où les frères Scipion et Vincente Goes avaient réussi à faire passer un taureau et quelques vaches, en 1555.

Plus tard, en 1580, on en fit venir d'Espagne et de la province de Charcas. Les chevaux en usage dans le

10

pays sont originaires de Buenos-Ayres, où ils s'étaient multipliés à la suite de l'expédition de l'*adelantado* don Pedro de Mendoza. Les brebis et les porcs sont aussi d'importation argentine. En 1832, on commença cependant à faire quelques efforts pour améliorer la race ovine par l'introduction du type mérinos et ses deux variétés, les *Negretti* et les *Rambouillet*. On essaya, en 1834, d'acclimater la chèvre d'angora.

Le perfectionnement des espèces indigènes au moyen de croisements avec des reproducteurs européens, occupe très sérieusement, de nos jours, les principaux *estancieros*. A l'égard du gros bétail, les *Durham*, les *Hereford*, les *Devon* sont importés en grand nombre, de même que les *Holstein* et les *Swin*. Les *Hereford* obtiennent la préférence, étant plus rustiques et plus faciles à nourrir en toute saison que les *Durham*, dont l'entretien réclame plus de soins en hiver. Quant aux *Holstein* et aux *Swin*, on les recherche parce que leur mélange avec la race créole produit de meilleures vaches laitières.

L'élevage des chevaux a fait également de grands progrès. Une quantité d'étalons, sortant des meilleures écuries d'Europe, ont été envoyés en Uruguay.

Ces arrivages donneront d'excellents résultats, le cheval créole, un peu petit, mais actif, sobre et résistant, possédant déjà des qualités très appréciables.

Les moutons indigènes formaient encore, il y a quelques années, deux groupes distincts, l'un et l'autre de provenance espagnole. Le premier, dit « créole », se composait d'animaux de petite taille et de peu de poids, n'ayant qu'une toison assez légère.

Leur valeur était médiocre et on les remplaça peu à peu par le second type, plus productif en laine et en viande. Cette variété, formée des descendants du mérinos d'Espagne, a été également modifiée de nos jours. Les animaux qui en font partie, tout en ayant la toison épaisse, ne fournissent que des laines fort courtes. Par des croisements entre eux et les Rambouillet, les Gilbert et les Negretti d'Allemagne, on est arrivé à produire un mouton plus grand, plus fort et portant une toison très supérieure, qui remplacera peu à peu les autres.

L'introduction de certaines espèces anglaises, et entre autres des Lincoln, des Leicester et des Southdown, a eu également son utilité. Par leur intermission avec les types indigènes, on a obtenu des bêtes de grande taille, donnant une laine excellente à travailler sous le peigne.

Les moutons sont sujets à la gale, très contagieuse parmi eux et qui enlève toute valeur à certains troupeaux. Une loi vient d'être adoptée en Uruguay, afin d'obliger chaque propriétaire à isoler et à guérir les animaux contaminés, mesure excellente et qui ne tardera pas à en diminuer le nombre. Les semences de deux plantes, la *cepa caballo* et l'*abrojos,* très répandues dans les *campos*, s'attachent à la toison des moutons et en diminuent le prix, étant très difficiles à enlever. Des coupes fréquentes, faites à l'aide de machines ou de la faucille, finissent par en débarrasser les champs.

Une *estancia* uruguayenne comprend généralement quelques bâtiments de construction très simple, sans

étages, entourés d'un massif de verdure. Ceux-ci sont réservés à l'*estanciero* et à sa famille. Ils sont situés au centre d'une propriété de plusieurs lieues d'étendue, formant une immense prairie naturelle, où paissent de nombreux troupeaux, à ciel ouvert et en toute saison.

Un directeur, et parfois un majordome ou sous-directeur, assistés d'un teneur de livres, surveillent l'établissement. Ils ont sous leurs ordres des bergers, ou *puesteros*, gardant les moutons, et des *péons*, chargés plus spécialement du gros bétail. Ceux-ci ont pour chef un ou plusieurs *capataz* — selon l'importance de l'exploitation — distribuant les travaux à exécuter. Quelques ouvriers sont occupés, en plus, à des ouvrages de jardinage, de menuiserie, etc.

Les bergers, généralement mariés, résident dans des cottages, construits en pierres ou en argile, près des champs de pâture. Autrefois, il en fallait un par troupeau, mais aujourd'hui que les *estancias* sont généralement clôturées et divisées en sections, ou *potreros*, un seul berger suffit à la garde de plusieurs troupeaux. Il est payé, habituellement, à raison de 15 piastres par mois; s'il emploie un ou plusieurs jeunes garçons, généralement ses fils, il reçoit 20 piastres mensuellement. Telle est la règle dans beaucoup d'estancias, où l'on compte en moyenne 6 bergers par 22,000 moutons.

Dans d'autres établissements d'élevage, on a adopté un système différent. Le berger y obtient un salaire fixe de 12 piastres par mois et on lui donne 1 *réal* pour chaque agneau marqué dans son troupeau, soit 25 cen-

times de gratification. Par contre, il subit une amende pour tout animal égaré ou dont il ne peut rendre compte.

Les vivres ne lui font pas défaut. Il est autorisé à prélever, pour sa nourriture, 8 moutons par mois, et il lui revient en plus, durant le même temps, 12 livres de farine de manioc, et 8 livres de thé du Paraguay.

Les bergers sont, pour la plupart, Uruguayens ou originaires des pays basques, d'Italie et d'Allemagne. Ils aident, à l'occasion, les *péons*, ou gardiens du gros bétail, en toutes les opérations qui exigent un certain nombre d'hommes.

Les *péons*, il y a quelques années, se recrutaient surtout parmi les indigènes. Excellents cavaliers, ils manœuvraient admirablement le *lasso* et les *bolas*. Courageux, hardis, ils étaient assez indisciplinés, prompts à joindre toute bande insurrectionnelle, et devaient être conduits d'une main ferme. La multiplicité des clôtures a permis de congédier un grand nombre de ces *péons*, et actuellement, dans les *estancias* bien ordonnées, on a fort peu recours au *lasso*. Le bétail est conduit dans d'étroits passages, où les opérations du marquage, la division des troupeaux, etc., se font sans difficultés.

Le personnel nécessaire à la bonne organisation d'une *estancia* varie, plus ou moins, selon la nature des terrains et les usages locaux. On compte ordinairement, pour 25,000 moutons et 4,000 bêtes à cornes, 8 bergers, 1 capataz, 6 *péons*, 1 cuisinier, soit 16 hommes; pour 30,000 moutons et 5,000 bêtes à cornes, 18 hommes. A certaines époques, le personnel étant

ainsi réduit, l'aide d'un certain nombre d'ouvriers temporaires est indispensable.

On permet souvent aux bergers d'avoir une couple de vaches laitières. Les *péons* reçoivent 1 1/2 mouton par tête, chaque semaine, et une certaine quantité de thé du Paraguay et de *caña*. La *caña* est une sorte de rhum blanc, à très bon marché, d'environ 19°. Des magasins, fournis d'articles d'un usage journalier, sont attachés parfois aux *estancias*.

Pour se faire une idée de l'importance des établissements d'élevage, en Uruguay, il suffit de jeter les yeux sur le tableau suivant :

	Races.		
CONTRÉES :	Bovine.	Ovine.	Chevaline.
États-Unis	35,000,000	48,000,000	7,500,000
Australie	7,500,000	75,000,000	934,654
République Argentine	18,000,000	80,000,000	5,200,000
Allemagne	16,000,000	25,000,000	3,500,000
France	11,000,000	25,935,000	2,800,000
Angleterre	10,280,000	26,000,000	1,847,000
Italie	5,000,000	9,000,000	1,300,000
Espagne	320,000	20,000,000	680,000
Chili	6,000,000	700,000	52,000
Brésil	950,000	»	»
Colombie	1,500,000	250,000	140,000
Venezuela	6,000,000	1,200,000	95,000
Mexique	1,200,000	»	»
Amérique centrale	1,200,000	»	»
Canada	2,500,000	4,000,000	2,600,000
Nouvelle-Zélande	500,000	17,000,000	»
Cap de Bonne-Espérance	»	10,000,000	»
Algérie	1,200,000	8,500,000	»
Russie	30,000,000	40,000,000	21,000,000
Autriche-Hongrie	1,400,000	15,000,000	3,500,000

CONTRÉES :	Races.		
	Bovine.	Ovine.	Chevaline.
Belgique	1,382,000	365,400	271,974
Hollande	1,330,000	900,000	250,000
Portugal	500,000	2,500,000	88,000
Suisse	980,000	450,000	105,000
Turquie	»	»	»
Grèce	70,000	1,800,000	100,000
Roumanie.	2,500,000	5,000,000	»
Serbie.	»	»	»
Danemark.	1,200,000	1,900,000	300,000
Suède et Norvège . . .	3,000,000	3,000,000	650,000
Uruguay	8,000,000	20,000,000	500,000

Ces renseignements démontrent que le nombre de bestiaux élevés en Uruguay, proportionnellement au nombre des habitants de la République, est réellement exceptionnel. Si l'on calcule d'autre part la quantité d'animaux existant dans chaque pays sur 1,000 kilomètres carrés, on trouve une fois encore l'Uruguay en tête des autres États.

Il n'est surpassé sous ce rapport que par la Belgique, la Saxe et l'Irlande, où la production a lieu dans des conditions différentes.

Nous présentons, parmi les annexes au présent volume, deux tableaux supplémentaires, dont l'un, sous le numéro VI, indique les existences de bestiaux dans les différents départements de la République en 1884, 1885 et 1886, tandis que l'autre, portant le numéro VII, contient des renseignements sur la consommation des viandes, à Montévideo, de 1874 à 1887.

Nous avons visité quelques établissements d'abatage,

à Montévideo, entre autre le *saladero Cibils*, qui comprend cinq grandes constructions et diverses dépendances. On y tue environ 700 bêtes à cornes par jour, durant la saison, qui commence en novembre. Les chairs et les os du bœuf dépecé y passent dans d'énormes chaudières, au nombre de dix, dont chacune peut contenir les restes de 75 animaux. Là s'opère l'ébullition, activée par une machine à vapeur. En quatre heures, l'opération est terminée. Les os sont extraits au moyen d'une ouverture pratiquée au fond de chaque chaudière, tandis que la graisse est amenée à la surface et passe dans des tuyaux conduisant à de grands réservoirs, où elle est recueillie puis mise en futailles. Celles-ci, expédiées d'Europe remplies de vin ou de sucre, sont vendues vides aux propriétaires de *saladeros*, au prix de 5 fr. 60 c. la futaille.

Au moment de notre visite, les os valaient 14 piastres la tonne; les cornes dépouillées, dont on fait de la cendre, 25 piastres la tonne. Les cuirs destinés à la salaison sont convoyés dans un quatrième hangar, vaste et bien aéré, et restent quinze jours dans le sel, empilés par tas de 1,000 à 1,500 peaux. Le sel employé, qui vient généralement de Cadix, vaut 1 fr. 20 c. la fanègue. Une fanègue de sel suffit à la préparation de trois peaux.

Toutes les viandes ne sont pas converties en suif. Celles dont on veut faire du *tasajo* sont envoyées aux autres séchoirs, situés en plein air, à proximité des établissements. On produit, durant la saison, au *saladero Cibils*, 1,500 balles de *tasajo* par jour, chacune de

80 kilogrammes. En hiver, lorsqu'on ne peut sécher la viande au soleil, on la met au sel, en attendant la bonne saison pour lui donner la dernière manipulation.

Les États de la Plata, c'est-à-dire la République Argentine et l'Uruguay, pourraient disposer, annuellement, d'un excédent de 946 millions de kilogrammes de viandes. Il suffirait, pour l'écoulement de cet excès de production, que la consommation, en Europe, augmentât de 3 kilogrammes par année et par habitant, en moyenne, ce qu'une légère baisse de prix déterminerait sans aucun doute. Pour le moment, les moyens d'exportation employés sont les suivants :

1° Expédition, par vapeur, d'animaux vivants;

2° Envoi des viandes, déposées dans des chambres frigorifiques;

3° Salaisons;

4° Application du système Appert : conserves;

5° Sous forme d'extraits, systèmes Liebig et consorts.

Examinons successivement ces différents modes d'exportation.

L'expédition, par vapeur, d'animaux vivants, présente des avantages considérables. Le débarquement, en Europe, de 4 à 5 millions de bêtes à cornes et de 8 à 10 millions de moutons, y améliorerait la situation des marchés. Elle se ferait graduellement et sans une baisse trop sensible des prix, car ce stock n'augmenterait que de 10 à 12 p. c. les quantités normales qui passent par les abattoirs européens.

Constatons de plus que l'activité de la demande a

fait hausser la valeur des viandes dans l'ancien continent, en dix ans, de 30 p. c. Les envois sous cette forme auraient de plus le mérite de ne changer en rien les habitudes de la consommation européenne.

Il reste à vérifier s'ils sont possibles.

L'Europe importe déjà des animaux vivants provenant des États-Unis. Voici dans quelles conditions s'opère ce commerce :

Prix d'un animal pesant 1,428 livres . .	70 dollars.
Transport à New-York.	5 —
Fret à payer, pour l'Europe	16 —
Assurance	3 —
Nourriture, soins donnés	4 —
Commission, dépenses diverses	3 —
Total. . .	101 dollars.

L'animal, étant abattu, fournit 800 livres de viande, poids net, estimées à 102 dollars, soit à 510 francs, ce qui laisse un bénéfice de 5 francs par tête de gros bétail à l'exportation.

Il s'agit, dans le cas cité, d'animaux de la race Durham-Angus et d'un voyage relativement court par rapport à la même expédition faite des États de la Plata.

Une circonstance plus grave encore complique l'affaire : la différence de poids entre les animaux des diverses provenances. Dans l'Uruguay, en 1884, le poids des bêtes à cornes abattues dans la capitale fut, en moyenne, de 160 kilogrammes seulement. Or, les dépenses à faire ainsi que les droits à payer sont les mêmes pour tous les animaux, abstraction faite de

leur poids. Il y aura donc impossibilité, dans la République orientale, d'exécuter les mêmes opérations que les Américains du Nord, tant qu'on n'aura pas amélioré considérablement, par des croisements intelligents ou un changement de régime, la race bovine indigène.

Les mêmes observations s'appliquent aux expéditions de moutons, qui pèsent, en moyenne, de 40 à 45 kilogrammes en Uruguay, tandis que les espèces européennes atteignent un poids de 68 à 72 kilogrammes.

Passons à l'étude du deuxième mode d'exportation, consistant à transporter des animaux déjà abattus, en déposant des viandes, durant la traversée, dans des chambres frigorifiques.

Le procédé Bell-Coleman a été adopté en Australie et dans la Nouvelle-Zélande; le système Haslam fut préféré par les directeurs de l'établissement de Campana dans la République Argentine. Les deux méthodes, d'ailleurs, sont basées sur le même principe : la conservation dans l'air froid, produit par une forte compression de l'air atmosphérique.

Il existe des compagnies qui, moyennant une prime de 3 p. c., assurent la bonne arrivée des chargements.

On a établi, à Londres et à Liverpool, des dépôts frigorifiques où la viande expédiée est reçue et conservée moyennant une redevance de 1 *farthing* par livre. Des dispositions semblables ont été prises aux halles, à Paris. Une entreprise ayant pour objet l'alimentation des marchés belges devrait avoir des

locaux spéciaux, à Anvers. Il faudrait, de plus, des wagons pour les transports à effectuer en chemin de fer, construits d'après les modèles en usage aux États-Unis.

La compagnie Drabble, de Campana, près de Buenos-Ayres, et la « River Plate fresh meat Company », de Colonia, en Uruguay, commencèrent par acheter ou louer des navires, et y plaçaient les machines nécessaires au succès de leurs propres expéditions. La compagnie maritime Lamport et Holt a organisé actuellement un service spécial, afin de satisfaire plus régulièrement aux demandes d'un commerce qui tend à s'accroître.

Les appareils nécessaires à la bonne installation d'une chambre frigorifique d'une capacité de 250 tonnes coûtent, en Angleterre, 1,500 livres sterling. On pourrait probablement les livrer à meilleur marché en Belgique. La congélation, à l'aide de ces appareils, s'opère en 24 heures, avec emploi de 5 tonnes de charbon de terre. Il en faudrait moins en faisant usage de l'ammoniaque.

On n'a expédié jusqu'à ce jour, par ce procédé, que des carcasses de moutons, vendues à Londres à raison de 3 1/2 pence la livre, contre 6 à 8 pence, prix de la viande anglaise.

Cette importation comprend, mensuellement, environ 2,400,000 carcasses de moutons, provenant des colonies anglaises et des États de la Plata.

Les expéditeurs, tous frais payés, gagnent en moyenne 6 pence par carcasse de mouton exportée.

Le troisième mode d'expédition, c'est à-dire la

salaison des viandes, ne convient guère à la consommation européenne, et son usage, en ce qui concerne les marchés de l'ancien continent, sera toujours assez limité.

Il en est de même des préparations en conserves, d'après le système Appert ou ses dérivés, à savoir, ceux de Fastier, Chevalier et Ligner.

Ils offrent cependant aux acheteurs des produits en parfait état et se prêtant à tous les assaisonnements.

Il faudrait, toutefois, qu'on pût les vendre à un taux ne s'élevant pas à plus de la moitié du prix des viandes fraîches, par exemple à 60 centimes, ou, au plus, à 90 centimes.

Quant aux expéditions d'extraits de viande, nous en avons déjà parlé en décrivant la manufacture de Fray-Bentos, le plus vaste des établissements consacrés à la production de ces extraits.

Il résulte des renseignements reçus des *saladeros* et du chiffre total des viandes consommées à Montévideo, que le gros bétail, en Uruguay, s'est multiplié durant ces dernières années, mais non pas en forte proportion. L'augmentation a été plus grande en ce qui concerne la race ovine.

A mesure que les propriétés tendent à se morceler, le nombre des moutons augmente, leur rendement étant le plus avantageux lorsqu'il s'agit d'exploitations moyennes. Leur viande peut être plus facilement exportée et ils produisent, en plus, des quantités de laine auxquelles les marchés ne font pas défaut.

Les exportations de laine uruguayenne, de 1879-80 à 1887-88, représentent les quantités suivantes :

ANNÉES :	Laine exportée. (Kilogrammes.)	ANNÉES :	Laine exportée. (Kilogrammes.)
1879-80. . .	16,302,760	1884-85. . .	27,383,640
1880-81. . .	19,385,320	1885-86. . .	29.415,620
1881-82. . .	19.725,720	1886-87. . .	29,696,220
1882-83. . .	22,476,520	1887-88. . .	30,340,220
1883-84. . .	26,694,720		

Comme on le voit, la production de la laine a été doublée en moins de dix ans et tout fait supposer qu'elle s'élèvera encore davantage, tant à cause du morcellement des *estancias* que par suite du perfectionnement de la race ovine indigène.

L'exportation des peaux de mouton a subi la même hausse :

ANNÉES :	Poids des peaux. (Kilogrammes.)	ANNÉES :	Poids des peaux. (Kilogrammes.)
1881	3,620,164	1885	6.072,033
1882	4,203,086	1886	7,183,673
1883	5,237,902	1887	6,877,261
1884	4,135,533		

Ces chiffres indiquent une existence de 20 à 25 millions de moutons, c'est-à-dire un peu moins que n'en a l'Angleterre; la moitié du nombre attribué aux États-Unis; le tiers du contingent australien; le quart de celui des provinces argentines.

L'exportation des laines, en 1886-87, et du 1er octobre 1887 au 31 juillet 1888, a été répartie comme suit :

	1887-1888.	1886-1887.
Anvers	26,001 balles.	33,685 balles.
Dunkerque	21,544 —	17,405 —

	1887-1888.	1886-1887.
Brême et Hambourg. . . .	14,910 balles.	3,411 balles.
Havre	2,496 —	6,524 —
New-York et Boston	3,690 —	3,358 —
Liverpool	1,938 —	977 —
Gênes	715 —	400 —
Divers	4,484 —	197 —

Les estancias sont clôturées au moyen de poteaux et de piquets, reliés entre eux par 7 ou 8 rangs de fils de fer, disposés horizontalement. Dans les départements de Montévideo et de Canelones, ainsi que dans la banlieue des villes appartenant à d'autres départements, il n'est permis d'élever du gros bétail que sur des terrains ainsi délimités. L'exportation du bétail sur pied et celle des viandes fraîches ou préparées, est libre de toute taxe. Les cuirs de vache et les laines, d'après les lois du 15 novembre 1884 et du 9 juillet 1885, étaient soumis à un droit de 6 p. c., à l'exportation; l'huile animale, les cornes, les os, etc., à un droit de 8 p. c.

XII

Industrie manufacturière.

Premiers essais. — Une tannerie à Montévideo. — Les allumettes de cire. — Fabrication des pâtes d'Italie. — Les imprimeries. — Les bougies stéariques. — Brasseries et fabriques de glace artificielle. — Les distilleries de Pando et de la Paz.

L'industrie manufacturière, peu active en Uruguay, par suite de la rareté de la main-d'œuvre, y est représentée, toutefois, par des établissements très viables. En effet, les travaux qui s'y opèrent ont pour objet l'appropriation et la préparation de produits naturels obtenus dans le pays même et très en demande au sortir des fabriques. Une telle situation présente, incontestablement, de sérieuses garanties de prospérité.

Deux Italiens, MM. José Magnolfi et Carlos Muccio, installèrent, dans les environs de Montévideo, la première tannerie uruguayenne. Par suite de diverses causes, cet essai ne fut pas heureux. L'établissement fut mis en vente publique, en 1881, et acquis par MM. Lanza frères, pour la somme de 10,000 piastres. Ses nouveaux propriétaires lui donnèrent plus d'extension et en assurèrent le succès.

La tannerie de MM. Lanza, qui couvre un espace de

22,000 mètres carrés, est située à 6 kilomètres de la capitale, dans un endroit nommé « Nouveau Paris », ne rappelant en rien, d'ailleurs, la grande ville française. On y occupe journellement 50 ouvriers à la salaison, la préparation, le tannage, le nettoyage, le raffinage et la teinture des cuirs.

Les produits tannants qui y sont employés, c'est-à-dire le quebracho, le curupay et autres bois spéciaux, sont importés du Paraguay, du Brésil et de la Bolivie. On en utilise 500 tonnes par an, plus 150 tonnes d'écorces. L'établissement possède un moteur à vapeur, de la force de 12 chevaux, servant à couper les bois, à réduire les écorces en poudre, etc., etc. MM. Lanza dépensent, mensuellement, 1,500 piastres en salaires. Ils avaient mis en œuvre, en avril 1888, plus de 35,500 peaux.

Continuons notre revue industrielle en variant nos sujets d'étude.

L'Uruguay recevait, il y a quelques années, des quantités d'allumettes en cire, de provenance française ou italienne. Le 18 avril 1878, le gouvernement oriental, à la sollicitation de MM. Flamant et Dupuy, leur accorda un privilège exclusif de fabrication dudit article, valable pour huit ans.

La manufacture fut inaugurée peu de temps après, à Montévideo, d'abord sous la direction des deux associés ci-dessus dénommés, puis sous celle de l'un d'entre eux, M. Julien Dupuy. Plus de 100 personnes y sont constamment employées, et les dépenses soldées chaque mois y sont évaluées à 2,000 piastres. On y produit, journellement, 400 grosses de boîtes d'allu-

mettes, grandes et petites; on en vend, chaque mois, 10,000 à 12,000 grosses, servant entièrement à la consommation locale. On y confectionne, chaque jour de travail, 400 grosses de boîtes, grandes et petites. Le coton, les boîtes vides et la stéarine servant à cette fabrication sont d'importation européenne.

M. Dupuy dispose d'une machine à vapeur de la force de 28 chevaux. Elle met en mouvement quelques appareils dépendant de la manufacture d'allumettes et sert de moteur à une scierie voisine, appartenant au même propriétaire.

L'industrie génoise a fourni pendant longtemps, au marché uruguayen, les pâtes de farine, dites d'Italie. Elle y rencontre aujourd'hui une forte concurrence, douze fabriques indigènes ayant été fondées, en quelques années, pour satisfaire à la demande locale.

La plus importante de ces fabriques, celle de M. L. Podesta, datant de l'année 1871, couvre une superficie de 1,850 vares carrées. Elle est outillée de façon à pouvoir livrer, chaque jour, de 3,000 à 4,000 kilogrammes de produits. On y fait toutes espèces de pâtes, dont une partie est exportée au Brésil. 60 ouvriers et 4 ou 5 commis composent le personnel de l'usine. Les ouvriers y reçoivent une paye de 18 piastres par mois, plus la nourriture. On remarque, dans cette fabrique, un moteur anglais de la force de 18 chevaux et 12 presses. Les pâtes sont expédiées en caisses ou en barriques. Celles-ci pèsent 40 kilogrammes. On reçoit, de Gênes, les caisses vides et le papier servant aux emballages.

Une autre fabrique, du même genre, mérite une mention particulière, celle de MM. Emilio Castellanos et Pablo Delucchi. Elle remonte à l'année 1872 et comprend un bâtiment à deux étages, construit sur un terrain de 1,400 vares carrées. 28 hommes et 20 femmes, plus 3 commis y sont occupés chaque jour. On s'y sert d'un moteur anglais de la force de 14 chevaux qui met en mouvement dix presses, etc., etc., et dont la vapeur est appliquée au chauffage d'une énorme étuve, semblable à une petite chambre, servant de séchoir en hiver.

MM. Emilio Castellanos et Pablo Delucchi, dont les dépenses en main-d'œuvre, mensuellement, sont portées à 1,200 piastres, produisent de 2,800 à 3,200 kilogrammes de pâtes. Ils font également des expéditions au Brésil.

Nous donnons ci-dessous la liste des autres manufactures uruguayennes de pâtes d'Italie, avec le chiffre de leur production journalière :

	Kilog.		Kilog.
Molinari et Cie . . .	700	Molino Lombardo . .	1,400
Biraben frères . . .	»	Fideleria de la Playa .	200
Molino Americano . .	»	— del Segundo sol.	300
Cavayani et Sanguinetti.	»	— de Genova . .	300
Vicente Casatroja. .	1,200		

Il résulte de ce qui précède qu'à Montévideo — sans parler d'un établissement existant à la Union — on livre quotidiennement au commerce, en terme moyen, 7,900 kilogrammes de pâtes et de vermicelle, soit, par mois, 237,000 kilogrammes.

L'importation de ces articles, durant les années antérieures, était indiquée comme suit :

PROVENANCES :	1873.	1883.	1884.	1885.	1886.
Italie . . . kilog.	370,018	16,010	26,785	23,268	20,362
France	24,834	872	1,450	634	2,184
Autres pays . . .	6,238	375	1,319	342	244

Elle a donc diminué considérablement, en présence d'une augmentation de population, c'est-à-dire de consommation.

En ce qui concerne les exportations uruguayennes, la statistique nous fournit les chiffres que voici, représentant son poids et sa valeur, de 1882 à 1886 :

	1882.	1883.	1884.	1885.	1886.
Kilogrammes . .	39,826	36,200	100,463	162,863	145,695
Valeur en piastres.	3,997	3,062	9,612	15,578	14,566

Montévideo contient de nombreuses imprimeries d'où sont sortis, en 1888, 23 journaux quotidiens, ayant un tirage total de 248,400 numéros par semaine. On y employait 4 machines Marinoni, dont 3 à vapeur, et la quatrième avec 2 moteurs à gaz; 1 machine Reboul, à pression et à vapeur; 2 machines de réaction et 1 moteur Otto à gaz.

Nous avons vu ci-dessus qu'on cherche à écarter les allumettes de provenance étrangère en cire des marchés uruguayens. On voudrait obtenir un semblable résultat concernant les bougies stéariques, dont on a ouvert deux fabriques dans le pays. Nous décrirons l'une d'elles, la *Uruguaya*, appartenant à don Eugenio Villemur, et créée à Maroñas, à 10 kilomètres de Montévideo, sur 7,358 mètres de terrains.

On y produit, journellement, de 150 à 200 caisses de bougies de différentes espèces, chaque caisse pesant 25 livres.

Les appareils comprennent un moteur à vapeur, de 8 chevaux, 2 grandes chaudières, également à vapeur, l'une de 50 et l'autre de 18 atmosphères de pression; une machine, appelée le « purificateur », système Hughes, ayant un mètre de diamètre, entièrement en cuivre, pouvant résister à 18 atmosphères de pression, et préparant, en vingt-quatre heures, 1,200 kilogrammes de suif; un distillateur en cuivre, pouvant travailler 3,000 kilogrammes de suif en une journée; un coupeur qui, en 10 secondes, livre 25 bougies, etc., etc.

La manufacture utilise, chaque mois, 150 pipes de graisse. On y travaille de jour et de nuit avec un personnel de 25 ouvriers. L'établissement a coûté à son propriétaire, en frais généraux, 55,000 piastres.

L'article étranger est loin, cependant, d'avoir été délaissé, ainsi que le démontre le tableau suivant, indiquant la valeur en piastres des importations de bougies stéariques, en Uruguay, de 1874 à 1886 :

PROVENANCES :	1874	1878.	1881.	1883.	1884.	1885.	1886.
Allemagne . .	4,710	1,687	800	8,460	12,690	12,056	22,398
Belgique . .	33,653	39,846	9,576	6,828	10,105	22,562	23,381
Espagne . .	936	»	365	»	102	»	31
France . . .	3,060	2,995	404	1,963	5,237	4,956	4,541
Angleterre . .	11,423	395	78	760	4,720	1,873	3,263
Italie . . .	1,257	646	1,059	1,487	3,151	4,673	7,626
Pays-Bas . .	787	36	85	9,104	3,185	5,776	4,068
Autres pays .	2,437	4,793	29	386	4,220	4,829	2,414
Totaux .	58,563	50,398	13,496	28,988	43,410	56,679	67,665

Les brasseries et les fabriques de glace artificielle sont devenues assez nombreuses dans la République. On en compte huit à Montévideo, dont la plus ancienne est *La Oriental*, fondée en 1855. Celle-ci couvre une aire de 5,904 mètres et dispose d'un moteur de la force de 12 chevaux-vapeur, et de deux appareils réfrigérants. On produit dans cet établissement, durant les huit mois qu'il se trouve en activité, chaque année, 2,160,000 litres de bière. Celle-ci y vaut, achetée sur place, 1 réal le litre. Nous donnons ci-dessous, sommairement, quelques informations sur l'outillage et les forces productives des autres brasseries, plus récemment installées :

Eliseo, superficie, 29,560 mètres; travail non interrompu durant l'année; production, 800,000 litres; 25 ouvriers; moteur de 8 chevaux-vapeur; chaudière de 12 chevaux.

La Popular, occupe 6,610 mètres; 2 moteurs à vapeur, dont l'un de 22 et l'autre de 23 chevaux; 3 chaudières; production annuelle, 2,500,000 litres; ateliers de menuiserie, de tonnellerie; 60 chevaux; dépôts et greniers contenant de l'orge et du malt. Celui-ci vient en barriques de l'étranger. 84 ouvriers; en été, jusqu'à 120.

Gambrinus; on y travaille 8 mois de l'année; machine à vapeur de 8 chevaux; production de 80,000 à 90,000 litres de bière annuellement.

Plata (del), aire de 1,478 mètres; machine de 10 chevaux; 20 ouvriers; produit 110,000 litres de bière et des liqueurs.

Flor de la Esperanza, sans moteur à vapeur ni réfri-

gérant; livre annuellement 40,000 litres de bière à la consommation. On y fabrique des liqueurs.

Lopez, même organisation que la précédente; production 65,000 litres de bière et des liqueurs.

La consommation de la bière a fait de grands progrès en Uruguay. Pour s'en assurer, il n'y a qu'à jeter les yeux sur le tableau qui suit, en tenant compte, en plus, des quantités fournies par les brasseries indigènes :

Valeur des importations de bière, tous droits payés, reçues à Montévideo de 1883 à 1887.

PROVENANCES :	1883.	1884.	1885.	1886.	1887.
Allemagne . piast.	74,072	87,929	77,915	65,789	56,544
Républ. Argentine .	1,004	916	341	299	410
Autriche	»	88	»	»	»
Belgique	10,830	13,997	22,383	19,072	24,921
Brésil	52	175	140	26	1,460
États-Unis . . .	142	174	316	253	1,413
Espagne	»	»	460	»	»
France.	285	253	964	769	349
Angleterre . . .	20,442	22,030	16,859	13,353	15,631
Italie	»	320	743	»	»
Pays-Bas	1,854	1,039	858	1,782	148
Portugal	23	»	»	»	»
Suisse	»	»	115	»	»
Suède et Norvège .	6	»	»	»	»
Ports divers . . .	3,167	7,112	7,380	3,251	6,049
Totaux . . piast.	111,877	134,033	128,474	104,594	106,925

L'importation s'éleva, en 1887, à une valeur de 106,925 piastres, représentant environ 300,000 litres de bière.

La production locale, durant la même année, fut de 5,890,000 litres. On consomma donc, en 12 mois, dans la République uruguayenne, 6,190,000 litres de bière, total considérable relativement au chiffre de la population des divers départements uruguayens.

Les brasseries indigènes, quoique florissantes, sont encore plus ou moins dépendantes de l'extérieur, d'où elles reçoivent de l'orge, du malt et du houblon.

L'Uruguay fournit à peine la cinquième partie des quantités d'orge employées. Les brasseurs prétendent même que l'orge du pays est inférieure au produit européen ou chilien.

La valeur des importations d'orge, de malt et de houblon, en piastres nationales or, de 1883 à 1887, est représentée comme suit :

	1883.	1884.	1885.	1886.	1887.
Orge . . . piast.	18,896	10,313	1,277	17,647	4,330
Malt	5,261	17,713	32,950	20,269	33,809
Houblon	5,431	9,791	7,399	7,817	7,691
Totaux . . piast.	29,588	37,817	41,626	45,733	45,830

Un Uruguayen, don José A. Pallarès, installa une fabrique de glace artificielle, en 1863, dans la République Argentine. Il existe actuellement, à Montévideo, quatre établissements consacrés à cette production et pouvant fournir, chaque jour, de 38,720 à 40,000 kilogrammes de glace. On y emploie des courants d'air froid, obtenus par l'évaporation de l'ammoniaque, selon le procédé Carré. Quelques-unes des machines employées appartiennent au système Kropff.

Il nous reste à parler, pour compléter notre étude sur l'industrie manufacturière dans les États uruguayens, de deux fortes distilleries, celles de Pando et de la Paz.

La première, créée à Pando, dans le département de Canelones, par M. Jules Meillet, de nationalité française, occupe une étendue de 29 1/2 hectares. Elle date de l'année 1880, et on y inaugura les travaux en 1882, avec d'excellents appareils, fournis par MM. Savalle et fils, de Paris. Les frais d'installation de l'établissement absorbèrent un capital de 90,000 piastres.

On y distille, par jour, en moyenne, 25 hectolitres d'eau-de-vie, extraite de 9,000 kilogrammes de maïs, dont la macération s'opère sous pression et au moyen d'acide sulfurique. Indépendamment du maïs, l'orge y sert aussi de matière première.

Le personnel de la distillerie comprend 18 personnes, et les frais mensuels généraux sont estimés à 12,000 piastres. La fabrique, en 1885, consomma plus de 53,000 fanègues de maïs. Elle est en communication avec la capitale par le chemin de fer du Nord-Est.

La distillerie de la Paz appartient à un Italien, don Pedro Corradi. Elle est située à 15 minutes du village de la Paz — aussi appelé Independencia — station du Central-Uruguay, à 15 kilomètres de Montévideo. Le terrain où fut édifiée la fabrique comprend 8 hectares 85 ares.

Les dépenses faites pour constructions, appropriations, achat d'appareils, dépassèrent 80,000 piastres (425,000 francs).

On produit dans cette distillerie de l'alcool fort pur, d'environ 40° et plus.

Les produits obtenus, tant à Pando qu'à la Paz, ne sortent pas du pays. Leur total n'est pas assez fort pour exercer une influence sensible sur le mouvement d'importation des eaux-de-vie de provenance étrangère.

XIII

Relations commerciales.

L'ancien régime. — Importations et exportations de 1862 à 1884. — Part proportionnelle des différents bureaux de douane. — Expéditions de marchandises en 1885, 1887 et 1888. — Importance commerciale de l'Uruguay. — Détails sur les importations, par pays de provenance. — Nature des exportations. — Part proportionnelle des différents pays dans celles-ci. — Commerce spécial avec le Brésil. — Mouvement de la navigation. — Législation commerciale. — Ses principales dispositions. — Lois sur les brevets d'invention et les marques de fabrique ou de commerce.

Tout commerce direct, par mer, entre les États de la Plata et l'Europe, était strictement prohibé autrefois par le gouvernement espagnol. Les marchandises destinées à ces contrées étaient expédiées au Venezuela, puis à Panama, ensuite au Pérou, pour être enfin transportées par terre dans l'intérieur et à travers toute l'Amérique du Sud, jusqu'à Buenos-Ayres.

En 1618, à la suite de pressantes démarches, on accorda la permission aux habitants de la Plata, de dépêcher deux petits bâtiments, de 100 tonneaux chacun, annuellement, en Espagne.

Cette situation commença à se modifier en 1700,

par suite de la cession, faite à la monarchie portugaise, du port uruguayen de Colonia. Comme nous l'avons dit précédemment, la contrebande y était devenue fort active et y déjouait toutes les prévisions des autorités coloniales.

Les Espagnols, espérant l'enrayer, établirent, en 1724, une station de douane en dessous de Colonia; ce qui donna lieu, ainsi que nous l'avons rapporté, à la fondation de Montévideo.

Le commerce, toutefois, n'obtint quelque liberté qu'à partir du 12 octobre 1778, grâce à l'initiative du vice-roi Zeballos, qui exonéra de droits d'entrée la plupart des marchandises espagnoles et soumit les produits coloniaux à une taxe fixe à leur arrivée en Espagne.

La première statistique commerciale, relative aux États de la Plata, qui nous soit parvenue, date de l'année 1796. On y constate que, de 1792 à 1796, en terme moyen, 53 navires, tous de provenance espagnole, entrèrent annuellement dans les ports argentins et uruguayens. Leurs chargements comprenaient des marchandises espagnoles, valant 1,493,934 piastres, et des articles étrangers, estimés à 1,051,454 piastres. 47 navires sortirent des mêmes ports, emportant des cuirs, de la viande salée et de la laine pour une valeur de 807,658 piastres. Le chiffre total des importations et des exportations, y compris des envois d'or et d'argent reçus du Chili et du Pérou, s'élevait à 7,879,968 piastres 70 centavos.

En 1799, on exportait de Montévideo, pour l'Europe, des cuirs et du suif, évalués cette année à

24,703 piastres fortes. Ce commerce, si limité, était loin de satisfaire aux exigences de la production. Les bestiaux abondaient dans les *estancias* et leurs propriétaires ne parvenaient pas à en trouver le placement.

Les invasions anglaises — ainsi que nous avons déjà eu l'occasion de le faire observer — modifièrent cet état de choses. En 1807, lors de la prise de Montévideo par les forces britanniques, une foule de petits commerçants s'établirent en cette ville et y introduisirent des quantités de marchandises. Le vice-roi Zeballos se vit dans la nécessité de faire de nouvelles concessions et ouvrit les ports de la Plata au commerce de toutes les nations. Les armateurs anglais et français furent les premiers à faire usage des libertés accordées. La douane de Buenos-Ayres, qui n'avait produit jusqu'alors, annuellement, que 6 millions de francs, vit s'élever considérablement ses revenus. De 1808 à 1810, Montévideo envoya en Espagne, comme subside de guerre, 34,449 piastres en numéraire et 74,481 piastres en viande et cuirs. En 1813, durant le blocus de son port — encore en possession des autorités espagnoles — par l'armée coloniale, la rente des douanes et des tabacs y atteignait à peine, mensuellement, 4,000 piastres fortes.

Depuis cette époque jusqu'à l'année 1840, on manque de renseignements précis sur les opérations commerciales effectuées en Uruguay.

La statistique douanière de Montévideo porte à l'exportation annuelle, de 1840 à 1842, les quantités suivantes : 1,244,301 cuirs de vache, secs et salés;

54,601 peaux de jument; 2,890,460 kilogrammes de graisse, suif, huile animale; 444,400 kilogrammes de crin; 86,177 arrobes de laine; 4,329 douzaines de peaux de mouton et 367,715 quintaux de viande.

Pendant la même période, la moyenne annuelle de l'exportation fut de 5,974,313 piastres.

En 1852-1853, il y avait en Uruguay 114 maisons d'importation et d'exportation. Sur ce nombre, Montévideo en comptait 73 et Salto 11.

A partir de l'année 1862, le mouvement commercial uruguayen est parfaitement indiqué, en quotités complètes.

Nous transcrivons aux annexes, sous le numéro IX, un tableau du commerce extérieur de la République orientale se rapportant aux années 1862-1887.

Il résulte de ce tableau que les relations mercantiles extérieures de l'Uruguay, de 1862 à 1884, représentent un capital de 617,595,094 piastres fortes, dont 316,769,556 aux importations et 300,825,538 aux exportations.

Il y a eu progrès sensible de 1881 à 1884. Les chiffres ci-dessous en fournissent la démonstration :

ANNÉES :	Valeur des importations et des exportations.	
1881	38,148,396	piastres.
1882	40,237,734	—
1883	45,543,975	—
1884	49,309,559	—

En 1884, les exportations, évaluées à 24,550,074

piastres, dépassèrent de 209,411 piastres les importations.

Parmi ces dernières, il y eut augmentation sur les expéditions de boissons, de comestibles, de tabacs et cigares, de tissus, de vêtements confectionnés, de matériaux et machines servant à l'industrie. On constate, en 1884, un accroissement de valeur des exportations de produits pastoraux et agricoles; une diminution sur les ventes, à destination de l'étranger, d'animaux vivants et d'objets ou articles utilisés pour l'équipement ou le ravitaillement des navires.

La part attribuable à chacune des stations de douane de la République, dans le mouvement général du commerce national, est figurée comme suit :

	Importations.	Exportations.
Douane de Montévideo	92.28 p. c.	59.43 p. c.
Bureau de Paysandu	2.23 —	20.67 —
— d'Independencia . . .	0.59 —	9.64 —
— de Mercédès	0.45 —	1.47 —
— de El Salto	2.44 —	4.61 —
— de la Colonia	0.62 —	1.69 —
— de Maldonado . . .	0.01 —	»
— de Cerro-Largo . . .	1.12 —	1.88 —
— de Tacuarembo . . .	1.10 —	0.44 —
— de El Chuy	0.16 —	0.17 —
Totaux. . .	100.00 p. c.	100.00 p. c.

Montévideo, Paysandu et Salto, d'après ce relevé, étaient donc les centres commerciaux les plus importants de l'Uruguay.

Les importations générales se subdivisèrent, en 1883 et en 1884, de la manière suivante :

IMPORTATIONS :	1883. (Valeur en piastres.)	1884. (Valeur en piastres.)	Augmentation en 1884. (Valeur en piastres.)
Boissons en général. . . .	3,538,689	3,599,589	60,900
Comestibles, céréales, épices .	4,598,203	4,826,563	228,360
Tabacs et cigares	453,922	529,650	75,728
Tissus de tous genres . . .	2,862,323	4,002,660	1,140,337
Vêtements et articles confectionnés.	962,967	1,364,723	401,756
Matériaux industriels, machines	4,130,532	5,016,965	886,433
Articles variés	3,775,675	5,209,924	1,434,249
Totaux. . .	20,322,311	24,550,074	4,227,763

Il y eut augmentation des importations et des exportations en 1885, et diminution des unes et des autres l'année suivante. En 1887, nous remarquons une disproportion notable entre les importations, plus fortes qu'en 1886, et les exportations, devenues au contraire plus faibles. Ce défaut d'équilibre eut sa raison d'être. De grandes facilités de crédit et plus de confiance dans l'avenir avaient eu pour effet d'activer le mouvement d'affaires avec l'Europe, tandis que la fermeture des ports brésiliens, par suite de l'apparition du choléra dans les États de la Plata, ainsi que la dépréciation des produits locaux, enlevait à l'Uruguay des débouchés importants et diminuait ses revenus.

Nous ne possédons pas d'informations officielles sur les opérations commerciales effectuées en 1888. Il est probable, toutefois, à en juger par les produits des

douanes ([1]), le mouvement de navigation et l'activité des ventes, que le chiffre des importations n'a guère diminué durant cette période. Quant aux exportations, on peut affirmer que, grâce au rétablissement des relations commerciales et à la demande, devenue plus suivie, des produits locaux, elles ont repris leur cours normal.

Selon les meilleures autorités, le commerce extérieur de la République, en 1888, atteignit un total, importations et exportations réunies, de 48 millions à 50 millions de piastres.

Il en résulte que la part de chaque habitant, dans le commerce extérieur — en attribuant au pays une population de 700,000 âmes — est représentée annuellement par une somme d'environ 70 piastres.

Quelle est l'importance de cette proportion relativement à ce qui a été constaté dans les autres contrées sud-américaines?

Le tableau suivant nous permettra d'en juger.

ÉTATS :	Population.	Importation.	Exportation.
		Piastres.	
République Argentine	3,435,286	95,408,000	6,983,500
Brésil	12,932,375	106,650,710	105,279,274
Bolivie	1,952,079	872,400	1,227,800
Chili	2,526,969	48,232,802	52,683,001
Costa-Rica	182,073	2,882,185	2,629,032
Cuba	2,306,393	46,170,000	64,800,000
Équateur	1,201,651	4,162,065	4,772,755
Guatémala	1,357,900	2,685,716	5,591,263
Honduras	458,000	1,245,000	1,329,000
Haïti	800,000	4,121,162	7,271,475

([1]) 8,860,449 piastres, 82 centavos en 1888.

ÉTATS :	Population.	Importation.	Exportation.
		Piastres.	
Mexique	10,447,974	31,600,000	34,402,695
Nicaragua	400,000	1,462,496	1,944,754
Pérou	3,000,000	9,183,737	6,615,658
Paraguay.	1,337.431	1,215,750	1,118,250
Salvador	651,130	2,427,643	4,754,648
Saint-Domingue . . .	504,000	2,404,369	5,544,090
Venezuela	2,198,320	9,433,655	16,460,837
POSSESSIONS :			
Françaises	383,132	13,000,000	20,000,000
Danoises	33,763	1,218,860	500,000
Anglaises.	6,215,005	»	»
Hollandaises	56,869	»	»

Sur l'ensemble du commerce sud-américain, la part du Brésil est d'environ 25 p. c.; celle de la République Argentine, 20 p.c.; de Cuba, 13 p.c.; du Chili, 12 p. c.; de l'Uruguay, 8 p. c. Les 22 p. c. restants sont distribués entre les différents États figurant dans le tableau précédent.

Le Brésil, avec 13 millions d'âmes, fit pour 211 millions d'affaires avec l'intérieur, soit par habitant, 16 piastres 7 centavos; la République Argentine, trois fois plus, comparativement, 47 piastres par habitant; les seules exportations de l'Uruguay atteignent 40 piastres par habitant, contre 25 piastres à Cuba et 21 piastres au Chili. Il est à noter, de plus, que les quantités indiquées ci-dessus sont calculées, pour la plupart des contrées mentionnées, en monnaie dépréciée, tandis qu'elles représentent, en Uruguay, des valeurs en espèces or. La réduction des monnaies étant faite, on trouverait, quant aux exportations, à

l'actif de chaque Brésilien, 8 piastres; de chaque Argentin, 13 piastres; de chaque Uruguayen, 40 piastres.

De tels résultats font honneur à la République orientale et démontrent, en même temps que sa vitalité, l'étendue de ses ressources.

Les plus fortes importations viennent d'Angleterre, dont les envois, en 1884, vers les ports uruguayens, équivalaient à 27.78 p. c. du total des expéditions reçues. Ils ont subi, depuis lors, une légère diminution, étant portés, en 1887, à une quotité de 27.26 p. c.

Les importations anglaises consistent principalement en articles manufacturés, dont les suivants prédominent sur les marchés locaux, relativement aux marchandises similaires d'autres provenances : cidre, whisky, chocolat, pickles, biscuits, gélatines, farines de pois, d'orge, d'avoine, savons, lait condensé, pastilles de tous genres, harengs, saumons, sel fin, thé, balines, bayettes, casimirs, tissus de coton, tissus de laine mélangée, tissus de fil, toile cirée, imperméables, cotonine, draps en général, caleçons, chemisettes de fil, chemisettes de soie, couvertures de laine et de laine mélangée, objets en caoutchouc, mouchoirs de coton et de fil, ponchos de laine et de laine et coton, châles de laine, coiffures de drap pour enfants, essuie-mains et serviettes, chaussures, huile de lin, huile pour machines, huile de navette, de coco, etc., acier, feutres, chanvre, tuyaux en terre cuite, en fer, en plomb, en bronze, charbon de terre, cendres de soude, cuivre et bronze, étain, fer, fil de

carret, machines agricoles, gomme laque, ferblanterie, briques réfractaires, ploc, machines diverses, plomb, terre réfractaire, cornes de cerf calcinées, armes et objets d'équipement, appareils scientifiques, portefeuilles en papier, en toile; caisses en fer et coffres-forts, canots et chaloupes, peaux de mouton préparées, cuirs divers, nattes, poêles en fer, articles de quincaillerie, gants de fil, fil à coudre, faïences et porcelaines, mèches, couleurs, poudre et dynamite, articles d'horlogerie, fils de soie, à coudre; articles de sellerie, sel fin, soda double, tubes en caoutchouc, et wagons pour tramways.

Le second rang, comme pays importateur, appartient à la France, dont les importations, évaluées à 3,371,200 piastres, en 1880; 4,527,772 piastres, en 1884; 4,114,045 piastres, en 1887, représentaient à la fin de cette année 16.71 p. c. des totaux généraux.

Les marchandises françaises les plus appréciées dans l'Uruguay sont les suivantes : absinthe, bitters, cognac, kirsch, liqueurs, rhum, vins de champagne, biscottes, chicorée, conserves alimentaires, prunes sèches et à l'eau-de-vie, manioc, sagou, tapioca, semoule, sardines à l'huile, vinaigre, tissus de laine, de soie, de soie mélangée, tulle, gaze, sandales, chaussures pour hommes et femmes, chemises de coton et de fil, devants de chemise, camisoles de laine et de flanelle, caleçons, corsets, cols et poignets d'étoffe et de papier, cravates de soie, semelles pour sandales, lingerie en général, vêtements confectionnés de divers genres, casquettes de drap pour hommes, chapeaux de feutre

pour hommes, chapeaux de dame, articles de chapellerie, poteries, carreaux en terre cuite, liège en planches, eaux minérales, terre romaine, articles de bureau, capsules pour bouteilles, voitures, colle, cristaux, cuirs préparés, drogues, élastiques pour chaussures, gants de chevreau, de coton, de laine, fil sur bobines, instruments de musique, bijoux et pierres précieuses, livres imprimés, registres, mercerie en général, argenterie, montres d'or. d'argent, de cuivre, de composition, types d'impression, articles de carrosserie et articles d'imprimerie.

Les Allemands ont réussi à se créer un excellent débouché en Uruguay. Comme importateurs, ils y occupent le troisième rang sur les marchés locaux. Leurs expéditions représentaient, en 1887, 11.53 p. c. du total des importations, et comprenaient les articles suivants : eaux-de-vie en général, bières, genièvre, riz, orge fermentée, houblons, morues, flanelles, tissus de fils mélangés, confections pour dames et jeunes filles, rideaux, couvertures et châles de coton, bas de coton, fichus de laine et de laine mélangée, acides en général, tubes en zinc, stéarine, machines à coudre, carreaux en pierre, zinc, indigo, bouteilles et flacons vides, carton, cire, instruments de chirurgie et de chimie, laine à broder, housses de cheval, meubles, papiers d'impression, pianos et sangsues.

Les relations avec l'Espagne sont devenues moins actives. La part proportionnelle de cette contrée dans les envois généraux reçus de l'étranger, en 1883, était de 10.30 p. c. Elle n'est plus aujourd'hui, après

une baisse constante, que de 8.73 p. c. Les articles reçus d'Espagne consistaient en vins rouges et blancs de tous genres, dont on fait une assez grande consommation; amandes, épices, raisins secs, sardines pressées, cartes à jouer, etc.

Le Brésil suit immédiatement l'Espagne, avec une part de 7.42 p. c. dans les importations. Cette part a décliné de 1880 à 1884, étant précédemment de 12.45 p. c. et n'a cessé de décroître jusqu'en 1886, étant tombée alors à 7.36 p. c.

Les marchandises brésiliennes consommées en Uruguay sont les suivantes : sucre, cacao, sucreries en général, farines, fruits frais, secs, conservés; miel, mélasse, crabes, yerba maté, cigares (tabac noir), tabac noir découpé, galoches en caoutchouc, tirants en bois, planches, poutres, charrettes et chariots, cuirs de vache secs, animaux vivants et bougies de cire.

Les États-Unis du Nord font de grands sacrifices pour étendre leur commerce dans le Sud-Amérique. Ils se sont assuré le sixième rang pour les importations dans l'Uruguay. Elles formaient, en 1887, les 6.91 p. c. des importations générales. Les Américains fournissent particulièrement les objets suivants : saindoux, langoustes, esprit de térébenthine, charrues, bitume, bois de caisses, bois de campêche, gazoline, haches, bois de pin, articles de construction navale, plâtre, goudron, résine, poix, amidon, balances, vernis, malles et valises, cuisinières économiques, fusées et pièces d'artifice, étoupes, articles de pharmacie, pétrole et horloges.

Les rapports commerciaux entre l'Italie et l'Uruguay devraient être considérables, à en juger par la nombreuse population d'émigrants italiens qui résident dans le pays. Tel n'est pas cependant le cas, l'Italie ne figurant, en 1887, que pour 6.89 p. c. dans les importations uruguayennes. Il y eut même, de 1886 à 1887, une diminution sur les produits envoyés. Ils consistaient en vins rouges et blancs, liqueurs diverses, vermouth, fernet, huile d'olive, millet, marrons, viandes en conserves, dattes, farine de maïs, beurre, figues sèches, anchois, thons, poissons en saumure, fromages, soufre, marbres, pierres meulières, savon commun, munitions, papier blanc en général, cordes pour instruments, etc.

La Belgique ne contribuait, en 1883, que pour 2.94 p. c. dans les importations générales faites en Uruguay. Sa part s'élève à 3.36 p. c. en 1884, à 4.26 p. c. en 1886, et à 4.86 p. c. en 1887. Son mouvement d'affaires avec le pays suit donc une marche ascendante. On trouvera aux annexes, sous le numéro X, un tableau indiquant les articles de provenance belge importés en 1887, leur valeur d'après estimation faite par les autorités uruguayennes et le rapport entre cette valeur et celle de l'ensemble des importations pour chacune des spécialités énoncées.

La République Argentine importa en Uruguay, en 1887, des arachides, des pommes de terre, des billes de chemin de fer; des bois ouvrés et non ouvrés, des rails, des roues pour tramways, du charbon de bois, de l'eau-de-vie, des vins en bouteilles et en barils, et des fruits secs. Ces envois lui donnaient le neuvième rang

parmi les pays importateurs, soit une proportion de 1.80 p. c. dans le total des envois effectués. La quotité était de 2.56 p. c. en 1886.

Les produits cubains figurent sur les marchés uruguayens. Il y a eu diminution, plutôt qu'augmentation, dans les expéditions. L'île de Cuba est mentionnée au dixième rang, commercialement, dans les relevés statistiques de la République orientale, soit pour 0.88 p. c. dans les importations, qui consistent principalement en eaux-de-vie de cannes, cigares, tabac en feuilles, fruits conservés, mélasse, articles de pharmacie.

Les relations commerciales entre les États uruguayens et le Paraguay sont peu développées, et les marchandises expédiées du Paraguay ne formaient que 0.61 p. c. des totaux en 1884. Même observation en ce qui concerne le Chili, dont les importations sont évaluées à 0.39 p. c.; la Hollande, avec une part proportionnelle de 0.26; le Portugal, contribuant aux importations pour 0.10; la Suisse, figurant dans les tableaux d'importation à raison de 0.10 p. c.; l'Inde, la Chine et le Japon, cités avec 0.03 p. c.; le Pérou et l'Équateur, avec même proportion; l'île Maurice, avec 0.05 p. c.; l'Autriche-Hongrie, les îles Canaries, avec 0.01 p. c.; respectivement, divers ports, non désignés, avec 5.42 p. c.

Nous reproduisons, aux annexes, sous le numéro XI, un état général des importations faites dans l'Uruguay, indiquant leur provenance ainsi que leurs valeurs officielles, d'après les estimations faites en douane.

Passons à l'étude des exportations.

L'Uruguay est un pays pastoral et agricole, essentiellement producteur de matières premières, peu manufacturier et industriel. Il exporte le bétail de ses *estancias*, les produits de ses *saladeros* ou abattoirs et les récoltes obtenues par ses colons ou fermiers.

Les animaux vivants expédiés au dehors, en 1887, atteignirent le chiffre de 124,069, dont 49,769 bêtes à cornes, 67,780 moutons, 2,789 chevaux, 600 porcs et 37 chèvres, estimés au total à 799,649 piastres.

Nous avons déjà fait valoir, précédemment, les raisons qui s'opposent à ce que ces envois, en ce qui concerne l'Europe, prennent de l'extension. Il n'en est pas de même du travail opéré dans les *saladeros*, dont les résultats furent portés, en 1887, à 16,201,265 piastres. Le tasajo, ou viande séchée, y figure pour 2,857,552 piastres; les cuirs de vache, salés, pour 3,051,468 piastres; les cuirs secs, pour 1,748,724 piastres; les laines, pour 4,998,187 piastres; les peaux de mouton, pour 687,726 piastres; les extraits de viande, pour 893,892 piastres; le crin, pour 185,100 piastres; la viande conservée, pour 37,140 piastres, etc., etc.

Il y eut augmentation sur les exportations de cornes de bœuf (de Campo); de viande conservée; de cuirs de jument, secs; de peaux de phoque et de loutre; de guano; de plumes d'autruche; de son; d'oiseaux en général; de paille; de fèves; de pavés; de sable; de chaux; de pierres communes; d'agates; de pierres à chaux; de poteaux et de piquets.

On constata une diminution sur les expéditions à l'étranger des autres articles d'exportation.

La part proportionnelle des différents pays en rap-

ports commerciaux avec l'Uruguay, dans les envois faits de cette contrée, était calculée comme suit : Angleterre, 22.09 p. c.; Belgique, 17.96 p. c.; Brésil, 13.76 p. c.; France, 13.29 p. c.; États-Unis du Nord-Amérique, 8.16 p. c.; République Argentine, 6.00 p. c.; île de Cuba, 5.12 p. c.; Allemagne, 1.72 p. c.; Italie, 1.69 p. c.; Espagne, 0.82 p. c.; Portugal, 0.79 p. c.; Chili, 0.76 p. c.; Paraguay, 0.03 p. c.; Pérou, 0.03 p. c.; Antilles, Maurice, la Réunion, 0.08 p. c.; île Barbade, 0.03 p. c.; ports divers, 7.67 p. c.

L'Uruguay entretient un commerce spécial, par voies terrestres, avec le Brésil.

Les exportations faites vers ce pays, en 1887, s'élevèrent à 755,206 piastres. Nous présentons, sous le numéro XII, aux annexes, un tableau général des exportations, par lieux de destination, correspondant à l'année précitée.

Pour s'assurer de l'activité et de l'importance des opérations commerciales en Uruguay, il suffit de constater le nombre toujours croissant des bâtiments de mer arrivant à Montévideo, et surtout l'augmentation progressive du tonnage qu'ils représentent. Quelques renseignements ont déjà été donnés à cet égard. Nous les résumerons ci-dessous comme conclusion à nos recherches sur la situation mercantile actuelle.

En 1886, on reçut d'outre-mer, à Montévideo, 545 navires à voiles et 611 vapeurs, ayant une capacité totale de 1,232,416 tonnes. En 1887, l'ensemble du tonnage est porté à 1,346,715 tonnes. En 1888, 1,388 bâtiments, dont 787 vapeurs et 602 voiliers entrèrent au port : leur tonnage général était de

1,622,723 tonnes. La même année, on recevait de l'intérieur, venant des Rios, 2,661 navires de tous genres, avec 482,268 tonnes de registre.

Le code de commerce adopté dans la république de l'Uruguay, et qui y est actuellement en vigueur, est basé sur le code argentin, auquel les codes français et espagnol ont servi de type. Les législateurs uruguayens y ont fait cependant quelques modifications qu'il est utile de mentionner.

L'emprisonnement pour dettes est aboli en Uruguay. Les articles 718 et 719 du code argentin, qui contiennent les mêmes stipulations, quant aux intérêts échus des capitaux, que les articles 1154 et 401 des codes français et espagnol, n'ont pas passé dans la loi uruguayenne, qui permet l'accumulation des intérêts, laissant pleine liberté aux contractants de décider entre eux, et pour leur convenance réciproque, quel prix ils veulent donner ou recevoir pour l'usage de l'argent.

Il n'est pas loisible aux juges, en Uruguay, comme dans la République Argentine, d'accorder des délais au débiteur contre la volonté des créanciers ou sans les avoir consultés préalablement.

Le titre IV du livre Ier du code de commerce uruguayen, touchant les achats et les ventes, s'écarte également du code argentin qui reproduit, sur cette matière, les prescriptions du code espagnol.

Les changements introduits concernent surtout les droits du vendeur et de l'acheteur, lorsqu'ils manquent aux obligations de livrer la chose vendue ou de payer le prix convenu. En Uruguay, tout argent retenu

indûment porte intérêt, sans nécessité d'aucune réclamation de la part du vendeur, sauf convention contraire. La sommation judiciaire, en cas de défaut de livraison de la chose vendue, doit y précéder, en règle générale, toute réclamation d'intérêts.

Les dispositions relatives au contrat d'assurance et à la lettre de change méritent également un examen spécial.

Le consentement des parties, en cas d'assurance, ne suffit pas, et ne peut être prouvé légalement. Le contrat doit être écrit ou signé, qu'il soit public ou privé.

Quant à la lettre de change, voici la définition qu'en donne l'article 788 du code uruguayen :

« La lettre est un ordre écrit par lequel une personne charge autrui du payement d'une somme d'argent. Lorsque la lettre doit être payée en autre lieu que celui où elle est créée, elle fait présupposer un contrat de change et, dans ce cas seulement, doit être considérée comme lettre de change. »

Le failli, en Uruguay, dispose de dix jours au lieu de trois — terme ordinaire — pour faire sa déclaration.

Il est défendu au fils de provoquer la faillite du père et réciproquement; à la femme de faire prononcer celle du mari, et même défense est faite à ce dernier relativement à la femme.

Une déclaration de faillite faite à l'étranger est sans effet à l'égard des créanciers du failli en Uruguay, et ne peut être invoquée contre eux pour leur disputer les droits qu'ils réclament sur les biens que le failli possède dans la République. Ladite déclaration ne frappe de nullité en aucune manière les conventions qu'ils

concluront ou pourraient conclure avec leur débiteur.

Si la faillite est prononcée par les tribunaux uruguayens, on ne prend en considération les créances dues par le failli à l'étranger qu'à la condition qu'il y ait un surplus à l'actif, après payement intégral des créances uruguayennes.

Des dispositions spéciales concernant les brevets d'invention ont été votées par la législature le 11 novembre 1885, et approuvées le 13 du même mois. D'après cette loi, toute personne sollicitant un brevet d'invention doit présenter une requête à ce sujet, faite sur papier timbré valant une piastre la feuille, et l'adresser au bureau des brevets, dépendant du ministère de l'intérieur. On doit décrire l'invention précitée et fournir des dessins et des modèles pour la faire apprécier. Si la demande du requérant est justifiée, il obtient un droit exclusif d'exploitation.

L'industriel déjà patenté à l'étranger est obligé de s'adresser à un écrivain public (notaire), qui rédige sa pétition. Celle-ci doit être accompagnée de la preuve que le brevet, acquis au dehors, ne date pas de plus d'une année. Elle indique, ensuite, si le solliciteur est inventeur, fondé de pouvoirs ou concessionnaire.

Le gouvernement uruguayen exige, avant l'expédition d'un brevet, le payement de la première annuité (25 piastres), prescrite par la loi. Ce versement est à faire chaque année, et son défaut, dans les dix premiers jours du treizième mois, entraîne l'annulation du privilège.

Si deux ou plusieurs personnes réclament un brevet en même temps pour l'exploitation d'une même

chose, on ne délivre de brevet que lorsqu'elles se sont mises d'accord, ce qui doit être constaté par acte public et devant notaire.

Si l'inventeur, après de nouveaux travaux, demande un brevet de perfectionnement, il paye, pour ce nouveau titre, un tiers des droits précédemment mentionnés; si le perfectionnement a été introduit par tout autre, la redevance est des deux tiers des mêmes droits, plus une prime à l'inventeur, à déterminer par des arbitres.

Les brevets d'invention et de perfectionnement sont transférables par actes publics.

Ils sont nuls en cas de faux témoignage, d'inexactitude des indications fournies, ou si l'on a présenté, comme étant d'invention nationale, un procédé découvert à l'étranger. Dans cette dernière circonstance, le délinquant s'expose à être condamné à une amende de 500 piastres, ou à un emprisonnement de six mois.

Les brevets obtenus tombent dans le domaine public si, durant une année, ils ne donnent lieu à aucune exploitation, sauf le cas de force majeure.

Toute infraction aux droits du breveté est punie d'une amende de 100 à 500 piastres ou d'un emprisonnement de un à six mois, de la perte des objets falsifiés et donne lieu à une action en dommages.

En cas de récidive, dans les cinq ans, la peine est doublée.

Nous dirons quelque mots sur les marques de fabrique, dont le bureau de l'enregistrement se trouve aussi au ministère de l'intérieur.

Sont considérés comme marques de fabrique ou de commerce : les dénominations données aux objets, les noms des personnes présentés sous une forme particulière, les emblèmes, les monogrammes, les gravures ou lithographies, les sceaux, vignettes, reliefs, les lettres et numéros avec dessin spécial, les vases et enveloppes contenant des produits ou tout autre signe servant à distinguer les fabricats d'une manufacture ou les objets de son commerce.

Ne sont pas considérés comme marques de fabrique: les lettres, mots, noms ou signes distinctifs qu'emploie ou doit employer l'État, la forme, la couleur que le fabricant donne aux marchandises, les termes ou locutions d'usage général, les dénominations dont on se sert ordinairement pour désigner la nature des produits ou leur classe, les dessins ou mots contraires à la morale.

La propriété absolue d'une marque appartient à celui qui a rempli les formalités requises pour l'obtenir. Elle ne s'acquiert que par rapport à des industries similaires. Son emploi est facultatif, sauf le cas où l'intérêt public réclamerait le contraire.

La propriété susdite passe aux héritiers de son possesseur, se transfère par contrat ou par testament.

La cession ou vente de l'établissement auquel elle est attachée comprend celle de la marque, sauf stipulations contraires. Tout tranfert doit être communiqué au ministère de l'intérieur.

Toute marque, non certifiée par ce département, est sans existence légale.

XIV

Situation financière.

Budget général de la nation. — Dettes de l'État. — La banque nationale. — La Banque de Londres et du Rio de la Plata. — La Banque anglaise du Rio de la Plata. — La Banque d'Espagne. — La Banque d'Italie. — Observations générales.

Le budget général de la République orientale de l'Uruguay, tel qu'il fut présenté à la législature pour l'exercice 1887, portait les recettes de l'État à 13,798,796 piastres, contre 13,044,200 piastres perçues en 1886-1887.

Telle était la situation résultant des documents officiels que nous avons sous les yeux, et dont nous nous bornerons à exposer les conclusions, sans les analyser en détail.

Le calcul des rentrées était établi sur les bases suivantes :

	Piastres.
Produit des douanes.	7,960,000
Vente du papier timbré	350,000
Patentes	900,000
Timbres	215,000
Contribution directe	1,600,000
Instruction publique.	210,000
Postes	165,000
Juntes économique et administrative de la capitale. .	500,000

	Piastres.
Juntes économique et administrative de la campagne .	80,000
Préfectures politiques	50,000
Marques et signes à l'usage des éleveurs de bestiaux .	10,000
Pêche d'amphibies et fermage d'îles	7,000
Successions collatérales et autres impôts	110,000
Escompte de 1 p. c. sur payements	65,000
Mont-de-piété	75,000
Capitainerie du port	120,000
Pensions et traitements militaires	369,200
Total des recettes. . .	13,798,796

L'estimation des dépenses se répartissait comme suit :

	Piastres.
Corps législatif	538,475
Présidence de la République	64,636
Ministère des relations extérieures	115,668
— de l'intérieur	2,098,765
— des finances	1,071,599
— de la justice, des cultes, de l'instruction publique	951,711
Ministère de la guerre et de la marine	3,229,271
Obligations de la nation.	5,764,024
Total des dépenses. . .	13,834,149

Les dettes de l'État, au 31 décembre 1888, étaient ainsi représentées :

	Piastres.
Dette amortissable	2,335,066.84
Chemin de fer Central-Uruguay	760,000.00
— à Santa-Rosa	1,740,000.00
— à Higueritas.	641,000.00
Emprunt de 20,000,000	19,800,000.00
— d'unification	50,821,570.00

	Piastres.
Dette franco-anglaise	79,300.00
— italienne	753,800.00
— française	1,434,725.14
— espagnole	266,750.00
— pour chemins de fer	94,478.09
Billets nationalisés	427,000.07

Il faut y ajouter une dette flottante d'environ 4 millions, en bons du trésor, et 5 millions pour l'emprunt municipal.

On compte à Montévideo plusieurs établissements de banque qui contribuent largement au développement des relations commerciales et des progrès industriels. Nous citerons tout d'abord la *Banque nationale*, dont les opérations donnent d'excellents résultats. Ses escomptes, en 1888, s'élevèrent jusqu'à 39 millions de piastres, et elle peut leur donner plus d'importance encore, sans aucune difficulté. L'état suivant offrira une idée de ses ressources :

	Piastres.
Capital.	12,000,000
Capital versé	10,021,502
Valeurs en portefeuille, divers débiteurs.	16,513,699
Dette du gouvernement.	1,409,096
Cédules négociées par la Banque	975,149
Capital des succursales.	2,500,000
Hypothèques	4,951,307
Coupons payés pour dividendes	1,076,142
Existence effective	5,604,269
Émission	6,243,758
Dépôts judiciaires	664,533
Du gouvernement	2,612,622
Dépôts à prime	5,263,791
En comptes courants.	3,094,601

La *Banque de Londres et du Rio de la Plata* présentait ses comptes, au 31 décembre 1888, comme suit :

	Piastres.
Valeurs en portefeuille	8,503,367
Existence en effectif	5,190,610
Capital réalisé	1,500,000
Dépôts et comptes courants	9,254,038
Émission	2,939,940

La *Banque anglaise du Rio de la Plata* possède une succursale dans la capitale de l'Uruguay. Ses opérations, en 1888, se résument comme on le verra ci-dessous :

	Piastres.
Capital	1,250,000
Existence effective	3,157,188
Valeurs en portefeuille	6,007,457
Dépôts et comptes courants.	5,896,176
Émission	2,018,470

La *Banque d'Espagne* reçoit moins de dépôts, mais sa situation est également normale, ainsi que le démontrent les chiffres donnés ci-contre :

	Piastres.
Capital	3,000,000
Capital réalisé	1,925,483
Existence effective	1,005,373
Valeurs en portefeuille	2,167,792
Dépôts	642,262
Émission	1,055,420

La *Banque italienne*, qu'il nous reste à citer, présente sa balance comme on le verra ci-après :

	Piastres.
Capital	2,200,000
Capital réalisé.	1,791,401
Existence effective	1,265,847

	Piastres.
Valeurs en portefeuille	3,163,873
— déposées.	3,121,488
Caisses d'épargne.	53,745
Émission	1,162,460
Dépôts et comptes courants.	4,543,602

En condensant les éléments qui précèdent, on constate que les banques d'émission de la République possèdent un capital réalisé de 16,488,386 piastres, dont 10 millions appartenant à la Banque nationale; qu'elles ont en portefeuille pour 27,765,284 piastres de valeurs, et en caisse 16,223,287 piastres en espèces. L'émission de papier monnaie en circulation étant de 23,420,048 piastres, n'atteint pas le chiffre de la réserve métallique. Il est à observer, de plus, que la moitié du capital émis sortit de la Banque nationale. Le total des dépôts et comptes courants des cinq banques ci-dessus citées s'éleva à 31,990,615 piastres.

Les chiffres que nous venons de grouper ne représentent pas toutes les ressources du crédit en Uruguay, car il existe encore d'autres institutions commerciales et financières à Montévideo, à côté des banques d'émission que nous avons mentionnées précédemment.

XV

Postes, télégraphes et téléphones.

Installations postales à Montévideo. — Recettes générales. — Organisation actuelle du service. — Ses résultats en 1887. — Lignes télégraphiques. — Leur activité. — Compagnies téléphoniques. — Renseignements à ce sujet.

L'administration centrale des postes, dont le siège est à Montévideo, occupe un bel édifice, spécialement construit à son usage. Un large portique, ouvert au public, y donne accès à une cour intérieure, fort spacieuse, couverte d'un toit en verre. Des tableaux, contenant des listes de lettres reçues de toutes les parties du monde, et qui n'ont pu être distribuées faute d'indications suffisantes, y sont affichés. Les listes portent les noms, classés par ordre alphabétique, des destinataires desdites lettres.

Toutes les dépendances de l'établissement communiquent avec cette cour centrale, où se trouvent les boîtes destinées à la réception de la correspondance, tant pour l'intérieur que pour les pays étrangers.

Il est fait mention, pour la première fois, des recettes postales en Uruguay, dans le budget présenté en 1829 par don Lucas José Obès. Elles y figuraient pour une

somme qui n'équivaudrait actuellement qu'à 821 piastres, 80 centavos.

Montévideo ayant été bloqué, durant huit ans, de 1843 à 1851, il ne peut être question, en cette période, d'améliorations postales.

Après le rétablissement des communications, de 1854 à 1856, le produit des postes fut évalué annuellement à 16,000 piastres. En 1859, il atteignit 22,997 piastres; en 1860, 34,892 piastres. Il suit dès lors une marche ascendante, ainsi représentée jusqu'en 1869 :

ANNÉES :	Recettes postales en piastres.	ANNÉES :	Recettes postales en piastres.
1865	46,467	1868	84,676
1866	61,986	1869	106,449
1867	73,539		

La guerre civile, en 1870 et 1871, modifia cette situation, et fit retomber la rente postale, en 1870, à 82,007 piastres. Les affaires se trouvaient paralysées; les communications avec l'intérieur étaient difficiles, beaucoup de familles avaient quitté le pays et plusieurs maisons de commerce avaient suspendu leurs opérations.

Le mouvement des postes reprit plus d'activité en 1872, et a suivi, depuis cette époque, une progression constante. Le tableau numéro XIII, joint aux annexes, en indique les proportions pendant un terme de cinq années, de 1882 à 1886.

Il existait en 1887, dans la République orientale, 453 bureaux consacrés au service des postes, auxquels étaient attachés 659 employés et agents, dont 91 à l'administration centrale et 568 aux administrations

locales. On disposait, pour la transmission des correspondances, de 614 kilomètres de voies ferrées; de 150 kilomètres de voies maritimes; de 1,125 kilomètres de voies fluviales. Des bureaux ambulants, fonctionnant sur quelques-unes de ces routes, parcoururent durant l'année un espace de 473,770 kilomètres; la circulation des diligences, emportant des valises postales, fut estimée à 1,779,492 kilomètres; des courriers à cheval firent un trajet total de 210,720 kilomètres, et des lettres et papiers furent envoyés sur 290,986 kilomètres par vapeurs.

L'état suivant résume le mouvement général des postes, en 1887 :

Lettres affranchies .	4,677,923	Échantillons . . .	12,977
— non affranch.	64,348	Papiers d'affaires . .	174,740
Corresp. officielle .	284,508	Lettres recommandées	142,400
Cartes postales . .	21,917	Dépêches — .	22,361
Imprimés . . .	11,756,171		

Soit au total : 17,157,345 piastres.

	Piastres.
Bons postaux en général	3,751,082
Payements faits par la direction générale	2,417,802
Produit des virements postaux	18,287
Recouvrements totaux y compris le produit précédent .	165,582

La République orientale de l'Uruguay possède un service télégraphique s'étendant sur 3,659 kilomètres, d'une frontière à l'autre. Il comprend huit lignes distinctes, dont nous présentons ci-dessous la nomenclature, en même temps que certains détails concernant leur emploi :

1. *Telegrafo oriental.* — Ses bureaux sont installés à

Montévideo, Pando, Miques, Minas, Tapès, Gutierrez, Treinta y Tres, Tacuari, Artigas, Melo, Maldonado, San-Carlos, Rocha et Yaguaron, où aboutit le réseau brésilien. On transmit par cette voie, en 1887, 3,337 télégrammes pour l'intérieur; 3,468 télégrammes en destination de l'étranger; 5,032 télégrammes en transit.

2. *River Plate.* — Cette ligne part de Montévideo et a des stations à San-José, Escudero, Rosario oriental et Colonia; de là, par câble sous-marin, elle est en rapport avec Punta-Lara et Buenos-Ayres. Elle occupe, sur le sol uruguayen, 36 employés, qui firent passer, en 1887, 2,960 télégrammes pour l'intérieur; 26,425 télégrammes pour l'extérieur; 14,429 télégrammes en transit.

3. *Compañia telegrafica Platino Brasilera.* — Ses fils, installés de Montévideo à Salto et la frontière brésilienne, servirent à l'expédition, durant l'année citée précédemment, de 36,642 dépêches particulières, payées 45,847 piastres; de 3,529 messages pour les journaux, ayant rapporté 2,726 piastres; de 2,972 télégrammes officiels, valant 9,136 piastres. En 1888, les dépêches particulières s'élevèrent au chiffre de 42,088 et leur rendement à 48,118 piastres; celles de la presse à 1,941, soldées à raison de 1,997 piastres; les communications officielles à 2,765, estimées à 7,143 piastres 76 centavos.

4. *Telegrafo nacional.* — Au moyen de cette ligne, de création récente, et construite par ordre du gouvernement, les chefs-lieux de départements sont tous unis, par voie télégraphique, à la capitale. Des bureaux

sont déjà formés à Dolorès, Palmira, Soriano, Carmelo, Durazno, Paso de los Toros, Cuchilla de la Pampa, San-Fructuoso, Tacuarembo Grande, Santa-Ernestina et Rivera. Cette importante ligne a été ramifiée à la précédente.

5. La *Internacional.* — Son parcours s'étend entre Montévideo et Buenos-Ayres, sur 222 kilomètres terrestres et 47 kilomètres de câble.

6. *Telegrafo del Ferro-Carril central del Uruguay.* — Ses fils suivent la ligne du chemin de fer du même nom, et dépendent de ladite exploitation.

7. *Telegrafo del Ferro-Carril Nord-Este del Uruguay.* — Il fait le service de diverses stations, entre Montévideo et Minas, sur 123 kilomètres terrestres.

8. *Telegrafo del Ferro-Carril Nord-Oeste del Uruguay*, installé par la compagnie de chemin de fer ainsi désignée, sur 178 kilomètres.

On compte, en plus, deux autres voies télégraphiques, traversant le Rio Uruguay, mais d'une importance secondaire. L'une relie Salto à Concordia, et reçoit les messages de la compagnie télégraphique Platino-Brésilienne; l'autre établit des communications entre Paysandu et Conception del Uruguay.

Indépendamment de ses lignes télégraphiques, Montévideo dispose des services de deux compagnies téléphoniques, la *Uruguaya* et la *Cooperativa*.

La première, qui s'amalgama à l'ancienne association *Gower Bell*, a 1,796 abonnés, et transmet environ 6,000 messages par jour.

La seconde est en voie d'organisation. Elle a déjà fait poser 105 appareils et 430 lignes de fils.

2,226 personnes s'étaient abonnées dans les bureaux de l'une ou l'autre des deux compagnies, au commencement de la présente année. Cette proportion, relativement au chiffre de la population de Montévideo, est plus forte que celle qui a été constatée, par 10,000 habitants, à Berlin, Paris, Madrid, Marseille et Lyon. Ce fait démontre que ces États nouveaux, qu'on considère en Europe comme étant encore peu avancés, ne négligent au contraire aucune occasion d'appliquer une idée pratique et de réaliser une conception utile.

L'éclairage électrique, que bien des villes européennes connaissent à peine, illumine chaque soir de nombreux magasins et établissements publics à Montévideo et à Buenos-Ayres.

XVI

L'immigration en Uruguay.

Ressources offertes aux immigrants. — Une société de colonisation. — Conditions d'établissement d'une estancia consacrée à l'élevage. — Dépenses nécessaires à la création d'une ferme. — Prix des objets de première nécessité. — Mouvement d'immigration en 1888. — Départs et arrivées. — Facilités accordées à l'immigrant. — Taux des salaires. — Considérations générales.

Nous venons d'exposer la situation économique, politique et sociale de l'Uruguay, à l'époque actuelle. Cette situation est-elle de nature à encourager l'émigrant européen à s'établir dans ce pays? Cette question offre un grand intérêt, et mérite le plus sérieux examen. Nous en résumerons, rapidement, les principaux éléments.

Au point de vue climatérique, l'émigrant ne pourrait rencontrer, dans le Sud-Amérique, des conditions d'installation plus favorables qu'en Uruguay. Les hivers n'y ont rien de rigoureux et les chaleurs estivales y sont modérées. Les pluies y sont réparties durant l'année avec assez de régularité pour y garantir des sécheresses et des inondations. Les fièvres malignes ayant un caractère endémique et épidémique

sont presque inconnues sur le territoire uruguayen.

Comme fertilité, il ne laisse rien à désirer. La culture du froment et du maïs, malgré ses imperfections présentes, y est fructueuse. Tous les produits d'Europe, tant du Nord que du Midi, réussissent dans ces champs féconds, auxquels il ne faut, pour se couvrir de riches moissons, que les soins de l'agriculteur. La multiplicité des arroyos et des rios y favorise le transport des récoltes. Nous savons déjà, en effet, que le Rio de la Plata parcourt une superficie de 1,500 lieues carrées; que l'Uruguay prolonge ses rives sur 830 kilomètres, étant navigable jusqu'à Paysandu pour les navires de haut bord, et jusqu'à Salto pour les bâtiments de cabotage et les vapeurs de dimension moyenne ; que le Rio Négro arrose, du nord-ouest à l'ouest, une aire de 463 kilomètres. Nous avons constaté, de plus, que le réseau fluvial, déjà si étendu, est complété chaque jour par l'adjonction de voies ferrées, dirigées vers tous les centres principaux et se reliant déjà aux railways brésiliens. Les marchés, tant de l'intérieur que de l'étranger, sont donc parfaitement accessibles aux *estancieros* et aux fermiers.

Ces avantages — a-t-on fait observer — sont compensés par de graves difficultés d'établissement, résultant du manque de terres fiscales disponibles, les autorités locales ayant commis l'erreur de les céder autrefois, par lots considérables, à de grands propriétaires ou à des spéculateurs au lieu de les réserver aux immigrants, à titre gratuit ou moyennant payement. Il est évident qu'un État dont les vastes domaines

sont à peine entamés, et qui peut en disposer en faveur de nouveaux arrivants, créera par ce seul fait, plus rapidement que tout autre, un courant d'immigration vers ses frontières. Celui-ci y sera attiré par l'offre d'une valeur réelle, parfaitement appréciable, représentant une prime payée aux immigrants par le pays où la main-d'œuvre et encore rare.

Ces sacrifices, en vue d'une amélioration désirable, sont également possibles, sous une autre forme, dans un pays comme l'Uruguay. Le gouvernement y a la ressource, en effet, d'acheter ou d'obtenir par expropriation quelques *estancias*, afin d'en céder des parties — en réalisant même un bénéfice — aux immigrants. Ce système y a déjà été mis en vigueur, et pourrait être appliqué plus extensivement.

Indépendamment des terres ainsi rendues accessibles, plusieurs propriétaires de vastes domaines sont disposés, dès à présent, à exécuter à leur profit cette opération lucrative. Une compagnie, la *Sociedad de colonisacion y fomento de Uruguay*, au capital de 5 millions de piastres, s'est formée à Montévideo pour cet objet. Elle se propose de fonder sur les terrains qu'elle possède déjà, ou qu'elle acquerra successivement, des colonies organisées de manière à fournir aux immigrants tout ce qui sera nécessaire à leur installation.

Le prix des terres à distribuer variera selon la situation de celles-ci, leur degré de fertilité, les conditions dans lesquelles se présente leur exploitation.

La Société céderait de 50 à 100 *cuadras* de sol

arable à chaque famille, composée de quatre personnes aptes au travail. Le payement de la *chacra* ainsi occupée et des avances faites en ustensiles, animaux, semences ou denrées alimentaires se ferait par annuités, sauf en ce qui concerne le dernier article, c'est-à-dire les vivres, dont la valeur serait prélevée sur le produit de la première récolte, six mois après sa rentrée.

Nous ne savons quelle extension la *Sociedad de colonisacion* donnera à ses opérations, mais il n'y a pas de doute, dès à présent, qu'un émigrant, débarquant à Montévideo avec un petit capital, trouverait à l'y placer très favorablement en propriétés foncières. Supposons que son apport soit assez important, et qu'il veuille l'employer à fonder une *estancia*, ou établissement d'élevage. Quelle somme lui faudra-t-il pour exécuter ce projet ?

En se bornant, à l'origine, à prendre des terres en location, on aurait évidemment moins d'avances à faire, mais cette combinaison présente des inconvénients. Tout d'abord, s'il est encore aisé d'acquérir des biens-fonds, il est plus difficile d'en obtenir l'usage provisoire à un taux acceptable. Les propriétaires uruguayens consentent rarement à accorder de longs baux, et ne signent que des contrats de six ans au plus. Le locataire, soumis dans l'intervalle à d'importantes dépenses d'appropriation, est exposé à devoir les renouveler trop fréquemment. Il aurait à payer, annuellement, par *suerte* [1] de terrain, dans le Cerro-

[1] 1,992 hectares 27 ares 87 centiares.

Largo et les départements de Minas ou de Tacuarembo, environ 1,000 piastres or de rente annuelle. Dans des districts plus favorisés, ceux de Soriano et de Colonia par exemple, la redevance s'élèverait à 1,600, et même à 2,500 piastres. Ces prix sont déjà trop forts, et ne laisseraient pas à l'exploitant une marge suffisante.

Il faudrait donc acheter, et non prendre en location, les pâturages nécessaires à la création de la nouvelle *estancia*. Examinons la question à ce point de vue.

La valeur des terres a considérablement varié, depuis un quart de siècle, dans la République orientale. On pouvait obtenir, il y vingt-cinq ans, dans les meilleurs départements, d'excellentes prairies naturelles à raison de 1,500 livres sterling par *suerte* de 2,700 *cuadras*. Il faudrait payer aujourd'hui, pour la même quantité de terres, dans le Cerro-Largo ou les départements de Rocha, de Minas et de Tacuarembo, à peu près le double de cette somme. Là même, les prix ne tarderont pas à s'élever, aussitôt que le réseau de voies ferrées déjà existant aura reçu plus d'extension. Quant à chercher à acquérir de grandes propriétés plus rapprochées de la capitale, dans le seul but de les consacrer à l'élevage du bétail, il n'y faut pas songer. Certains lots, spécialement bien placés il est vrai, y ont été vendus jusqu'à 9,000 livres sterling la *suerte*. On calcule qu'il en faut trois, au moins, pour la bonne installation d'une *estancia* destinée aux moutons. Adoptant cette base, et supposant que les terres à pâturages aient été achetées aux meilleurs termes,

les comptes du nouvel *estanciero* se présenteront comme suit :

3 *suertes* de terrain	45,000	piastres or.
Clôtures en fils de fer, poteaux, etc.	5,000	—
20,000 moutons, estimés à 1 p. 20 après la tonte	24,000	—
3,000 bêtes à cornes, à 6 piastres	18,000	—
Chevaux et juments	1,000	—
2 chariots à bœufs	600	—
Total . .	98,600	piastres or,

soit 21,000 livres sterling.

Il est peu de personnes arrivant d'Europe dans l'intention de se fixer en Uruguay, qui puissent disposer d'un tel capital. Le revenu qu'on en obtiendrait serait médiocre, et cependant on n'aurait pas fait un mauvais placement à cause de la plus-value considérable que les terres acquerront en peu d'années, par suite du développement de l'agriculture et de l'augmentation de la population. Le propriétaire d'une *estancia* ainsi établie pourrait doubler son apport en revendant, par *chacras* ou fermes de 50 *cuadras* (1), l'aire agraire dont il est détenteur.

Nous venons de présenter le budget de l'*estanciero* : il importe maintenant d'indiquer celui du fermier. Cinquante cuadras de terrains bien arrosés et bien situés, c'est-à-dire pouvant être exploités avec avantage, lui coûteront, en moyenne, 1,250 piastres or;

(1) La *cuadra* est de 73 ares 16 centiares.

la construction d'une maison, composée de trois chambres, 200 piastres. A ces dépenses, il faut ajouter les suivantes :

1 vache	6	piastres.
1 paire de bœufs	40	—
1 cheval	10	—
1 charrette à 4 roues	150	—
1 charrue à soc d'acier	25	—
1 herse	10	—
Ustensiles divers	6	—
Total . .	247	piastres.

Le cours de la piastre uruguayenne varie légèrement, d'après le change. En l'évaluant à 5 fr. 20 c., nous estimons donc la mise de fonds nécessaire à l'émigrant qui veut se fixer en Uruguay, comme *chacrero* ou fermier, à 7,784 fr. 40 c. Il lui faudrait toutefois quelques fonds supplémentaires, afin d'acheter les vivres indispensables à son entretien et à celui de sa famille jusqu'à la vente de la première récolte. Le prix des articles de ménage est peu élevé, ainsi qu'on en jugera par la nomenclature suivante, ne comprenant que des marchandises de la meilleure qualité, avec désignation de leur valeur par kilogramme : viande de bœuf, 60 centimes; pain blanc, 50 centimes; farine de froment, 45 centimes; farine de maïs, 50 centimes; graisse, 1 fr. 20 c.; riz, 70 centimes ; sucre, 90 centimes; sucre de deuxième qualité, 60 centimes; café, 3 francs; vin, 90 centimes le litre; lait, 60 centimes le litre; bougies de suif, 80 centimes le kilogramme; savon, 60 centimes; sel commun, 30 cen-

times; tabac commun, 3 fr. 50 c. le kilogramme; sel fin, 50 centimes le kilogramme; huile, 2 francs le litre; fromage commun, 2 francs le kilogramme, etc.

Si l'immigrant ne possédait pas de capital suffisant pour payer intégralement ses terrains, il trouverait sans difficulté des propriétaires qui les lui vendraient, comme nous l'avons dit ci-dessus, moyennant des payements annuels, répartis équitablement.

En comparant les frais d'installation d'une exploitation agricole en Uruguay avec ceux qu'exige la création d'un établissement semblable dans la République Argentine, nous observons qu'ils y sont, en général, plus élevés. Ce désavantage est compensé, toutefois, par plus de régularité dans le rendement, les terrains y étant très fertiles, mieux irrigués, plus friables, et moins exposés aux effets de longues périodes de sécheresse. Les deux pays, en somme, à divers points de vue, offrent aux immigrants des chances à peu près égales de prospérité et de succès.

Le mouvement d'immigration vers l'Uruguay, en 1888, a été beaucoup moins important que celui qu'on a constaté dans les provinces argentines et au Brésil. Ce fait résulte de ce que, dans ces dernières contrées, on a offert à l'émigration étrangère des facilités exceptionnelles. La République orientale a souffert, en plus, pendant quelques années, d'un certain discrédit par suite des troubles politiques qui l'ont si fréquemment agitée. Elle a inauguré, depuis lors, une période de stabilité et d'apaisement, dont les effets économiques ne peuvent tarder à se manifester.

Il est entré à Montévideo, en 1888, du 1er janvier

au 31 décembre, 15,498 personnes venant d'outre-mer, parmi lesquelles 8,851 sont restées dans le pays. D'autre part, 52,102 individus ont débarqué au même port, arrivant de la République Argentine, dont 45,483 sont retournés, après un court séjour, au lieu de provenance. Il en demeura 6,619 en Uruguay, c'est-à-dire qu'en ajoutant ce chiffre à celui des immigrants venus d'outre-mer, la population uruguayenne s'accrut en 1888, par accessions du dehors, de 15,470 âmes. Le gouvernement local n'a fait aucune propagande dans le but d'activer l'immigration. Celle-ci s'est produite spontanément et sans intervention officielle. Un délégué spécial a été cependant envoyé, tout récemment, dans les cantons suisses, afin d'en ramener un certain nombre de familles d'agriculteurs. 255 1/2 passages gratuits ont été accordés, en 1888, à de nouveaux arrivants, désirant se fixer dans des localités situées à l'intérieur du pays. Parmi les voyageurs ainsi favorisés, 139 1/2 partirent pour Salto, 48 pour Pando, 16 pour San-José, 9 1/2 pour Sarandi, etc. Les environs de Paso de los Toros, par leur situation centrale, à proximité d'un chemin de fer, et les terrains encore disponibles dans le département de Colonia, conviennent parfaitement aux travaux agricoles.

Il faut, en moyenne, de 20 à 28 jours pour faire la traversée d'Europe en Uruguay. Les Italiens ont le choix, comme ports d'embarquement, entre Gênes, Naples, Savone, Marseille et Bordeaux ; les Espagnols, entre Cadix, Barcelone, Vigo, la Corogne, Santander et Gibraltar ; les Allemands, Belges, Danois et Suédois, entre Anvers, Hambourg et Brême. On engage les

émigrants à débarquer à Montévideo de septembre à décembre, mois de printemps dans cette latitude. Les effets personnels et les outils de travail sont introduits en franchise de droits, ce qui constitue un avantage d'autant plus appréciable que les ouvriers munis de leurs outils obtiennent plus facilement de l'occupation et un salaire plus élevé.

En descendant à terre, l'immigrant est immédiatement mis en rapport avec un délégué du commissariat d'émigration, qui s'informe si le nouveau débarqué s'est déjà assuré des ressources, et s'il a arrêté un logement pour lui et sa famille.

En cas de réponse négative, le fonctionnaire cité le fait conduire à l'Asile, établissement subsidié par le gouvernement où, pendant huit jours, et souvent davantage, tout étranger arrivé comme immigrant est logé et nourri aux frais de l'État. Si, après un certain temps, il n'a pu trouver à se placer, on lui réclame une cotisation journalière de 1 fr. 50 c. par tête, pour tout individu faisant partie de sa famille âgé de plus de huit ans. Les malades sont envoyés à l'hôpital.

Le commissaire général, chef supérieur du bureau d'émigration, intervient aux contrats conclus entre les immigrants ou industriels locaux, afin d'en assurer la stricte exécution.

Le travail est bien rémunéré en Uruguay. Les journaliers y gagnent, en moyenne, 60 francs par mois, avec logement et nourriture; les familles de cultivateurs, avec ou sans enfants, de 80 à 170 francs ; les jardiniers, de 100 à 120 francs, étant logés et nourris; les cuisiniers ordinaires, 75 francs, id. ; les cuisiniers

d'hôtel, de restaurant, de 150 à 400 francs, id., etc. [1].

Les gens de métier et, en général, tout ceux qui concourent directement à la production, obtiennent de l'occupation sans difficulté, à moins qu'ils ne soient exclusivement des *spécialistes*. La division du travail n'ayant pas encore été appliquée, hors des grands centres industriels d'Europe, aussi largement que dans ceux-ci, on ne trouverait aucun emploi en Uruguay pour l'ouvrier qui ne pourrait confectionner, par exemple, qu'une partie déterminée d'un mécanisme, et devrait passer par un apprentissage pour apprendre à l'achever dans tous ses détails, ce qui est presque toujours nécessaire dans une contrée nouvelle, où les ventes sont encore limitées.

Nous ne conseillons pas aux personnes qui ne sont pas accoutumées au travail manuel, ou qui, tout au moins, ne sont pas disposées à se contenter, au début, de la position la plus humble — se préparant ainsi à en remplir une meilleure après avoir acquis quelque expérience pratique —, d'émigrer aux États de la Plata. Les professions libérales y sont encombrées, et les gens du pays, par leurs relations de famille, y ont plus de chances de succès que les étrangers. Là, comme ailleurs, la fortune est aux plus habiles, aux plus adroits, aux plus vaillants. On ne l'acquiert point par le seul fait de changer de milieu : elle dépend entièrement des qualités personnelles de celui qui la cherche. Il doit savoir, sans se décourager, subir les embarras d'une première installation; renoncer à des

(1) Voir aux annexes, sous le nº XIV, une note plus complète sur le taux des salaires en Uruguay, en 1889.

habitudes acquises pour en prendre de nouvelles, et faire preuve de persévérance et d'énergie.

L'émigrant, en débarquant en Uruguay, y trouvera les moyens d'y déployer toute son activité. L'agriculture y donne de bons résultats; l'industrie peut y prendre un grand développement; le commerce y acquiert chaque jour plus d'importance. Ces moyens d'agir, c'est à lui à les utiliser : son sort futur dépendra de son intelligence et de son courage. L'insuccès de quelques-uns, durant leur séjour à l'étranger, a été l'objet de récriminations souvent injustes. Nos grandes villes d'Europe ne contiennent-elles pas des centaines de malheureux qui n'ont jamais pu s'astreindre à un travail régulier, et dont l'intempérance, la paresse et le défaut de prévoyance sont presque incorrigibles? Pour ceux-là, l'émigration ne sera, et ne peut être, que la continuation, dans un milieu différent, d'une vie de privations et de misère. Aide-toi, a-t-on dit, et le ciel t'aidera ! Telle doit être la devise de tous ceux qui quittent leur patrie, pour aller au loin la faire estimer par leurs qualités et leurs actes.



ANNEXES

I

Chemin de fer du Central-Uruguay.

Service de la ligne durant les années juin 1886-87 et juin 1887-88.

DÉTAIL.		1886-1887.	1887-1888.	AUGMENTATION OU DIMINUTION.		
					Quantités.	P. C.
Nombre de passagers . . .		281,379 1/2	332,571 1/2	+	51,192	18.19
Reçu pour passages .	P. f.	271,625 17	305,836.34	+	34,211.17	12.59
Recettes télégraphiques	—	6,397.26	6,851.84	+	454.58	7 11
— pour bagages.	—	30,865.48	33,880.96	+	3,015.48	9.77
— diverses . .	—	9,202.12	12,437.72	+	3,235.60	35.16
Transport des laines et du crin.	T.	14,043	15,762	+	1,719	12.24
Transport des cuirs et des os	—	4,792	4 946	+	154	3.22
Transport des céréales et fourrages . . .	—	37,391	60,374	+	22,983	61.47
Transport des farines .	—	4,288	3,715	—	573	13.36
Transport des pierres à chaux	—	10,052	9,657	—	395	3.93
Matériaux de construction.	—	39,240	47,923	+	34,625	88.24
Matériaux pour le chemin de fer Nord-Est-Uruguay	—	—	21,620			
Matériaux pour le chemin de fer Midland.	—	—	4,322			

DÉTAIL.		1886-1887.	1887-1888.	AUGMENTATION OU DIMINUTION. Quantités.	P. C.
Marchandises généra[les].	—	43,421	49,178	+ 5,757	13.26
Fils de fer et piquets .	—	5,953	6,869	+ 916	15.93
Matériaux de campagne	—	20,867	11.761	— 9,106	43.64
Poids total transporté.	—	180,047	236,127	+ 56,080	31.15
Recettes p[r] cargaison.	P. f.	554,143.46	628,984.91	+ 74,841.45	13.51
— p[r] animaux .	—	44,470	53,688	+ 9,217.86	20.73
Nombre d'animaux. .	»	46,245	60,929	+ 14,684	31.75
— de chiens . .	»	2,222	2,240	+ 18	
Total des recettes . .	P. f.	916,703	1,041,679	+ 124,976.14	13.63
Dépenses d'exploitation.	—	455,999	485,072	+ 29,073.72	6.38
Bénéfice net	—	460,704	556,606	+ 95,902.42	20.82
Milles parcourus par les trains	»	266,835	288,708	+ 21,873	8.19
Milles parcourus par voitures et wagons .	»	3,369,111	3,721,855	+ 352,744	10.47
Recette par mille de train	P. f.	3.44	3.60	+ 0.16	
Dépense par mille de train	—	1.71	1.68	— 0.03	
Bénéfice par mille de train.	—	1.73	1.92	+ 0.19	
P. c. de dépenses sur les recettes	—	49.74	46.57	— 3.17	
Nombre moyen de passagers, par jour . . .	»	771	911	+ 140	
Recette moyenne par passager.	P. f.	0.97	0.92	— 0.05	
Recette moyenne par tonne de charge . .	—	3.07	2.66	— 0.41	
Nombre de milles en exploitation	»	190	190		

N. B. — La tonne est calculée à raison de 919 kilog

II

Chemin de fer du Nord-Ouest-Uruguay.

Service de la ligne durant les années 1886 et 1887.

DÉTAIL.		1886.	1887.		AUGMENTATION OU DIMINUTION. Total.	P. C.
Nombre de passagers .	»	11,342 1/2	12,282	+	939 1/2	8.28
Reçu pour passages. .	P. f.	28,944.05	34,057.15	+	5,113.10	17.66
Recettes télégraphiques.	—	1,991.19	1,549.91	—	441.28	22.16
— pour bagages .	—	4,804.53	4,786.27	—	18.26	38
— diverses. . .	—	11,716.64	2,056.06	—	9,660.58	82.45
Transport des laines et du crin	»	$823^{\text{T}}.512^{\text{K}}.$	$807^{\text{T}}.495^{\text{K}}.$	—	16,017	1.94
Transport des cuirs et os	»	$841^{\text{T}}.469^{\text{K}}.$	$1,077^{\text{T}}.722^{\text{K}}.$	+	236.253	28.07
Transport des céréales et fourrages . . .	»	$599^{\text{T}}.222^{\text{K}}.$	$475^{\text{T}}.430^{\text{K}}.$	—	123.792	20.65
Transport du matériel de construction de la Compagnie. . . .	»	$10,128^{\text{T}}.264^{\text{K}}.$	$2,736^{\text{T}}.556^{\text{K}}.$	—	7,391.708	72.9
Transport de marchandises générales . .	»	$9,392^{\text{T}}.150^{\text{K}}.$	$13,826^{\text{T}}.357^{\text{K}}.$	+	4,434.207	47.2
Poids total	»	$21,784^{\text{T}}.617^{\text{K}}.$	$18,923^{\text{T}}.560^{\text{K}}.$	—	2,861.057	13.1
Recettes pour cargaison.	P. f.	72,437.24	63,729.92	—	8,707.32	12.02
— totales . . .	—	119,893.65	106,179.31	—	13,714.34	11.44
Dépenses d'exploitation à Salto	—	77,999.61	91,699.00	+	13,700.00	17.5
Milles parcourus par les trains	»	33,878	64,307	+	30,429	89.9

DÉTAIL.		1886.	1887.	AUGMENTATIONS OU DIMINUTIONS. Total.	P. C.
Milles parcourus par les voitures et wagons .	»	610,398	1,142,835	+ 532,437	87.2
Recettes par mille parcouru	P. f.	3,540	955.88	— 2,584.12	73
Frais d'exploitation par mille parcouru . .	—	2,300	825 52	— 1,474.48	64.1
P. c. de dépenses sur les recettes . . .	—	65,050	86.36	+ 21.31	32.7
Nombre moyen de passagers, par jour . . .	»	31.07	33.04	+ 2.57	8.27
Nombre de milles ouverts au trafic	»	73.33	111.08	+ 37.75	51.48

III

Chemin de fer de l'Est-Uruguay.

Service de la ligne durant les années 1886 et 1887.

DÉTAIL.		1886.	1887.	AUGMENTATION OU DIMINUTION. Total.	P. C.
Nombre de passagers . .	»	67,451	56,211	— 11,240	16.66
Poids des marchandises transportées	T.	21,159	28,001	+ 6,842	32.33
Recettes pour passages .	P. f.	31,828.49	36,571.55	+ 4,743.06	14.90
— pour marchandises	—	29,330.01	43,489.68	+ 14,159.6	48.28
Recettes pour colis . .	—	2,135.63	2,636.87	+ 501.24	23.47
— pour bagages .	—	1,003.59	1,184.55	+ 180.96	18.04
— pour service télégraphique	—	207.00	219.13	+ 12.13	5.85
Recettes pour autres services	—	3,701.61	3,329.83	— 371.78	10.04
Recettes totales du trafic.	—	68,206.33	87,431.61	+ 19,225.28	28.18
Dépenses d'exploitation .	—	45,607.31	50,957.22	+ 5,349.91	11.73
Bénéfice	—	22,599.02	36,474.39	+ 13,875.37	61.39
Milles parcourus par les trains	»	37,861	40,611	+ 2,750	7.26
Milles parcourus par les voitures	»	216,123	265,680	+ 49,557	22.92
Recettes par mille parcouru	P. f.	1.79	2.15	+ 0.36	»

DÉTAIL.		1886.	1887.	AUGMENTATION OU DIMINUTION. Total.		P. C.
Dépenses par mille parcouru	P. f.	1.20	1.25	+	0.05	»
Bénéfice par mille parcouru	—	0.59	0.90	+	0.31	»
Nombre moyen de passagers par jour . . .	»	184	154	—	30	»
Recette moyenne par passager	P. f.	0.47	0.65	+	0.18	»
Recette moyenne par tonne de charge	—	1.38	1.55	+	0.17	»
Milles ouverts au trafic .	»	21	21		»	»

IV

Loi de colonisation.

Le Sénat et la Chambre des représentants de la République orientale de l'Uruguay, réunis en assemblée générale, etc.

Décrètent :

Article 1er. Le Pouvoir exécutif est autorisé, pour fomenter l'agriculture, à former, préparer ou aider des entreprises, ou à favoriser des efforts individuels faits dans ce but, selon les conditions de la présente loi. En ce dernier cas, les sommes avancées par le P. E. doivent être remboursées.

Art. 2. Les colonies que le P. E. forme, ou aide à former, devront être établies à proximité des voies fluviales ou ferrées et des chemins nationaux les plus fréquentés, sur de bonnes terres de labour, dont les conditions favorables pour l'agriculture auront été préalablement reconnues par des agronomes.

Art. 3. Les colonies ci-dessus mentionnées pourront être fondées sur des terres acquises avantageusement par le P. E.; sur des biens considérés comme fiscaux; sur des propriétés devenues disponibles en vertu de l'application rigoureuse de l'article 808 du code rural. Dans tous les cas, pour éviter toute réclamation de la part de tierces personnes, les formalités exigées pour les expropriations seront remplies avant l'installation des colons et l'établissement des *chacras*.

Ces formalités, consignées dans l'article 446 du code civil, garantiront le colon propriétaire contre toute éventualité de revendication, mais ne comporteront pas l'admission du droit de propriété particulière ultérieure sur le terrain.

ART. 4. Les formalités de l'expropriation des terres destinées aux effets de la présente loi étant remplies, on procédera au mesurage desdites terres et à leur répartition en *chacras*, la situation des eaux servant de base à cette dernière opération.

La division en *chacras* — celles-ci étant pourvues d'eau autant que possible — étant approuvée par la direction générale des travaux publics, on procédera à la délimitation, déterminant avec exactitude la position des bornes placées, et établissant aux principaux points de division des marques indestructibles.

ART. 5. La direction des colonies favorisées par la loi, aura l'obligation de choisir de préférence, comme colons, les membres des familles existant dans la République, qui, par manque de ressources ou par suite de la clôture des champs, se trouvent sans travail.

ART. 6. Après un prudent délai et à des conditions de prix et de payement fixés par la direction de la colonie — d'accord avec le P. E. — on adjugera aux colons, aptes aux travaux agricoles, les *chacras* sur lesquelles ils se seraient livrés, personnellement, à des travaux d'agriculture, sous une direction compétente. Ces conditions étant remplies, on leur donnera un titre garanti de propriété agricole.

ART. 7. Les terres que les colons abandonnent, sans remplir les conditions indiquées dans l'article 6, sont données à d'autres, les premiers perdant tout droit. Si, après avoir rempli les conditions requises d'après l'article 6, les colons abandonnaient, de fait, la propriété, les améliorations introduites par eux disparaissant, et la terre retournant à son état primitif, elle pourra être expropriée pour les fins de la loi.

ART. 8. Les « Juntes économico-administratives » feront

publier des édits et feront citer tous les possesseurs, pour qu'ils présentent les documents de possession et de propriété, afin que tous les *solares* et *chacras*, dans lesquels on n'aurait pas accompli les conditions expresses de la concession, retournent à la nation.

ART. 9. Chaque fois que, dans un district pastoral, se présenteront 20 familles, sollicitant des terres à cultiver, le P. E., ou les juntes administratives avec son approbation, pourront acquérir les terres nécessaires, aux conditions exprimées dans l'article 2, si le district ne possède pas de terres fiscales disponibles.

Si le nombre des familles dépasse 100, ne pouvant trouver de terres dans les conditions indiquées plus haut, on pourra procéder à l'expropriation de celles qui sont nécessaires à l'établissement de la colonie, en observant les formalités exigées par la loi.

ART. 10. Pour les fins générales de la présente loi, le P. E. pourra disposer d'une somme de 200,000 piastres, à prendre sur le produit de la rente des patentes, d'après l'article 29 de la loi sur la matière.

ART. 11. Le P. E. réglementera la présente loi et rendra compte, opportunément, de ce qui aura été fait, en exécution de ladite loi.

ART. 12. Qu'ainsi soit publié, etc., etc.

Salle des sessions de l'honorable Chambre des représentants, à Montévideo, le 18 novembre 1880.

BUSTAMANTE,
premier vice-président.

JOSÉ-LUIS MISSAGLIA,
secrétaire rédacteur.

V

Décret réglementaire de la loi de colonisation.

Ministère de l'intérieur.

DÉCRET.

Montévideo, le 30 juin 1881.

Conformément à l'article 11 de la loi de colonisation, promulguée le 23 novembre 1880, le Président de la République accorde et

Décrète :

Article premier. La commission d'immigration et d'agriculture est autorisée à prendre annuellement, sur le produit de la rente des patentes, la quantité de 200,000 piastres, qu'elle déposera dans une banque de la capitale, afin d'en disposer selon la forme déterminée par le présent décret.

Art. 2. Ladite commission est également autorisée à provoquer la création de colonies nationales, mixtes ou étrangères, ainsi qu'à favoriser des entreprises dues à l'initiative particulière, tout en étant astreinte, dans tous les cas, à rendre un compte détaillé au ministère de l'intérieur des opérations qu'elle se propose d'effectuer, ainsi que de leur résultat définitif.

Art. 3. Les terres destinées à la formation de colonies

doivent être mesurées et divisées en autant de *chacras* qu'on désire placer de familles, en laissant un espace suffisant pour la création d'un village, dans chaque colonie, et l'aire nécessaire pour former un bois, établir un abreuvoir, et avoir un pâturage communal.

ART. 4. Pour arriver à ces fins, la commission sollicitera le concours de la direction générale des travaux publics, afin que celle-ci procède au mesurage des champs, au tracé du village, des chemins et des *chacras*. Le plan complet de la colonie sera fait en duplicata; un exemplaire en sera déposé au ministère de l'intérieur, et l'autre au bureau d'immigration et d'agriculture.

ART. 5. La commission d'immigration et d'agriculture proposera, par anticipation, les terrains qu'elle considère comme convenables à l'emploi susdit, qu'ils soient fiscaux ou de propriété particulière, afin que le gouvernement prenne, avec célérité, les mesures opportunes.

ART. 6. Les colons ne pourront, en aucun cas, se mettre en possession des *chacras* sans avoir signé un contrat formel, qui pourra être annulé immédiatement toutes les fois que les conditions n'en seront pas remplies.

ART. 7. On ne pourra, sous aucun prétexte, faire donation des *chacras*. Le colon qui les prend, les payera à prix très réduits, et aura les plus grandes facilités pour en régler le payement.

ART. 8. La formalité indiquée dans l'article 6 étant remplie, on annulera le contrat et on expédiera un titre garanti de propriété aux colons.

ART. 9. La personne qui en son nom propre, ou en représentation d'une société, désire fonder une colonie, mixte ou étrangère, sur des terrains fiscaux, présentera sa propo-

sition au bureau d'agriculture et d'immigration, avec renseignements sur la situation des terrains où la colonie doit être établie, le plan desdits terrains, les contrats faits avec les familles de cultivateurs, les avances qu'on se propose de faire, les industries qu'on va installer et enfin, le règlement interne de la colonie.

Art. 10. Les concessions, tant aux entreprises de colonisation qu'aux particuliers, seront toujours accordées à ceux qui présentent les propositions les plus favorables, et garantissent leur exécution.

Art. 11. Le contrat restera sans effet si, dans le terme d'une année — délai qu'on pourra proroger en cas d'événement fortuit — il n'est pas donné suite à l'installation des colons, au nombre de 10 ou 20 familles, selon l'importance de la concession.

Art. 12. Le contrat dont il est fait mention dans l'article antérieur étant caduc, les terres, les constructions, les travaux exécutés par l'entreprise retourneront au fisc, mais on respectera les contrats des colons déjà installés. On fera appel, pour continuer la colonisation, à de nouvelles propositions.

Art. 13. Les étrangers, venant de l'extérieur en qualité de colons, pourront introduire librement leurs effets, semences, instruments, machines et autres objets, dans tous les ports de la République.

Art. 14. Dans les *egidos* [1] des villages — les prescriptions de l'article 8 de la loi de colonisation ayant été remplies — on donnera les *chacras* gratuitement, à la seule condition de les cultiver pendant quatre ans, aux familles

[1] *Egido*, circonscription composée de terrains appartenant à une commune déterminée, ville ou village.

de cultivateurs qui en feront la demande, préférence étant donnée aux nationaux. Comme titre, on leur délivrera provisoirement un billet de possession.

Art. 15. Lorsque les familles concessionnaires auront occupé et cultivé les concessions pendant quatre années, et justifié, après ce délai, que la métairie ou la *chacra* contient une habitation pour la famille; qu'elle est entourée d'une clôture; qu'il s'y trouve au moins 100 arbres fruitiers; que ses deux tiers, au minimum, ont été constamment cultivés, le billet de possession, dont il est fait mention dans l'article 14, sera échangé contre un acte définitif, fait devant un écrivain public, et inscrit dans un registre qu'ouvrira à cet effet la « Junta » ou commission auxiliaire locale.

Art. 16. En vue de favoriser l'agriculture dans les districts pastoraux, s'il s'y trouve des terres fiscales et si un groupe de 20 familles les sollicitent pour les consacrer aux travaux agraires, la commission pourra les concéder selon ce qui est dit dans les articles 4, 6 et 7. Si le nombre des familles dépasse la centaine, et s'il n'existe pas de terres fiscales on résoudra la question en consultant le gouvernement préalablement.

Art. 17. Les propriétaires de terres à pâturages ou de labour, en quelque lieu de la République que ce soit, qui se proposent d'y former des colonies agricoles et pastorales, ou purement agricoles, et qui désirent profiter de la présente loi, présenteront leurs propositions à l'approbation du gouvernement par l'intermédiaire de la commission d'immigration et d'agriculture.

Art 18. Pour faciliter les formalités, on joindra aux propositions dont il est parlé précédemment, le titre de propriété et un plan divisé en *chacras* de 80 à 100 hectares, si les colo-

nies doivent être à la fois agricoles et pastorales, et de 30 hectares si elles sont purement agricoles. La commission d'immigration et d'agriculture passera ces documents à la direction des travaux publics, pour étude et approbation.

ART. 19. Toute proposition qui, conciliant l'intérêt particulier avec l'intérêt public, est limitée à la demande de quelque exemption temporaire d'impôt, ou à l'usufruit de quelque propriété publique sans rapport pour le fisc, sera accueillie de préférence.

ART. 20. Les concessionnaires de colonies sont obligés de présenter annuellement, ou à toute demande du bureau d'immigration et d'agriculture, un état détaillé de leurs opérations, en rapport avec les instructions données.

ART. 21. Quelle que soit la forme, officielle ou particulière, d'une colonie, celle-ci devra avoir un intendant et un directeur chargé d'installer les familles, d'assurer leur sécurité et de légitimer ses droits.

ART. 22. La commission est autorisée à proposer au gouvernement, quand elle juge convenable de le faire, les réformes qu'elle désirerait introduire dans le présent règlement.

ART. 23. Ainsi soit promulgué, publié, etc., etc.

VIDAL,
Mateo Magarinos Cervantes.

VI

Existences de bestiaux dans les différents départements de la République en 1884-1885-1886.

DÉPARTEMENTS.	1884.	1885.	1886.
Paysandu	1,297,419	1,370,507	1,310,190
Rio-Négro	1,359,557	1,393,665	1,284,941
Salto	»	1,100,235	1,332,280
	2,034,409		
Artigas	»	902,058	746,693
Tacuarembo	»	1,857,714	1,766,746
	2,445,807		
Rivera	»	778,412	756,169
Canelones	203,696	199,069	179,878
Cerro-Largo	»	1,279,093	1,249,380
Treinta y Tres	3,169,890	947,748	971,081
Minas	»	1,300,238	1,299,236
Soriano	2,694,088	2,816,973	2,652,716
San-José (1)	2,370,763	2,475,420	2,383,486
Maldonado	452,060	467,464	465,849
Rocha	729 725	777,747	780,047
La Colonia	1,511,676	2,163,192	1,731,996
Durazno	2,202,834	1,877,998	3,097,970
Florida	1,913,578	1,993,466	1,958,605
	22,365,502	23,700,999	23,967,263

(1) Sont compris dans les totaux se rapportant à ce département, le nombre de bestiaux existant dans celui de Florès.

VII

Consommation des viandes de boucherie à Montévideo durant les années 1874 à 1887.

Le poids des animaux est calculé à raison de 161 kilogrammes de viande par bœuf ou vache et à 23 kilogrammes par mouton.

ANNÉES.	RACE BOVINE. Kilog.	RACE OVINE. Kilog.	TOTAUX.
1874	15,918,875	1,373,721	17,292,596
1875	15,379,042	1,166,721	16,545,763
1876	14,801,696	1,088,199	15,889,895
1877	14,578,711	1,009,309	15,588,020
1878	15,208,543	1,378,114	16,586,657
1879	13,468,455	1,394,751	14,863,206
1880	14,019,236	1,420,641	15,439,877
1881	14,228,375	1,472,598	15,700,973
1882	15,297,093	1,408,497	16,705,590
1883	16,100,322	1,448,126	17,548,448
1884	16,380,623	1,450,679	17,831,302
1885	19,293,435	1,426,345	20,719,780
1886	17,911,894	1,738,305	19,650,199
1887	18,027,814	1,272,314	19,300,128

VIII

Valeur officielle du commerce de la République orientale d'Uruguay.

(En piastres.)

ANNÉES.	IMPORTATION.	EXPORTATION.	TOTAUX.
1862.	8,151,802	8,804,442	16,956,244
1864.	8,381,467	6,334,706	14,718,873
1866.	14,608,091	10,665,040	25,273,131
1867.	17,657,918	12,077,795	29,735,713
1868.	16,102,475	12,139,720	28,242,195
1869.	16,830,678	13,930,027	30,760,705
1870.	15,003,342	12,779,051	27,782,393
1871.	14,864,247	13,334,224	28,198,471
1872.	18,859,724	15,489,532	34,349,256
1873.	21,075,446	16,301,772	32,426,455
1874.	17,181,672	15,244,783	37,377,218
1875.	12,431,408	12,693,610	25,125,018
1876.	12,800,000	13,727,000	26,527,000
1877.	15,045,846	15,899,405	38,945,251
1878.	15,927,974	17,492,159	33,420,133
1879.	15,949,903	16,645,961	32,595,864
1880.	19,478,868	19,752,201	39,231,069
1881.	17,918,884	20,229,512	38,148,396
1882.	18,174,800	22,062,934	40,237,734

ANNÉES.	IMPORTATION.	EXPORTATION.	TOTAUX.
1883.	20,322,311	25,221,664	45,543,975
1884.	24,550,074	24,759,485	49,309,559
1885.	25,275,476	25,253,036	50,528,512
1886.	20,194,655	23,811,936	44,006,641
1887.	24,615,944	18,671,996	43,287,940

N.-B. Les quantités indiquées dans le tableau ci-dessus, bien qu'officielles, ne représentent pas la valeur réelle des articles expédiés. En effet, les estimations qu'on y donne sont calculées sur la valeur des marchandises en dépôt, abstraction faite des droits de douane en ce qui concerne les importations, et d'après le prix du marché local pour les produits exportés, moins 10 p. c. On doit, pour arriver à leur appréciation exacte, augmenter les valeurs mentionnées d'environ 33 p. c.

IX

Articles de provenance belge importés en Uruguay en 1887.

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Eaux-de-vie	779	121,665
Bitters	527	104,992
Bières	945	106,905
Cognac	115	34,138
Genièvre	7,028	26,534
Liqueurs	29	16,267
Schnapps	648	11,548
Vermouth	361	72,058
Sucres	160,039	1,534,152
Vins en barils	3,079	3,130,767
Cacao	37	8,583
Chicorée	10,569	13,003
Confiseries	1,014	10,239
Conserves alimentaires	1,000	29,175
Orge fermentée	151	33,810
Piment	586	12,694
Galettes	1,225	33,388
Moutarde	40	3,635
Gélatine	790	3,336
Graisse de porc	2,223	44,905
Savon	180	18,333
Houblon	4,059	7,691

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Morue	1,370	45,640
Sardines à l'huile	6,592	50,194
Fromages	23,525	105,644
Thé	525	85,368
Cigares	4,307	83,051
Tabac rapé	972	3,566
— en feuilles (rama)	2,504	192,226
— — (picado)	500	13,181
Toile d'emballage	4,327	137,254
Casimirs	39,909	641,158
Flanelles	2,143	122,461
Tissus de coton	22,940	2,176,023
— de laine	3,396	210,139
— de laine mélangée	4,044	178,234
Toile cirée	174	20,489
Cotonnine	762	36,972
Draps en général	2,462	153,158
Chaussures pour hommes	592	1,289
— de femmes	7,311	9,618
— d'enfants	18,911	28,830
Chemises de coton pour hommes et garçons	772	32,020
Devants de chemises —	450	46,713
Camisoles de coton	3,099	32,269
— de laine	1,776	36,334
Caleçons de coton	100	2,506
Rideaux	24	9,583
Cols et poignets en tissus et papier	652	18,239
Couvertures de coton	612	39,007
— de laine	216	10,386
Cravates de soie	363	24,209
Gomme (articles de)	150	3,738
Bas de coton	2,345	227,833

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Mouchoirs de fil	137	97,958
— de soie	49	56,725
— — mélangée	94	4,677
Ponchos de laine et laine et coton	795	77,836
Coiffures de drap pour hommes	18,409	174,837
Chapeaux de paille pour hommes et enfants	672	11,557
Essuie-mains et serviettes	36	58,783
Bottines	3,733	10,026
Cordonnerie (articles de)	2,996	15,584
Huile de lin	2,022	22,566
— pour machines	162	10,922
Acier	322	17,392
Fil de fer pour clôtures	42,944	486,339
Bitume	175	1,410
Poteries	56	5,940
Carreaux de marbre	4,392	19,589
— de terre glaise (azurés)	3,616	4,639
Charbon de terre	450	747,113
Stéarine	1,566	16,021
Fer en barres	20,380	164,871
— galvanisé pour toiles	1,315	225,199
Cercles de fer	2,733	28,018
Gomme laque	330	3,888
Houes	852	4,021
Haches	282	8,386
Pelles	1,680	10,065
Pioches	277	1,145
Outils divers et machines agricoles	958	23,678
— pour diverses industries	307	17,939
Inodores	192	5,852
Bois de noyer et de chêne	462	48,639
Mastic	485	2,289

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Machines à coudre	4,624	66,295
— à vapeur en général	2,308	30,765
— et accessoires pour industries diverses	6,150	50,830
Marbres	5,919	61,685
Fournitures navales	283	41,536
Câbles	2,172	63,234
Filasse	2,618	8,532
Articles divers pour la marine	216	47,135
Terre romaine et ciment Portland	9,734	122,201
Tirants de fer	90,130	126,105
Verres à vitres	26,766	41,312
— pour claires-voies	808	2,017
Divers articles, libres de droits, pour télégraphes, téléphones, etc.	36,547	413,482
Eaux minérales	513	21,160
Amidon	28,738	61,354
Appareils scientifiques	112	3,728
Armes et objets d'équipement	9,546	35,785
Articles de bureau et d'éducation	2,704	46,913
Vernis	35	19,912
Bouteilles et flacons vides	82	15,276
Coffres de fer	742	19,771
Lits de fer et de bronze	443	2,163
Paniers	259	947
Carton	1,947	9,472
Voitures	500	14,726
Cuisines économiques	310	574
Colle	6,141	13,431
Cristaux et verreries	33,742	121,323
Basane	2,074	12,184
Cuirs de veau	2,096	15,875

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Peaux de chevreau, préparées	12,562	107,911
Cuirs vernis	2,322	10,633
Cuirs de cheval, vernis	954	2,892
Cuirs de mouton	300	30,278
Cuirs de chamois	180	1,548
Maroquin	96	96
Semelles	264	3,285
Cuir fin (mégie)	260	4,580
Vachette	81	1,531
Peaux diverses préparées	6,996	16,596
Drogues	3,234	291,433
Élastiques pour chaussures	6,000	20,613
Miroirs et glaces	27,221	51,936
Articles de pharmacie	234	28,363
Articles de quincaillerie	148,527	766,355
Allumettes	100	48,208
Gants de coton	75	3,372
— laine	260	3,124
Fil à coudre en général	4,298	144,612
Fil en bobines	11,475	43,594
Fil pour cordonnerie	146	2,511
Joyaux et pierres fines	2,200	176,013
Laine pour broderie	310	16,929
Livres imprimés brochés	66	8,602
— — demi-reliure	175	21,932
Registres en blanc	1,361	15,657
Faïence et porcelaine	6,245	156,563
Tabliers	324	6,052
Mercerie en général	35,424	987,165
Meubles	1,891	162,606
Munitions	197	10,450
Cartes à jouer	120	12,256

MARCHANDISES.	Valeurs en piastres.	Total des importations de toute provenance, des mêmes articles.
Mèches de bougie	84	18,722
Papier blanc en général	17,743	75,933
— brouillard	3,194	75,611
— d'impression	1,497	86,097
Papiers divers	358	11,845
Parapluies et parasols	1,210	29,305
Parfumerie en général	424	87,954
Couleurs	11,716	88,169
Cordes pour instruments	135	19,912
Poudre et dynamite	449	16,371
Horloges	184	24,923
Articles de carrosserie	13,552	54,329
Fil de soie à coudre	69	11,445
Bougies de stéarine	31,517	65,687

X

Importations, par pays de provenance, faites en Uruguay en 1886 et 1887.

(Valeur en piastres.)

LIEUX DE PROVENANCE.	1886.	1887.
Angleterre	5,610,784	6,710,961
France	3,410,384	4,114,045
Allemagne	2,098,809	2,839,296
Espagne	2,015,066	2,149,133
Brésil	1,486,983	1,826,170
Italie	1,492,102	1,697,276
États-Unis	1,246,819	1,701,964
Belgique	861,937	1,195,592
République Argentine	517,562	442,897
Cuba	193,008	216,458
Paraguay	174,065	151,398
Chili	197,712	97,379
Hollande	133,084	64,316
Portugal	62,332	24,875
Suisse	55,491	24,155
Ile Maurice	7,430	13,639
Inde, Chine et Japon	12,107	7,982
Iles Canaries	1,739	2,573
Pérou et Équateur	»	884
Autriche-Hongrie	9,418	406
Ports divers	602,401	1,334,575
Suède et Norvège	535	»
Danemark et Russie	2,282	»
Colombie	2,605	»
Totaux	20,194,655	24,615,944

16

XI

Exportations uruguayennes faites en 1886 et 1887.

(Valeur en piastres.)

LIEUX DE DESTINATION.	1886.	1887.
Angleterre	4,988,765	4,125,320
Belgique	3,791,032	3,354,286
Brésil	4,481,240	2,563,934
France	2,597,744	2,476,561
États-Unis	2,719,085	1,522,854
République Argentine	1,156,739	1,122,030
Cuba	370,860	957,197
Allemagne	366,467	322,329
Italie	469,714	317,041
Espagne	251,316	152,928
Portugal	153,337	147,987
Chili	29,455	142,861
Antilles, Maurice, la Réunion	20,876	14,965
Pérou	7,525	6,980
Ile Barbade	»	5,861
Paraguay	5,455	5,455
Inde, Chine et Japon	100	378
Iles Malouines	661	92
Cap de Bonne-Espérance	11,604	»
Venezuela	194	»
Ports divers	2,389,803	1,432,937
Totaux	23,811,986	18,671,996

XII

Mouvement postal en Uruguay (1882-1886).

I

Lettres ordinaires.

1882.	1,353,335		
1883.	1,579,141	Augm.	225,806
1884.	2,635,980	—	1,056,839
1885.	2,911,969	—	275,989
1886.	3,074,637	—	162,668

II

Lettres et dépêches recommandées.

1882 . .	36,746		
1883 . .	46,264	Augm.	9,518
1884 . .	84,174	—	37,910
1885 . .	103,746	—	19,572
1886 . .	111,652	—	67,906

III

Cartes postales.

1882 . .	15,128		
1883 . .	16,776	Augm.	1,648
1884 . .	32,217	—	15,441
1885 . .	28,811	Dimin.	3,406
1886 . .	30,642	Augm.	1,831

IV

Imprimés (pièces).

1882.	2,094,711		
1883.	3,770,144	Augm.	1,675,433
1884.	8,689,269	—	1,919,125
1885.	8,876,805	—	187,536
1886.	7,907,789	Dimin.	969,016

V

Échantillons et papiers d'affaires (paquets).

1882 . .	4,219		
1883 . .	5,371	Augm.	1,152
1884 . .	103,316	—	97,945
1885 . .	150,394	—	47,078
1886 . .	161,858	—	11,464

VI

Correspondance officielle.

1882 . .	66,730		
1883 . .	65,122	Dimin.	1,608
1884 . .	116,543	Augm.	51,421
1885 . .	131,656	—	15,113
1886 . .	121,018	Dimin.	10,638

VII

Produit des bons postaux.

1882.	14,066.89		
1883.	15,514.73	Augm.	1,447.84
1884.	23,543.00	—	8,028.27
1885.	15,408.00	Dimin.	8,135.00
1886.	14,605.00	—	803.00

VIII

Entrées générales.

1882.	127,601.43		
1883.	148,295.24	Augm.	20,693.81
1884.	170,559.00	—	22,263.76
1885.	163,133.00	Dimin.	7,426.00
1886.	164,762.00	Augm.	1,629.00

XIII

Taux des salaires en Uruguay.

Armurier	de 20 à 40 piastres or, par mois.
Boucher	12 à 18 — —
Boulanger	20 à 40 — — avec logement et nourriture.
Charbonnier. . . .	80 centavos à 1 piastre 50 centavos or, par jour.
Charpentier	1 piastre 20 centavos à 2 piastres or, —
Cocher	16 à 40 piastres or, par mois, avec entretien.
Coupeuse pour dame .	30 à 60 — — plus logement et nourriture.
Couturière	3 à 12 piastres or par mois, plus logement et nourriture.
Ébéniste	1 piastre 80 centavos à 3 piastres or, par jour.
Ferblantier . . .	20 à 30 piastres or, avec entretien.
Forgeron.	1 piastre 50 centavos à 2 piastres 20 centavos or, par jour.
Jardinier.	20 à 22 piastres par mois, avec logement et nourriture.
Journalier	80 centavos à 1 piastre 20 centavos or, par jour.
Maçon	1 piastre 20 centavos à 1 piastre 80 centavos or, par jour.
Mécanicien	1 piastre 50 centavos à 2 piastres 20 centavos or, par jour.
Menuisier.	50 à 60 piastres or, par mois.
Modiste	3 à 12 — — avec logement et nourriture.
Nourrice	15 à 25 piastres or, par mois, avec entretien.
Paveur	24 piastres or, par mois.
Peintre en bâtiments .	1 piastre 20 centavos à 1 piastre 80 centavos or, par jour.
Servante	de 8 à 20 piastres or, par mois, avec logement et nourriture, sans le lit.

Tailleur . . . . . On les paye à la pièce, et l'ouvrier doit posséder une machine à coudre. On paye à l'ouvrier, après confection : une redingote, 8 piastres or; un habit, 9 piastres or; un gilet, 1 piastre 20 centavos or; un pantalon, même prix. La machine à coudre, achetée sur les lieux, système américain, vaut 24 piastres or.

TABLE DES MATIÈRES

